

TABLE DES MATIÈRES

15 mars 2009 : Manifestation contre la brutalité policière	3
LA PRESSE : Manifestation contre la brutalité policière: les organisateurs se dissocient des actes de violence – Jeudi 19 mars 2009	3
RUEFRONTENAC.COM : Les policiers de Montréal désobéissent à leur chef - mercredi, 18 mars 2009 21:49 - Mise à jour le mercredi, 18 mars 2009 22:13.....	3
LA PRESSE : Chronique : Entre brutalité et moumounerie, par Yves Boisvert – Mercredi 18 mars 2009	4
LA PRESSE : Manif contre la brutalité policière : Pas d'excuses pour l'instant – Le maire Tremblay juge les bavures « regrettables », mais compte s'entretenir avec le SPVM avant de s'excuser auprès des citoyens arrêtés par erreur – Mercredi 18 mars 2009	4
CYBERPRESSE – LA PRESSE : Quelques témoignages – Mercredi 18 mars 2009.....	5
24 HEURES : Manifestation contre la brutalité policière : Les organisateurs refusent de s'excuser – Mercredi 18 mars 2009.....	6
COMMUNIQUÉ DU COLLECTIF OPPOSÉ À LA BRUTALITÉ POLICIÈRE – Mardi 17 mars 2009	6
LE DEVOIR : Tremblay promet de mieux encadrer les casseurs : Dix-sept manifestants ont comparu devant la cour hier, à la suite des affrontements de dimanche – Édition du mardi 17 mars 2009.....	7
LA PRESSE : Chronique: Des menottes en minou, par Rima Elkouri – Mardi 17 mars 2009.....	7
LA PRESSE : Le maire veut un parcours rétabli : La Fraternité des policiers estime qu'une interdiction de porter un masque est nécessaire – Mardi 17 mars 2009.....	8
LA PRESSE : 32 personnes accusées au criminel – Mardi 17 mars 2009.....	8
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Nettoyage : Lendemain de manifestation : « Intolérable et inacceptable Claude Dauphin – Mardi 17 mars 2009.....	9
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Quelle révolution?, par Richard Martineau – Mardi 17 mars 2009	10
THE GAZETTE : 1 ^{er} page – Aftermath of rampage – Tuesday, March 17, 2009	10
THE GAZETTE : Vox Pop : « If you are trying to protest police brutality, is being brutal yourself sending the message you want? » – Tuesday, March 17, 2009	10
THE GAZETTE : Aftermath of rampage : Photos – Tuesday, March 17, 2009.....	11
THE GAZETTE : Editorial : Rioters obscure an important debate – Tuesday, March 17, 2009	11
THE GAZETTE : Opinion : Anger (and irony) on the streets : TO PRACTISE VIOLENCE in protest against violence is stupidly ironic, by GHenri Aubin – Tuesday, March 17, 2009	12
THE GAZETTE : City hall and police pondering `new directives' - 'ZERO TOLERANCE FOR ACTS OF VANDALISM' Facial coverings might yet be banned at protests – Tuesday, March 17, 2009.....	12
THE GAZETTE : A history of violence - We can do little to prevent mayhem, cops say – Tuesday, March 17, 2009	13
THE GAZETTE : Calls to give notice of route rejected - BRUTALITY PROTEST Cops provoked violence, organizers insist – Tuesday, March 17, 2009	13
MÉTRO : Humeur : Avec des amis comme ça..., par Sylvain Ménard – Mardi 17 mars 2009	14
24 HEURES : 1 ^{ère} page : Des travailleurs sociaux en colère contre les vandales : tout est à refaire – Mardi 17 mars 2009	14
24 HEURES : Un an de travail anéanti par une « bande de cabochons » : Les organismes communautaires du centre-ville se dissocient de la manif – Mardi 17 mars 2009	15
24 HEURES : Vandalisme : poursuite contre les organisateurs? – Mardi 17 mars 2009	15
24 HEURES : Vox pop : Que pensez-vous de l'intervention des policiers lors de la manifestation contre la brutalité policière tenue hier à Montréal – Mardi 17 mars 2009.....	15
24 HEURES : En bref : Bilan final – Mardi 17 mars 2009	16
RDI : 24 HEURES EN 60 MINUTES – 19h00 – Lundi 16 mars 2009	16
RUEFRONTENAC.COM : Manif illégale: Dauphin exige des explications - lundi, 16 mars 2009 20:44 - Mise à jour le lundi, 16 mars 2009 21:03	16
RUE FRONTENAC.COM : La cavalerie est de retour - lundi, 16 mars 2009 17:59 - Mise à jour le lundi, 16 mars 2009 18:58	16
RADIO-CANADA/ MONTRÉAL : Manifestation contre la brutalité policière : Des accusations criminelles - Mise à jour le lundi 16 mars 2009 à 18 h 54	16
RADIO-CANADA : Téléjournal-Montréal – 18h00 – Lundi 16 mars 2009	17
RADIO-CANADA / MAURICIE : École nationale de police : Des recrues décevantes - Mise à jour le lundi 16 mars 2009 à 17 h 28	17
RUE FRONTENAC.COM : Manifestation: assez, c'est assez, disent les commerçants - lundi, 16 mars 2009 13:11 - Mise à jour le lundi, 16 mars 2009 21:09.....	17
CBC NEWS : Court appearances, cleanup begin after anti-police brutality protest : Police arrest 221 after annual rally turns violent in 2 Montreal neighbourhoods - Last Updated: Monday, March 16, 2009 11:02 AM ET	18
RUEFRONTENAC.COM : Manifestations: la Ville de Montréal dénoncée par la Fraternité des policiers - lundi, 16 mars 2009 09:29 - Mise à jour le lundi, 16 mars 2009 21:03	18
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Manifestation contre la brutalité policière : Des accusations criminelles - Mise à jour le lundi 16 mars 2009 à 9 h 12	18
LE DEVOIR : 1 ^{ère} page : Après-midi houleux à Montréal: 200 arrestations – Édition du lundi 16 mars 2009.....	20
CYBERPRESSE : Album photos – Lundi 16 mars 2009.....	20
LA PRESSE : 1 ^{ère} page : Manif contre la brutalité policière > 200 arrestations : Ça passe ... et ça casse! – Lundi 16 mars 2009.....	22
LA PRESSE : Éditorial : Manifestation stérile, par Nathalie Collard, La Presse – Lundi 16 mars 2009	23
LA PRESSE : Chronique : Montréal n'est pas Beyrouth, par Michèle Ouimet, La Presse – Lundi 16 mars 2009.....	23
LA PRESSE : Chronique : Petits rots révolutionnaires, par Patrick Lagacé, La Presse – Lundi 16 mars 2009.....	23
LA PRESSE – LE SOLEIL : Près de 200 arrestations – Lundi 16 mars 2009	24
LA PRESSE : Le fil des événements – Lundi 16 mars 2009	25
LA PRESSE : Des citoyens outrés par la casse – Lundi 16 mars 2009.....	25
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : 1 ^{ère} page : la police arrête 200 manifestants – Bande de voyous – Lundi 16 mars 2009.....	26
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Manifestation : « Tout un spectacle » – Lundi 16 mars 2009	27
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Vandalisme : Plus de 200 arrestations : le centre-ville livré aux casseurs – Lundi 16 mars 2009	28
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Itinéraire– Lundi 16 mars 2009	29
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Itinéraire– Lundi 16 mars 2009	30
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Chronique : Le Festival de l'anarchie, par Richard Martineau – Lundi 16 mars 2009	31
MÉTRO : 1 ^{ère} page : Les policiers arrêtent plus de 200 personnes – Lundi 16 mars 2009	31
MÉTRO.COM : Photos : Les policiers arrêtent plus de 200 personnes – Lundi 16 mars 2009	31
24 HEURES : 1 ^{ère} page – Lundi 16 mars 2009.....	32
24 HEURES : Manifestation contre la brutalité policière : la police procède à plus de 200 arrestations – Lundi 16 mars 2009.....	32
THE GAZETTE : First page : ANGER IN THE STREET : 220 ARRESTED Vegetables, rocks fly in annual protest against police brutality - Monday, March 16, 2009	33
RUE FRONTENAC.COM : Manifestation contre la brutalité policière: plus de 200 arrestations - Mise à jour le lundi, 16 mars 2009 00:20.....	33
RUE FRONTENAC.COM : Galerie de photos: Luc Laforce – Lundi 16 mars 2009	34
CBC NEWS : 48 arrested at police-brutality protest in Montreal - Last Updated: Sunday, March 15, 2009 11:23 PM ET	39
LA PRESSE : Manifestation contre la brutalité policière: les commerçants monteront la garde – Dimanche 15 mars 2009	39



JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Rassemblement contre la brutalité policière : marginaux gonflés à bloc – Dimanche 15 mars 2009	40
LE DEVOIR : 1ère page : Agents de la SQ pris en «flagrant délit» - « Qu'est-ce qu'un policier faiot avec une roche dans les mains et un foulard sur le visage si ce n'est pas de la provocation ? » - Édition du samedi 14 et du dimanche 15 mars 2009	41
LE DEVOIR: Appel à une manifestation pacifique: le défilé annuel contre la brutalité policière vire généralement à la casse - Édition du samedi 14 et du dimanche 15 mars 2009	41
LA PRESSE : Manifestation contre la brutalité: les policiers prévoient de la casse – Samedi 14 mars 2009	41
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Des commerçants inquités – Samedi 14 mars 2009	42
CYBERPRESSE : Manifestation: les policiers accusés de jeter de l'huile sur le feu – Vendredi 13 mars 2009.....	43
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Brutalité policière : Le SPVM redoute la manif du 15 mars - Mise à jour le vendredi 13 mars 2009 à 15 h 51	43
LA PRESSE : Chronique : Le droit de tuer, par Patrick Lagacé – Vendredi 13 mars 2009	43
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : 1ère page : Pantalons de camouflage : Le Conseil des services essentiels donne raison aux policiers : confusion dangereuse? – vendredi 13 mars 2009.....	44
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Les pantalons seront permis : la direction du SPVM craignaient de confondre ses policiers avec des manifestants – vendredi 13 mars 2009.....	45
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Une manif plus violente que jamais?: Le SPVM craint des débordements lors de la manifestation contre la brutalité policière, dimanche – Vendredi 13 mars 2009.....	45
RUE FRONTENAC.COM : Pantalon de camouflage: le Conseil des services essentiels appuie les policiers - Mise à jour le jeudi, 12 mars 2009 23:50	46
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Moyens de pression des policiers : Le SPVM débouté - Mise à jour le jeudi 12 mars 2009 à 15 h 34.....	46
RUE FRONTENAC.COM : Manifestants et policiers se préparent pour dimanche - mercredi, 11 mars 2009 20:47	46
COBP : APPEL POUR LE 15 MARS 2009 : 13e JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE : Manifestation à 14 heures, métro Mont-Royal	46
Gros bon sens : bas les masques ... non ! = CRAP : Montréal-Nord – Affaire Villanueva	47
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Sécurité publique : Répit pour les manifestants masqués - Mise à jour le samedi 21 février 2009 à 4 h 41	47
LE DEVOIR: Port du masque: Montréal recule, mais promet un autre règlement – Édition du Samedi 21 et du dimanche 22 février 2009	48
LA PRESSE: Masque dans les manifestations: la Ville fait volte-face – Samedi 21 février 2009	48
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT: Les manifestants resteront masqués à Montréal – Samedi 21 février 2009.....	48
MÉTRO: Le vote sur l'interdiction du port du masque remis à plus tard – Vendredi 20 février 2009 02:41	48
24 HEURES: Les manifestants cagoulés admis à Montréal...pour le moment – Vendredi 20 février 2009	49
THE GAZETTE: ANTI-MASK BYLAW OFF THE AGENDA: NO VOTE MONDAY But opponents say they want it totally withdrawn - Saturday, February 21, 2009	49
RUEFRONTENAC.COM : Interdire les masques: une entrave à la liberté d'expression - Mercredi, 18 Février 2009 15:10.....	49
THE GAZETTE : Justify your existence : Yves Francoeur - Protesters unmasked: Making streets safer or infringing on our rights? – Saturday, February 14, 2009	50
LE DEVOIR : 1ère page : Affaire Villanueva - Une stricte enquête du coroner : le juge Sansfaçon n'abordera pas les tensions sociales vécues à Montréal-Nord – Édition du Samedi 14 et du dimanche 15 février 2009	50
THE GAZETTE : Villanueva family wants Quebeco fund lawyers for witnesses – Sunday. February 08, 2009	51
CYBERPRESSE : Des manifestants réclament justice dans l'affaire Villanueva - Mis à jour le samedi 07 février 2009 à 21h15	51
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Affaire Villanueva : Une manifestation pour des avocats - Mise à jour le samedi 7 février 2009 à 15 h 39.....	52
Rappel des faits	52
LE DEVOIR : Conseil municipal de Montréal - Des manifestants masqués à l'hôtel de ville – Édition du mardi 27 janvier 2009	52
LA PRESSE : Éditorial : Merci, M. l'agent!, par Nathalie Collard – Mardi 27 janvier 2009	52
LA PRESSE : Interdire les cagoules lors des manifestations: le projet de la police suscite la grogne - Mardi 27 janvier 2009.....	53
THE GAZETTE : Group unmasked - Tuesday, January 27, 2009	53
24 HEURES : Selon Projet Montréal : Les libertés civiles des Montréalais sont menacées – Lundi 26 janvier 2009	53
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Manifestations : À visage découvert - Mise à jour le lundi 19 janvier 2009 à 22 h 28	53
LA PRESSE : Villanueva: l'enquête publique commencera le 16 février – Jeudi 08 janvier 2009	54
Les titres du Courrier international	54

15 mars 2009 : Manifestation contre la brutalité policière

LA PRESSE : Manifestation contre la brutalité policière: les organisateurs se dissocient des actes de violence – Jeudi 19 mars 2009



Un porte-parole du Collectif opposé à la brutalité policière a reconnu que les actes d'agression et de vandalisme commis lors de la manifestation de dimanche ont jeté une ombre sur la mission de son organisme, lequel vise à offrir un service d'appui aux victimes de violence policière ou de profilage racial.

Photo: Robert Skinner, La Presse
Daphné Cameron, La Presse

Les organisateurs de la manifestation contre la brutalité policière, qui a tourné au vinaigre dimanche, souhaitent se dissocier des actes de violence commis par certains protestataires.

Dans les prochains jours, le Collectif opposé à la brutalité policière se penchera sur la pertinence d'organiser une telle marche l'an prochain.

Lors d'un entretien avec La Presse, la porte-parole du groupe a reconnu que les actes de violence et de vandalisme commis lors de la manifestation ont jeté une ombre sur la mission de son organisme, qui vise avant tout, dit-elle, à offrir un service d'appui aux victimes de brutalité policière ou de profilage racial.

«On est vraiment plus que conscient de l'image que ça projette. Ça nous discrédite et nous décrédibilise», a affirmé Gabrielle Potvin.

«Je ne suis pas encore prête à dire qu'on va arrêter de faire la manif l'an prochain, mais on va réfléchir à la possibilité de faire autre chose. Notre but n'est pas de convaincre tout le monde que notre cause est juste. Mais on veut que la population nous fasse suffisamment confiance pour qu'on nous contacte si on est victime d'abus.»

Quelque 220 personnes ont été arrêtées ou interpellées par les autorités policières dimanche après-midi. Des briques, des pierres et des morceaux de métal ont été lancés en direction des policiers. Selon le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), plus de 25 commerces et voitures ont également été endommagés.

Selon le Collectif opposé à la brutalité policière, les actes de vandalisme ont été commis par «une poignée d'individus» avec des «intentions qui ne correspondent pas nécessairement» à celles du Collectif.

«Le SPVM a eu pour stratégie de crier sur tous les toits que la manifestation allait être d'une extrême violence. C'était comme s'ils lançaient un message aux casseurs de venir se joindre à la manifestation», a dit Gabrielle Potvin.

Durant deux heures, les policiers ont joué au chat et à la souris avec les manifestants.

Le SPVM a d'ailleurs déploré le fait que le tracé emprunté par les manifestants n'ait pas été fourni aux autorités.

«Ce n'est pas une obligation constitutionnelle. On a utilisé notre droit. Il arrive souvent que des itinéraires ne soient pas divulgués. Les policiers voulaient que ça dégénère. On ne leur fait pas confiance. S'ils savaient par où on se dirigeait, ils auraient été là pour nous bloquer.»

Elle ajoute que la manifestation devait se terminer au parc La Fontaine, mais que ce sont les policiers, en divisant la foule en trois, qui ont forcé certains manifestants vers le centre-ville, lieu où la casse est beaucoup plus susceptible de se produire.

«Au début de la manifestation, nous avons tout de suite lancé un appel au calme. Nous avons dit et répété à plusieurs reprises que le Collectif n'encourageait pas la violence ni la destruction de propriété. Notre travail n'a rien à voir avec la casse.»

RUEFRONTENAC.COM : Les policiers de Montréal désobéissent à leur chef - mercredi, 18 mars 2009 21:49 - Mise à jour le mercredi, 18 mars 2009 22:13



Malgré l'ordre donné par leur chef, les 300 policiers appelés à intervenir lors de la manifestation contre la brutalité policière dimanche ont continué de porter des pantalons de camouflage

Photo Luc Laforce

Écrit par Daniel Renaud

Les policiers de Montréal ont fait fi d'un ordre de leur directeur qui exigeait qu'ils portent leur pantalon réglementaire dimanche, lors de la manifestation contre la brutalité policière, a appris RueFrontenac.com.

L'ordre a été envoyé par courriel aux 4000 policiers du SPVM, à 2h42, dans la nuit de samedi à dimanche, 12 heures avant la manifestation.

Il faisait suite à un avis rendu dans la soirée par la CSST qui, à la demande de la Fraternité des policiers de Montréal, s'était penchée sur la question de l'équipement des policiers lors des manifestations et avait tenu, dans la journée de same-

di, une audience qui réunissait à la fois le syndicat et la direction de la police.

«...dans les circonstances particulières de la manifestation du 15 mars, le port du pantalon réglementaire est préférable pour diminuer les risques de confusion avec les manifestants, lors des interventions policières», a jugé la CSST dans des avis joints à un rapport d'intervention remis aux deux parties.

«Suite à cette démarche de la Fraternité, il est de ma responsabilité d'ORDONNER (en majuscule dans le texte original) de porter l'uniforme réglementaire à tous les policiers et policières des services impliqués dans le service d'ordre de demain et ce, pour la durée de la manifestation», a ensuite écrit le directeur de la police, Yvan Delorme, dans le courriel envoyé à tous ses policiers et dont RueFrontenac.com a obtenu copie.

Mais l'ordre n'a pas été suivi et comme ils le font depuis le début de leurs moyens de pression, les policiers ont continué de porter des pantalons de camouflage lors de la manifestation de dimanche.

«C'était un avis seulement et il n'a pas force de loi», explique Yves Francœur, président de la Fraternité des policiers et policières de Montréal.

«L'avis disait seulement qu'il était préférable de porter l'uniforme réglementaire. De plus, il y a déjà eu une décision de la CSST beaucoup plus étoffée qui avait été rendue lors du conflit entre la Police de Québec et ses agents et qui concluait qu'il n'y avait pas de danger», ajoute M. Francœur, qui n'a pas voulu commenter plus précisé-

ment le fait que les policiers aient refusé de suivre un ordre donné par leur chef.

Des représailles?

«Quand le directeur de la police donne un ordre, il faut qu'il soit respecté», affirme de son côté l'inspecteur Paul Chablo, directeur des communications à la police de Montréal.

La direction de la police n'exclut pas que des sanctions soient imposées aux quelque 300 policiers qui sont intervenus pour contrôler les manifestants dimanche.

«Nous étudions différentes options, mais en même temps, nous sommes conscients que les policiers ont refusé de suivre cet ordre dans un contexte de conflit de travail. Sans conflit, ils se seraient sûrement conformés», indique-t-il.

Selon la direction de la police, en portant des pantalons de camouflage semblables à ceux des manifestants, ses policiers causent une certaine confusion qui pourrait être dangereuse pour leur sécurité et celle de la population.

D'autres manifestations ou émeutes pourraient encore bientôt survenir, comme celle qui a marqué la victoire du Canadien contre les Bruins au printemps 2008 et déjà, la direction de la police n'exclut pas que le directeur Delorme puisse renouveler à court terme son ordre sur le port de l'uniforme régulier.

«Notre position est toujours la même: quand le facteur de risque est élevé, comme à la manifestation contre la brutalité policière ou les séries de la coupe Stanley, le fait de porter les pantalons

LA PRESSE : Chronique : Entre brutalité et moutonnerie, par Yves Boisvert – Mercredi 18 mars 2009

Comme le temps passe vite. Vous vous souvenez? Fin avril, l'an dernier, dernier match de la série Canadien-Bruins? L'émeute, les voitures incendiées?

Si je me souviens bien, les médias et un peu tout le monde étaient prêts à descendre dans la rue pour faire une manifestation contre la moutonnerie policière.

Gang de peureux, mauvais ordres, police toujours sur la retenue...

Puis, la manif qui a suivi la mort de Fredy Villanueva, à Montréal-Nord. On a encore reproché aux policiers de trop laisser faire.

Eh bien, ils nous ont écoutés, on dirait... Dimanche, ils n'ont pas attendu, ils ont déclaré l'attroupement illégal et hop, on embarque tout le monde.

Évidemment, dans ces manoeuvres, par définition, on fait des erreurs. Ainsi, ce monsieur dont parlait Rima Elkouri hier: débarqué près de la Place des Arts qui s'est retrouvé dans la foule sans du tout comprendre de quoi il s'agissait. On l'arrête sans ménagement, on lui passe des menottes et on le garde en prison jusqu'à 23h30. En partant, on l'apostrophe en le tutoyant.

Pour des gens qui veulent donner des contraventions pour impolitesse et qui veulent bannir les masques, ça fait dur.

Pourquoi la police a tellement de difficulté à simplement présenter ses excuses? Ça lui ferait trop mal de simplement reconnaître que dimanche, des gens ont été arrêtés qui n'auraient pas dû l'être.

Quand on prive de sa liberté une personne, c'est sérieux, et la moindre des civilités est de le re-

connaître et de présenter ses moins plates excuses. Idem pour nos élus. Ils attendent toutes les informations avant de présenter leurs excuses.

Le maire s'empresse d'ajouter que «des correctifs seront apportés» aux méthodes policières d'intervention «tant en amont qu'en aval». N'attendez pas trop de l'hydrométrie policière du maire Tremblay.

Tant mieux si on raffine jusqu'à son dernier degré de subtilité l'intervention policière lors d'émeutes. Mais il n'y aura jamais de paradis du contrôle des foules délinquantes.

Les policiers, devant 500 ou 2000 personnes qui jettent des projectiles et qui commencent à faire de la casse, sont condamnés à se tromper.

La plupart des gens présents ne font rien de mal. Mais il n'est pas question de faire des interrogatoires avec chaque badaud pour trier en séparant les méchants manifestants, les bons et les égarés.

Il s'agit de choisir la zone d'erreur. On peut délibérément laisser les émeutiers faire de la casse plutôt que de les affronter physiquement immédiatement: c'est ce qu'avait fait la police après l'émeute qui avait suivi l'annulation d'un concert punk, au Medley, il y a trois ans. C'est aussi ce qu'a fait la police après le match de hockey. La charge a tardé et c'est après, notamment avec des photos sur l'internet, qu'on a pu faire arrêter plusieurs dizaines de personnes.

Cette tactique a l'avantage d'éviter les blessures, tant aux policiers qu'aux émeutiers. Elle a le désavantage de laisser faire des dommages et de donner l'impression que la police permet l'émeute, ce qui risque l'escalade. Mais selon les effectifs

et les circonstances, ce peut être la moins mauvaise option.

L'autre façon de faire est celle de dimanche. Les policiers savaient qu'il y aurait de la casse: c'est une tradition de cette manif depuis le début. Qu'ils l'aient annoncé à l'avance n'est nullement une «provocation». On peut annoncer dès ce matin qu'il y aura de la casse l'année prochaine à pareille date. Mais cette annonce indique que les policiers, prévenus, n'avaient pas l'intention de laisser faire. Ils ont donc mis fin à la fête très rapidement.

Que ceux qui les trouvent brutaux se rappellent leur position l'an dernier quand le centre-ville flambait.

Ils avaient raison d'utiliser la force rapidement, ça me semble évident. Ah, je sais, moi non plus je ne veux pas être forcé de choisir entre une police brute et une police moutonne.

Mais si vous avez déjà vu évoluer une manif vers un «attroupement illégal» et vers une émeute, vous savez que la répression ne sera pas tout en délicatesse. Utiliser la force dans un tel contexte, cela veut dire arrêter des gens indistinctement, du simple fait qu'ils sont présents. L'autre option est de laisser courir l'émeute. Ça n'aurait pas été une bonne idée.

Mais si on ne demande pas aux policiers anti-émeutes de se déguiser en travailleurs sociaux, on doit exiger ce minimum: respecter la dignité des citoyens qu'ils arrêtent. Au lieu de dire: t'as pas l'air d'un manifestant! Essayez quelque chose comme: on est désolé, monsieur.

LA PRESSE : Manif contre la brutalité policière : Pas d'excuses pour l'instant – Le maire Tremblay juge les bavures « regrettables », mais compte s'entretenir avec le SPVM avant de s'excuser auprès des citoyens arrêtés par erreur – Mercredi 18 mars 2009



Les policiers ont arrêté ou interpellé 221 personnes dimanche, lors de la manifestation contre la brutalité policière. Des journalistes et des passants ont été pris en souricière par les forces de l'ordre. Le maire Tremblay compte apporter des mesures correctives à l'organisation des manifestations publiques, après enquête.

Photo: Robert Skinner, La Presse
Éric Clément, La Presse

Tant que le maire Gerald Tremblay n'aura pas fait les vérifications d'usage avec son service de police, la Ville de Montréal ne s'excusera pas auprès des citoyens arrêtés par erreur, traumatisés, blessés ou brutalisés sans raison par des membres de la police, ni auprès des journalistes retenus à tort, lors de la manifestation de dimanche, a dit le maire à La Presse, hier.

M. Tremblay trouve toutefois que ces bavures sont «regrettables et malheureuses».

Le maire Tremblay dit que le travail des policiers a été «bon», dimanche. Mais très attaché aux principes de la démocratie, il considère que les incidents concernant des citoyens qui n'avaient commis aucune infraction et la séquestration des journalistes Michèle Ouimet (La Presse) et Bruno Coulombe (Radio-Canada), ont été «regrettables».

«C'est très regrettable qu'il y ait eu certaines personnes qui aient fait partie de ce groupe (retenu par des policiers) et pour connaître Michèle Ouimet, je suis certain qu'elle n'a pas couru après ça. Elle faisait son travail de journaliste et elle s'est trouvée là au mauvais moment.»

Le maire compte, après enquête, apporter des mesures correctives à l'organisation «tant à l'amont qu'à l'aval» des manifestations publiques.

«S'il y a moyen de faire les choses différemment, il faut y réfléchir, dit-il. Quand j'ai lu l'article (de Rima Elkouri) sur le «monsieur Tremblay», surtout quelqu'un qui n'a jamais été interpellé par la police, qui n'a jamais rien eu à se reprocher, avoir des menottes, aller dans un poste de police jusqu'à 23h, ce n'est certainement pas une bonne expérience.»

La Ville va-t-elle s'excuser? «Je veux juste vérifier avec le service de police avant, dit le maire. C'est bien beau s'excuser, mais si on ne veut pas que cela se reproduise, il faut trouver des moyens. Mais quand j'ai lu les articles de Michèle Ouimet et de Rima Elkouri, j'ai trouvé ça regrettable.»

Difficile de faire la distinction

De son côté, le conseiller Claude Dauphin, responsable de la Sécurité publique à la Ville, dit qu'il

est «malheureux que de tels incidents se soient produits» et ajoute que «ce n'est sûrement pas facile pour le policier de distinguer le vrai manifestant, qui veut tout casser, du journaliste et du passant». «La vraie question, c'est comment régler ça? Il faudrait peut-être demander à nos policiers de distinguer davantage, mais ça ne doit pas être facile pour eux», dit-il.

Une des personnes séquestrées par la police aurait pu avoir une grave crise d'asthme ou l'ingénieur avoir un problème de santé: cette procédure n'est-elle pas dangereuse? «Je vais en discuter avec le directeur du SPVM, pour voir ce qu'on peut faire à l'avenir pour éviter ce genre d'événement», dit M. Dauphin, qui ajoute que la Ville changera le «modus operandi» des manifestations afin qu'elles soient mieux coordonnées. Un parcours déterminé à l'avance et un permis de manifester pourraient être institués. M. Dauphin n'a pas dit si la police pourra encore faire des arrestations de masse, sans discernement.

La Fédération professionnelle des journalistes du Québec, qui délivre une carte de presse, a décidé de rencontrer le SPVM pour analyser la situation. Claude Robillard, secrétaire général de la FPJQ, n'écarte pas la possibilité de moderniser cette carte de presse qui identifie les journalistes. Doit-on envisager le port d'une veste ou d'un brassard jaune marqué MÉDIA pour reconnaître les journalistes? «Ça peut être acceptable pour les journalistes de la FPJQ, mais pour ceux qui ne sont pas membres, difficile de trouver une solution universelle», dit M. Robillard.

Pour le chef de l'opposition à Montréal, Benoit Labonté, «il y a eu un manque d'encadrement de la manifestation par ses organisateurs». «Dans le feu de l'action, ce n'est jamais facile, dit-il. Un post mortem s'impose avec tous les acteurs. Pas pour blâmer à gauche et à droite. Pour s'assurer

que la prochaine fois, il n'y ait pas d'écart de cette nature.»

Enfin, le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, estime que les bavures de la police montrent «qu'elle fait un usage inapproprié de ses pouvoirs discrétionnaires». «Que la police ne fasse pas la

distinction entre quelqu'un d'agressif et le simple passant me fait dire que si j'étais opposé au règlement sur l'interdiction du port du masque, je le suis maintenant d'autant plus, dit-il. Il y a un manque de jugement de la part de la police.»

CYBERPRESSE – LA PRESSE : Quelques témoignages – Mercredi 18 mars 2009

Voici quelques témoignages de personnes prises dans la manifestation de dimanche.

François Pedneault

Une simple balade en vélo dans le Vieux-Port de Montréal s'est transformée en une longue soirée surréaliste, qui s'est terminée avec une contravention de 144 \$, pour François Pedneault, photographe-vidéaste récemment arrivé à Montréal. «Autour de 17h, j'étais à vélo sur Sainte-Catherine, près de la Place des Arts, sur la route du retour vers la maison. J'étais presque rendu à Bleury. J'ai parlé un peu à des gens pour savoir ce qui se passait. J'ai marché un moment avec eux (il était sympathique à leur cause) puis, je me suis rendu compte que nous étions cernés. Il n'était plus question à ce moment de sortir de là, à vélo ou à pied. Les policiers nous disaient de reculer, de bouger. Moi, je leur disais qu'il n'y avait plus de place mais il n'y avait rien à faire.»

Après au moins 45 minutes, les personnes prises dans l'étau ont été sorties une à une, identifiées, délestées de leurs effets personnels puis « tyrappées » pour reprendre l'expression de M. Pedneault.

Embarqués dans des autobus, ces gens ont été conduits vers le stationnement souterrain de la cour municipale où l'attente a été très longue. Pas d'eau, pas de possibilité d'aller aux toilettes. En fin de soirée, M. Pedneault a quitté les lieux avec sa contravention qu'il entend contester. Il est arrivé chez lui, dans le quartier Rosemont, vers minuit.

M. Pedneault n'a pas été frappé ou malmené. Mais il trouve l'intervention exagérée. «À aucun moment, je n'ai eu l'impression de faire quelque chose qui était illégal. (...) J'ai souvent participé à des manifestations en Europe. On y employait la tactique d'encercler les manifestants, mais uniquement pour casser la manifestation. Ils ne font pas des arrestations de masse comme c'était le cas dimanche. Ils font des poches pour que le cortège soit séparé. Ensuite, après 20 minutes, ils nous laissent partir. Je pensais que c'est ça qui arriverait. J'ai été vraiment surpris de voir qu'ils arrêtaient tout le monde.»

Malcolm Garneau

Employé dans un magasin d'électronique du centre-ville et photographe pigiste à ses heures, Malcolm Garneau est sorti du travail en fin d'après-midi avec son équipement au cou. Il photographiait les manifestants, rue Sainte-Catherine, lorsque des policiers se sont rués sur lui. Un coup de bouclier lui a fendu la lèvre supérieure.

«J'étais à une dizaine de pieds de la barricade, mon appareil photo dans les mains. Je prenais des clichés. La police a sonné la charge. Je me suis tassé tranquillement pour continuer à prendre des clichés. En tournant la tête vers la gauche, j'ai aperçu quatre policiers se dirigeant vers moi. Ils m'ont rentré dedans en me disant « Move ! » à environ un pied de distance.»

«Le premier (policier) m'a poussé avec le bouclier, au niveau du corps. Le deuxième, un peu plus à droite, m'a donné un coup de bouclier directement au visage. Ça m'a fendu la lèvre. J'ai eu un gros bleu.»

Hier matin, M. Garneau ressentait encore de la douleur à la lèvre. Il affirme que des images prises par une caméra de LCN montre clairement un policier le charger au visage avec un bouclier.

«J'étais carrément tout seul. Il n'y avait aucun manifestant proche de moi. J'avais 3000 dollars en équipement dans les mains. Je ne crois pas que je représentais une menace pour la police.»

Deux ans plus tôt, il avait couvert la même manifestation. «La police était beaucoup moins agressive. En chargeant, ils arrivaient à me tasser, ils me contournaient en sachant que je ne faisais rien de mal (...) Je les ai trouvés très agressifs cette année.»

Thierry Hellou

À la suite des événements de Montréal-Nord survenus à l'été 2008, ce jeune homme de 25 ans, ayant étudié en histoire et présentement prestataire d'assurance-chômage, dit s'être senti interpellé par la manifestation «parce que le travail des policiers puisse être caché du public et que tout se passe à l'interne».

Affirmant n'appartenir à aucun groupe en particulier, il affirme avoir été témoin de deux arrestations de personnes qui n'avaient, à son avis, pas commis d'actes de violence.

«À un moment donné, je me suis retrouvé sur le boulevard René-Lévesque avec un camarade (rencontré sur place). Des policiers (en civil) dans une voiture sont arrivés et ils l'ont pris. Je ne comprends pas pourquoi ils l'ont arrêté. J'étais juste à côté. Ça aurait pu aussi bien être moi.»

Selon lui, le fait que son camarade avait des allures punks alors que lui ressemble à un «moine tibétain» a fait la différence, ce qu'il déplore. «Il ne faisait que parler avec moi.»

Une heure plus tard, rue Sherbrooke, M. Hellou a été témoin d'une autre arrestation. Cette fois, des policiers en civil sont sortis en trombe d'un hôtel pour arrêter deux manifestants. «J'ai voulu m'interposer. Je trouvais que ces arrestations n'avaient aucune justification. J'ai reçu du poivre de Cayenne et un coup de poing à la figure.»

À ce sujet, M. Hellou ne croit pas être une victime des actes policiers. «J'ai cherché ce qui m'est arrivé», dit-il.

Selon lui, certains manifestants ont commis des actes répréhensibles, en cassant des vitrines par exemple. Mais l'État, croit-il, doit donner un plus grand droit de parole aux marginaux et ne pas les réprimer comme il en a été témoin.

Valérie Michaud

Valérie Michaud et son copain marchaient sur la rue Sainte-Catherine et se sont arrêtés près de Saint-Urbain pour acheter une glace. Attirés par la manifestation, ils sont sortis à l'extérieur. Lorsque le grabuge a commencé, ils se sont éloignés.

«L'émeute a poussé encore plus, les manifestants sortant de partout, lançant des grosses pierres, alors je me suis mise à courir pour aller me mettre à l'abri de l'autre côté de la rue, raconte Mme Michaud dans un courriel.

«Mon chum a eu un moment d'arrêt pour voir où j'étais partie, et une seconde après, il se faisait pousser contre une voiture par un policier. Il a monté sa crème glacée dans ses mains pour montrer au policier qu'il ne faisait pas partie de la manifestation. Le policier l'a repoussé. Mon chum s'est mis à genoux, les bras en l'air, crème glacée toujours en main. J'ai couru vers lui, en criant qu'il n'avait rien fait, le policier m'a repoussé et m'a dit d'aller ailleurs.»

«Mon chum s'est fait mettre en sandwich avec plein d'autres personnes, innocentes et non. On pensait que ça allait durer le temps que la mani-

festation se calme, mais non. J'ai attendu 3 heures, essayant vainement de demander aux policiers ce qui allait arriver, en expliquant ma situation. On m'a répondu qu'il n'avait juste à pas être là et qu'on ne savait pas ce qu'ils allaient faire.

«Finalement, en parlant avec d'autres personnes dans ma situation, j'ai compris qu'on allait les arrêter et les emmener dans un poste de police.

«J'ai demandé lequel à un policier, on m'a dit qu'on ne savait pas. Qu'il fallait être patient... Après 3 heures, les policiers ont repoussés les gens jusque sur René-Lévesque, donc il m'était maintenant impossible de voir mon chum.

«En tournant en rond, j'ai finalement réussi, 2 heures plus tard, à retourner à l'endroit où il avait été arrêté. J'ai demandé à un policier où était le poste de police le plus près. Il m'a répondu, nonchalant : "Je ne sais pas".

«J'ai toujours approché les policiers d'une façon polie, courtoise, car je comprenais bien ce qu'ils vivaient, mais on m'a toujours répondu d'une façon bête, sans aucun respect.

«Vers le 22h, mon chum a finalement réussi à me téléphoner. Il avait été menotté avec des menottes de plastique, on lui a fait mal aux poignets, on l'avait laissé dehors pendant cinq heures, sans même avoir le droit d'aller aux toilettes ou téléphoner.

«Il est ressorti vers 23 heures, avec une belle amende de 144 dollars. Tout ça pour avoir mangé de la crème glacée par un beau dimanche après-midi.

«Ce qui me révolte, c'est l'incompétence des policiers, de ne pas pouvoir donner de réponses aux citoyens et de ne pas avoir utilisé leur jugement avant d'arrêter quelqu'un.

«Je comprends parfaitement qu'on ne peut juger quelqu'un par son apparence, mais ça se voyait clairement qui était un manifestant et qui ne l'était pas.

«Nous avons perdu une belle journée, tout ça à cause d'une gang de jeunes qui ne cherchent qu'à saccager et qui ne pensent aucunement que des gens "normaux" ont une vie et qu'il s'agit de propriété publique. Qui va payer pour les voitures brisées, les commerçants? Et encore une fois, nous passons pour des sauvages.

«Pensons aux touristes qui visitaient notre ville, qui n'étaient au courant de rien. Tout ça est complètement ridicule. On nous a dit qu'on avait juste à ne pas être là...»

«Bien oui, maintenant, il faut demander une permission pour se promener au centre-ville, juste au cas où une gang de manifestants prendraient d'assaut les rues...»

Bruno-Olivier (l'auteur a demandé à taire son nom)

«Étudiant au baccalauréat, j'étais en train d'étudier à la bibliothèque de l'Université McGill lorsque j'ai décidé de me déplacer vers une seconde bibliothèque, située également sur le campus. En arrivant rue McTavish, j'ai vu des manifestants descendre vers le sud, je me suis dit que ce devait être la fin d'une manifestation étudiante.

«J'ai monté la rue vers le nord où se trouve la porte d'entrée de la bibliothèque. C'est alors que j'ai aperçu une rangée d'environ 20 policiers habillés en armure avec des matraques qui marchaient vers moi. J'ai eu très peu de temps pour réagir. J'ai seulement eu le temps de dire que je me dirigeais vers ma bibliothèque. Trop tard! J'ai



reçu un coup de matraque sur le bras tendu vers la bibliothèque.

«Trois autres policiers se sont joints au premier pour me frapper sur les bras et sur mon sac à dos. Ils m'ont poussé tout en me frappant sur une distance de dix mètres puis, ils se sont arrêtés et regroupés.

«Résultat, j'ai un bleu sur le bras et des objets cassés dans mon sac à dos. Mais j'ai surtout de la frustration et de l'antipathie pour le corps de police de Montréal. J'ai appris par la suite que c'était une partie de la manifestation contre la brutalité policière - assez ironique merci!

«La prochaine fois, en passant par un campus universitaire, les policiers devraient faire preuve de plus de jugement et ne pas simplement frapper comme des abrutis sur tout le monde qui se trouve sur leur chemin.»

Serge Simard (par courriel)

«Pour la première fois depuis que j'habite cette ville (25 ans), j'ai eu peur des policiers.

«Tout comme M. Tremblay (ndlr : dont il a été question hier dans l'article de Rima Elkouri), j'ai

simplement eu l'idée saugrenue d'aller prendre une marche dans le centre-ville par une belle journée ensoleillée.

«Au début, je croyais qu'il s'agissait de l'attroupelement provoqué par une chute de briques provenant d'un édifice sur la rue Sainte-Catherine. Pour m'apercevoir tout à coup que j'étais coincé en plein coeur de la manif.

«Les policiers ont formé un barrage avec chevaux et tutti quanti. Je me suis approché de l'un d'eux pour m'informer par où je pouvais passer pour me sortir de là. Pour toute réponse, on m'a gueulé « bouge de là, bouge de là ».

«Prenez note que je suis un gars dans la cinquantaine avec les cheveux blancs comme neige. Je sais, je sais, depuis le 11 septembre...

«Et là, les policiers ont commencé à s'avancer vers la foule en frappant sur leurs boucliers avec leurs matraques. Je n'en revenais pas. La tension était à couper au couteau. J'ai alors pensé : la violence a une odeur... Ça se respirait. Peut-être s'agit-il du tournage d'un film américain dont l'action se déroule à Los Angeles ou quelque part

au Moyen Orient? Ou encore je rêve, je rêve que j'écoute Grands Reportages à RDI...

«Bref, je voyais se dérouler sous mes yeux ce genre de scène qu'on a si souvent l'occasion de voir dans le confort de son salon. Du Costa Gravas. À Montréal, une ville où les problèmes du Canadien peuvent faire la manchette pendant des semaines!!!

«Heureusement pour moi - et plusieurs autres autour de moi qui visiblement se trouvaient là par hasard - un ordre a dû être donné et la horde s'est arrêtée brusquement pour se mettre à reculer.

«Ouf!!! Je peux comprendre qu'on tienne à éviter tout débordement ou manifestation de violence, mais jamais l'on ne me fera croire que cela entraîne presque automatiquement la perte de jugement ou du gros bon sens.

«Je sais bien que les doctorats en philosophie sont rares parmi les corps policiers. Mais simplement, un minimum de bienséance et de civisme seraient amplement suffisants.»

24 HEURES : Manifestation contre la brutalité policière : Les organisateurs refusent de s'excuser – Mercredi 18 mars 2009

■ MANIFESTATION CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE

Les organisateurs refusent de s'excuser

PAR MAXIME DELAND

maxime.deland@24-heures.ca

Malgré les 221 arrestations et les 200 000 \$ de dommages causés lors de la manifestation de dimanche, le Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) rejette toute responsabilité et lance la pierre aux policiers, qu'il accuse d'avoir commis des « abus qui dépassent l'entendement ».

Le COBP se dit d'ailleurs « scandalisé » par le comportement des agents du SPVM lors de la manifestation qui a tourné au vinaigre, en fin de semaine, à Montréal.

Après s'être refusé à tout commentaire au lendemain de la manifestation, le Collectif a réagi hier, par voie de communiqué.

INTIMIDATION

« Dimanche, avant même le départ de la marche, le ton était donné alors que de nombreux protestataires étaient fouillés illégalement, certains même

brutalisés par des policiers dont le numéro de matricule était dissimulé. Au moins cinq individus ont d'ailleurs été arrêtés alors qu'ils n'enfreignaient aucune loi », plaide le COBP.

Selon le SPVM, ces manifestants ont été interceptés puisqu'ils étaient en possession d'armes ou de divers projectiles qu'ils comptaient utiliser durant la marche.

« Vingt minutes avant l'heure de ralliement, le métro de Montréal a été fermé entre les stations Berri-UQAM et Beaubien, et certains agents du SPVM en profitaient au métro Sherbrooke pour intimider et menacer de violences physiques quiconque irait à la manifestation », avance le COBP dans son communiqué.

AUCUNE CONFIANCE ENVERS LE SPVM

Rappelons que les organisateurs du rassemblement, le Collectif opposé à la brutalité policière, ont refusé de fournir l'itinéraire de la manifestation, forçant ainsi les policiers à

adopter des stratégies évolutives tout au long de l'événement.

« Notre organisation ne peut se permettre d'accorder sa confiance au SPVM, qui pourrait facilement profiter de ces informations pour faciliter des arrestations massives ou pour mettre fin brutalement à notre marche », indique le Collectif.

APPELS AU CALME

Concernant la casse qui est survenue lors de la manifestation, le COBP assure avoir lancé plusieurs appels au calme durant l'événement. Des appels qui, visiblement, n'ont rien donné.

Deux policiers ont été blessés lors de l'événement et aucun manifestant ne l'a été.

Le COBP rappelle qu'il aura le travail des policiers à l'œil tout au long de l'année jusqu'à sa prochaine manifestation, prévue le 15 mars 2010.

Par ailleurs, le Service de police de la Ville de Montréal a préféré ne pas réagir au communiqué du Collectif opposé à la brutalité policière.



PHOTO LUC CING-MARS

Une photo qui en dit long sur la manifestation qui a paralysé le centre-ville dimanche.

COMMUNIQUÉ DU COLLECTIF OPPOSÉ À LA BRUTALITÉ POLICIÈRE – Mardi 17 mars 2009

Montréal, 15 mars 2009 - Le Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP) a rarement été aussi scandalisé qu'aujourd'hui par le comportement des policiers lors d'une manifestation du 15 mars, Journée Internationale Contre la Brutalité Policière. Après la campagne de peur orchestrée depuis mardi par le Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM), nous avons certaines appréhensions, mais les abus ont dépassé notre entendement.

Dès le vendredi soir, la Gendarmerie Royale du Canada a réussi à convaincre le café-bar l'Escalier de fermer ses portes alors qu'une activité de financement pour le COBP y était organisée. Dimanche, avant même le départ de la marche, le ton était donné alors que de nombreux protesta-

taires étaient fouillés illégalement, certains même brutalisés par des policiers dont le numéro de matricule était dissimulé. Au moins cinq individus ont d'ailleurs été arrêtés alors qu'ils n'enfreignaient aucune loi. Vingt minutes avant l'heure de ralliement, le métro de Montréal a été fermé entre les stations Berri-UQAM et Beaubien, et certains agents du SPVM en profitaient au métro Sherbrooke pour intimider et menacer de violences physiques quiconque irait à la manifestation. Malgré tous ces inconvenients et les discours démagogiques tenus par les responsables policiers la semaine dernière, le rassemblement a été le plus populaire de l'histoire du 15 mars, avec une participation minimale de 2000 personnes.

Le SPVM a cherché à culpabiliser le COBP d'avoir exercé, comme de nombreuses organisations le font, son droit constitutionnel à ne pas lui fournir d'avance le trajet de la manifestation. Or, notre organisation ne peut se permettre d'accorder sa confiance au SPVM, qui pourrait facilement profiter de ces informations pour faciliter des arrestations massives ou pour mettre fin brutalement à notre marche. D'ailleurs, la police n'a pas respecté concrètement notre droit à la manifestation puisqu'elle est parvenue à séparer notre marche dès le début en trois groupes distincts, pour ensuite nous empêcher d'aller où nous voulions et nous diriger consciemment vers le centre-ville, quartier symboliquement chargé. De nombreuses initiatives ont été prises tout au long de la manifestation

pour prévenir les actes de vandalisme et lancer des appels au calme. Une partie du discours inaugural a notamment été consacré à ce sujet, comme l'a mentionné une porte-parole : " Il ne faut pas leur donner le prétexte qu'ils recherchent pour nous arrêter et ainsi porter atteinte à la sécurité de l'ensemble de la manifestation". Deux appels à la dispersion ont aussi été lancés, mais sans efficacité parce que des agents de police avaient littéralement volé le mégaphone de notre organisation des mains d'une des participantes.

Nous espérons sincèrement que les médias prendront le temps de discuter sérieusement des graves enjeux que nous avons tenté de communi-

quer aujourd'hui à l'ensemble de la population. Le meurtre de Fredy Villanueva est certes chargé en émotion, mais il est surtout révélateur d'un problème plus large, l'impunité policière. Depuis 1987, 43 personnes ont été tuées par des agents du SPVM qui n'ont jamais été condamnés, dans aucun de ces cas, ni pour meurtre ni pour homicide involontaire. Depuis 2001, le Taser a été impliqué dans plus de 300 morts en Amérique du Nord. La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec a aussi reconnu la police montréalaise coupable de profilage racial l'année dernière. Quotidiennement, les pauvres, les immigrants, les marginaux et les protestataires sont victimes d'abus illégitimes de

la part des polices à travers le monde. Nous serons donc encore là, toute l'année, pour surveiller le travail des policiers et le 15 mars 2010 pour souligner la 14^e Journée Internationale Contre la Brutalité Policière.

Collectif Opposé à la Brutalité Policière
 * * * * *
 Collectif Opposé à la Brutalité Policière
 Collective Opposed to Police Brutality
 (514) 395-9691
 cobp@hotmail.com
 http://cobp-mtl.ath.cx/
 Montréal, Québec, Canada

LE DEVOIR : Tremblay promet de mieux encadrer les casseurs : Dix-sept manifestants ont comparu devant la cour hier, à la suite des affrontements de dimanche – Édition du mardi 17 mars 2009

Brian Myles
 Citoyens opposés à la brutalité policière un jour; citoyens emmêlés dans les arcanes du système judiciaire le lendemain. Dix-sept personnes ont comparu hier en cour pour des accusations variées allant de méfait à voies de fait contre des policiers à la suite de la manifestation houleuse de dimanche. Elles ont toutes été relâchées sous condition en attente de leur procès.

Les débordements survenus lors de la manifestation annuelle du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) -- 221 arrestations au total et 200 000 \$ de dommages -- ont forcé le maire de Montréal, Gérald Tremblay, à sortir de sa réserve, hier.

Le maire a condamné les actes de vandalisme et il a annoncé son intention de mieux encadrer la marche du groupuscule qui, bon an mal an, vire à la casse dans les rues du centre-ville.

S'il n'en tient qu'au maire Tremblay, les manifestants devront déterminer à l'avance un trajet et le respecter, afin que les policiers puissent mieux

suivre leur progression et éviter les courses folles comme celles qui se sont produites dimanche.

Par contre, le maire n'a pas du tout l'intention d'interdire la manifestation du COBP. «On ne veut pas interdire le droit de manifester et on ne veut pas interdire non plus la liberté d'expression», a-t-il précisé, tout en rappelant que quelque 1700 manifestations annuelles à Montréal se déroulent «généralement dans un calme respectueux de l'environnement».

Le bilan de l'opération semble démontrer que le Service de police de Montréal (SPVM) a tiré des leçons des interventions passées. La police avait l'habitude de procéder à des arrestations massives lors de telles manifestations, sans égard à leurs gestes. Cette pratique a été invalidée par les tribunaux et même condamnée par le Haut-Commissariat des droits de l'homme de l'ONU.

Dimanche, le SPVM a dressé des constats d'infraction aux règlements municipaux, sur place, pour 189 personnes qui ont été aussitôt relâchées. Quinze personnes ont été arrêtées pour des infractions au Code criminel par voie de sommation,

c'est-à-dire qu'elles ont pu garder leur liberté en échange d'une promesse de comparaître à date fixe. Seulement 17 personnes ont donc passé une nuit derrière les verrous avant de comparaître hier.

Un porte-parole du SPVM, Ian Lafrenière, a dit regretter que la manifestation ait mal tourné. Deux policiers ont subi de légères blessures, plusieurs voitures et environ 25 commerces ont été vandalisés. «C'est rendu un festival annuel, une fête où les militants se réunissent pour "varger" sur la police. Il y a ce noyau dur qui veut provoquer la confrontation pour prouver qu'on est brutal», a résumé M. Lafrenière.

Le COBP s'est dit «scandalisé» par le comportement des policiers. Le groupe s'est dissocié des gestes de grabuge, comme chaque année. «De nombreuses initiatives ont été prises tout au long de la manifestation pour prévenir les actes de vandalisme et lancer des appels au calme», affirme le communiqué du COBP.

Avec La Presse canadienne

LA PRESSE : Chronique: Des menottes en minou, par Rima Elkouri – Mardi 17 mars 2009

Est-il normal qu'un passant qui traverse la rue pour aller s'acheter un lunch au centre-ville soit arrêté pour attroupement illégal, menotté, fouillé et traité comme un voyou? Aussi absurde que cela puisse paraître, c'est exactement ce qui est arrivé à M. Tremblay, dimanche après-midi.

Que faisais donc M. Tremblay dimanche? Ce professionnel dans la quarantaine a tout simplement eu l'idée de profiter du soleil généreux de l'après-midi. Il s'est dit que cela lui ferait du bien d'aller se promener au centre-ville. Il marchait d'un pas léger quand il a eu envie d'aller au complexe Desjardins pour prendre une bouchée. Mal lui en prit.

Au moment où il a voulu traverser la rue, M. Tremblay ne savait pas encore que le centre-ville avait été pris d'assaut par une manifestation contre la brutalité policière qui avait dérapé. Les manifestations, ce n'est pas vraiment son genre, lui qui n'a jamais participé à une manif de sa vie.

Arrivé devant la Place des Arts, M. Tremblay a bien vu qu'il y avait là beaucoup de gens et qu'il s'y passait quelque chose d'étrange. Mais il ne se doutait pas un instant que sa petite balade improvisée au centre-ville allait être à ce point périlleuse. Il ne se doutait pas qu'il allait être pris en souricière, arrêté, menotté pendant des heures, traité comme un moins que rien et renvoyé chez lui peu avant minuit un constat d'infraction en poche. Il ne se doutait pas qu'il allait y perdre sa dignité.

C'est un homme au bord des larmes, à la voix timide et brisée et aux poignets lacérés qui m'a

raconté son histoire hier. Un homme en état de choc, qui n'avait pas dormi de la nuit, incapable de comprendre comment une simple promenade au soleil a pu se transformer en un tel supplice. Un homme qui a tout simplement eu le malheur de se retrouver au mauvais endroit, au mauvais moment.

D'ailleurs, M. Tremblay ne s'appelle pas M. Tremblay. Il est si traumatisé par la façon dont il a été traité par les policiers qu'il a même peur de dévoiler publiquement son nom, lui qui n'a pourtant rien à se reprocher. C'était la première fois de sa vie qu'il était arrêté par la police. Ébranlé, il a appelé à La Presse après avoir lu que ma collègue Michèle Quimet avait été elle aussi arrêtée sans raison par les policiers. «Je ne sais pas quoi faire» a-t-il dit, découragé, de sa voix douce et posée. «Je ne sais pas quoi faire.»

Comment s'est-il retrouvé là? Il aimerait bien le savoir lui-même. Il ne comprend pas. Quand il a été encerclé par les policiers, pris au milieu d'une foule de jeunes manifestants, il leur a dit tout bonnement qu'il ne faisait pas partie de la manif. «Reculer!» lui a-t-on dit. Il a obéi. «J'essayais de comprendre. J'écoutais. Je ne voulais pas trop parler au policier devant moi, de peur qu'il se fâche», dit-il, la voix toujours timide.

M. Tremblay a demandé aux policiers ce qui allait se passer. On lui a dit qu'on allait les emmener en autobus et leur donner un constat d'infraction. Il a ainsi été emmené dans le centre de détention temporaire aménagé dans le stationnement de la cour municipale. Il a été fouillé. On a vidé ses

poches, vérifié ses pièces d'identité. «T'as pas l'air d'un manifestant», lui a dit un policier. Il a été menotté, les mains dans le dos. «J'avais le sang coupé dans les mains. Comme j'ai un problème à l'épaule, j'ai demandé de défaire les menottes et de les mettre devant. On m'a dit non.»

M. Tremblay est resté là durant des heures, menotté, sans pouvoir bouger, à attendre son sort. Il n'osait pas se mêler aux jeunes qui étaient détenus à ses côtés, de peur qu'on le soupçonne d'être complice des manifestants. La nuit était déjà tombée quand un autobus l'a déposé au métro Rosemont, avec un petit groupe de détenus libérés. C'est finalement à 23h30 qu'il est rentré chez lui, défait, épuisé, incrédule.

Hier, d'autres citoyens ordinaires, qui n'avaient rien à se reprocher, ont fait des témoignages qui allaient dans le même sens que celui de M. Tremblay. «On nous traitait dès le départ comme des coupables», disait hier Jasmin Lavoie, étudiant en sciences politiques qui s'est retrouvé lui aussi au mauvais endroit, au mauvais moment et a subi le même sort que M. Tremblay. «Je n'avais rien fait. Je n'ai pas tiré de roches ou de briques! Ce n'est pas dans mes valeurs.» L'étudiant est prêt à condamner sans hésiter le vandalisme et les débordements violents de cette manifestation. Mais cela ne justifie pas une telle répression policière et un tel mépris, plaide-t-il.

La police avait-elle raison d'agir ainsi? Avait-elle raison de menotter pendant des heures des innocents et de les traiter comme des criminels? Le porte-parole de la police, Ian Lafrenière, me



répond qu'il n'est jamais agréable de se faire menotter. «Le but, c'est de contraindre les gens.

(...) Non, on n'a pas de menottes avec du minou.»

Des «menottes avec du minou», non, d'accord. Mais des policiers avec plus de discernement, est-ce trop demander?

LA PRESSE : Le maire veut un parcours rétabli : La Fraternité des policiers estime qu'une interdiction de porter un masque est nécessaire – Mardi 17 mars 2009



André Duchesne, La Presse

Alors que le maire de Montréal, Gérald Tremblay, qualifie d'inacceptables les actes de vandalisme commis dimanche dans le centre-ville, la Fraternité des policiers estime que ces gestes rappellent la pertinence d'avoir un règlement interdisant le port d'un masque lors d'une manifestation.

Au lendemain de la manifestation annuelle contre la brutalité policière, qui s'est terminée par l'arrestation ou l'interpellation de 221 personnes, tant le maire Tremblay que le président de la Fraternité des policiers de Montréal, Yves Francoeur, ont souligné leur appui à la liberté d'expression et au droit de manifester.

Mais le ton change lorsqu'il est question du grabuge et des actes de vandalisme commis dans le cadre de cet événement. Le maire Tremblay qualifie d'«inacceptable» le fait que certains individus utilisent ce droit de manifester pour faire de la casse.

«Dans les circonstances, les policiers ont fait un travail satisfaisant, a-t-il déclaré hier matin en marge d'une conférence de presse soulignant l'inauguration de la bibliothèque familiale Père-Ambroise située dans le quartier Centre-Sud. Par

contre, au niveau de l'administration, on a une responsabilité de s'assurer que dorénavant, on connaisse le tracé que les gens veulent utiliser. Et, c'est tolérance zéro pour les actes de vandalisme.»

Que les policiers connaissent à l'avance le tracé des manifestations permettrait d'éviter les situations de jeux du chat et de la souris comme on en a vu au cours de la journée de dimanche.

«On n'aurait pas eu les courses effrénées, de part et d'autre, à travers la ville de Montréal. On aurait pu concentrer dans un endroit donné la manifestation. Les jeunes et les moins jeunes auraient pu s'exprimer dans un contexte démocratique que l'on privilégie à Montréal», a dit le maire.

Identifier les personnes

De son côté, la Fraternité des policiers estime que la solution aux débordements passe par un règlement municipal interdisant aux manifestants de porter un masque. Pour le président de la Fraternité, Yves Francoeur, il s'agit de donner aux policiers «des outils additionnels pour identifier des personnes qui veulent se livrer à des actes illégaux».

La Ville avait mis à l'étude un tel règlement, mais a dû le retirer parce qu'il ouvrait la porte à la transposition du fardeau de la preuve de l'accusateur vers l'accusé, ce qui serait contraire au régime juridique actuel.

«Lorsque j'ai vu cela, je me suis dit: "Clarifions cela d'abord. N'allons pas au front avec une argumentation juridique chancelante", dit en entrevue Claude Dauphin, membre du comité exécutif de la Ville et responsable de la sécurité publique.

Il a donc soumis la question au Service de police de la Ville de Montréal et au comité d'agglomération sur la sécurité publique afin d'avoir avis et

recommandation. Une décision sera prise plus tard sur le sujet.

M. Dauphin jongle par ailleurs avec l'idée d'instaurer l'obligation, pour les manifestants, d'obtenir un permis avant d'organiser des événements. Une telle règle existait avant les fusions municipales. «Quelqu'un ou tout groupe qui veut manifester de manière pacifique ne devrait pas avoir honte à faire part, aux autorités policières, de leur parcours», dit-il.

Peu de sympathie

La façon dont la manifestation a tourné a par ailleurs attiré bien peu de sympathie envers les organisateurs. En fait, il faudrait davantage évoquer l'irritation, voire la colère que les mouvements de vandalisme ont soulevée.

Chez Destination Centre-Ville, organisme qui représente quelque 8000 places d'affaires dans le cœur de la métropole, le directeur général André Poulin, estime que la répétition de manifestations brutales toujours au même endroit risque de se traduire par une certaine désertion des lieux.

«On est un peu excédé que ça se termine toujours au centre-ville, dit-il. Malheureusement, le lieu va devenir non fréquentable et non fréquenté. Les gens vont préférer aller ailleurs.»

Pour lui, la solution passe par plus de fermeté dans l'application de la loi, pas seulement au niveau des policiers, mais aussi des tribunaux.

M. Poulin croit aussi qu'il y a un risque pour les gens d'affaires de voir leurs primes d'assurances augmenter. Au Bureau d'assurances du Canada, le responsable des médias, Alexandre Royer, précise qu'aucune étude de cas n'a été faite à la suite des différentes manifestations survenues à Montréal au cours de la dernière année. Mais il rappelle que dans le domaine de l'assurance, le principe est simple : plus on fait de réclamations, plus les primes risquent d'augmenter.

LA PRESSE : 32 personnes accusées au criminel – Mardi 17 mars 2009



André Duchesne, La Presse

Trente-deux personnes devront répondre à diverses accusations en vertu du code criminel à la suite des actes de violence commis dimanche dans le cadre de la manifestation contre la brutalité policière organisée dans les rues du centre-ville de Montréal.

Hier, 15 des manifestants arrêtés, dont une femme, ont comparu en cour municipale sous diverses accusations de méfaits, vols, voies de fait sur un policier et possession d'arme dans un dessein dangereux.

Tous ont été libérés à la condition de ne pas troubler la paix, d'observer une bonne conduite et de ne pas être en possession d'une arme ou d'une imitation d'arme. Ils reviendront en cour le 29 juin prochain.

Deux autres personnes ont par ailleurs comparu au palais de justice de Montréal hier pour avoir brisé leurs conditions de mise en liberté.

Quinze autres personnes avaient déjà comparu en cour dimanche et avaient été libérées sans condition.

À cela s'ajoute l'interpellation, dimanche, de 189 personnes dont plusieurs ont reçu des contraventions pour avoir contrevenu à la réglementation municipale, a fait savoir hier le Service de police de la Ville de Montréal.

«Les policiers du Service de police de la Ville de Montréal ont su s'adapter rapidement au caractère changeant et désorganisé de la manifestation qui a modifié son parcours à plusieurs reprises, indique le SPVM dans un court communiqué émis hier en fin d'après-midi. Contrairement à la très grande majorité des manifestations, les organisateurs ont refusé de fournir leur itinéraire, forçant ainsi le SPVM à adopter des stratégies évolutives.»

Peu de commentaires

En cour municipale, la comparution des 15 personnes arrêtées par les policiers a été de très courte durée. Chacun, amené dans le box des accusés, a fait une apparition de moins d'une minute, le temps d'être informé des accusations portées et des conditions à respecter.

Les avocats qui représentaient ces accusés n'ont pas voulu s'adresser aux médias.

Par contre, un individu répondant au prénom de Manou et se disant membre du Collectif opposé à la brutalité policière (sans en être un porte-parole), a déclaré que l'organisation n'était pas là pour contrôler les manifestants et qu'il avait assisté à beaucoup de provocation de la part des policiers. Au sujet de personnes qui ont été arrêtées pour s'être trouvées dans l'étau formé par les policiers, mais qui n'avaient rien à voir avec la manifestation, il a déclaré: «Ça, j'appelle ça de l'abus policier».

Rappelons qu'en 2002, 371 personnes avaient été arrêtées ou interpellées dans le cadre du même événement annuel. Mais en bout de ligne, aucune condamnation n'avait été enregistrée.

NETTOYAGE



UN REPORTAGE DE
MARC PIGEON

mpigeon@journalmtl.com



■ Les vitriers s'affairaient à réparer les dommages causés par les casseurs au centre-ville.

PHOTO MARC PIGEON

Les quêteux punis ?

Les mendiants ont payé le prix, hier, de la casse survenue dimanche lors d'une manifestation au centre-ville de Montréal. Les Montréalais se sont montrés moins généreux envers les quêteux.

« C'est comme s'ils voulaient nous punir pour ce qui s'est passé », indique Stéphane Brabant, un mendiant de 40 ans rencontré à l'heure du dîner, à l'angle des rues Sherbrooke et Saint-Urbain, hier.

L'homme explique qu'en journée, il a habituellement amassé 30 \$ en moyenne à *bummer* sur la rue. Mais, hier, il n'avait que 2,01 \$ dans ses poches. Une observation à l'intersection a démontré qu'effectivement, les gens étaient plutôt avares.

Comme des centaines d'autres, Stéphane a participé à la manifestation de dimanche. Il admet même avoir cassé une vitre, sur la rue Sherbrooke. « Ça fait du bien ! », dit-il satisfait.

L'homme d'origine amérindienne en avait épaissi sur le cœur contre les policiers à qui il reproche de le harceler.

« Je ne fais rien de mal, dit-il. Je ne le vole pas, l'argent, je fais juste demander poliment aux gens s'ils ont quelque chose à me donner. »

Enfin le printemps

Par ailleurs, Stéphane est fort heureux de voir la chaleur du printemps arriver. Il commençait à en avoir assez des rigueurs de l'hiver, surtout la nuit, où il couche dehors dans une boîte de carton.

« Des fois, je bois de l'alcool, le soir. Au moins, de même, je ne ressens pas le froid. Mais le lendemain matin, là je gèle vraiment. »

Il affirme dormir seul, afin d'éviter d'être volé durant son sommeil par d'autres sans-abri.

« Mais des fois, je pleure. »

mpigeon@journalmtl.com



PHOTO MARC PIGEON

■ Les automobilistes ont, semble-t-il, puni les quêteux, hier, au lendemain de la casse du centre-ville.

ment et sans faire de discernement entre les véritables manifestants et les membres du public. Certains ont rapporté avoir été bousculés avec un matraque ou un bouclier par des policiers trop enthousiastes criant « Bouge ! ».

Selon nos informations, même un policier en civil a été frappé et a écopé une blessure au front.

Au centre-ville, la vie reprenait son cours. Les vitriers étaient à l'oeuvre pour réparer les vitres brisées par les casseurs.

Les coûts variaient entre 500 \$ et 1500 \$ par vitre, pour celles réparées par la vitrerie Chayer, hier, rue Sherbrooke ouest.

« Nous, on ne peut pas trop s'en plaindre, ça nous donne de l'ouvrage, disait un employé, François Pilon. Ça, puis la coupe Stanley. Mais je pense qu'on ne doit pas trop compter là-dessus cette année ». À la cour municipale, plusieurs des manifestants ont comparu.

mpigeon@journalmtl.com

LENDEMAIN DE MANIFESTATION

« Intolérable et inacceptable »

- Claude Dauphin

Pendant que les casseurs comparaissent devant le tribunal et que les commerçants changeaient leurs vitrines brisées, le patron de la sécurité publique à Montréal qualifiait d'inacceptables et d'intolérables des manifestations comme celle de dimanche.

Au lendemain d'une manif qui s'est soldée par 221 arrestations et plus de 200 000 \$ de dommages, tant la ville que la Fraternité des policiers ont salué le travail des policiers.

Le responsable de la sécurité publique, Claude Dauphin, a indiqué qu'il était temps de réévaluer les exigences en matière de permis. En clair, la ville aimerait rendre obligatoire l'émission d'un permis pour manifester, et forcer les organisateurs à fournir le trajet de la manifestation.

Bien qu'il n'est actuellement pas nécessai-

re d'avoir un permis pour tenir une manifestation, la plupart des organisations informement la police de leurs intentions.

Intolérable

« C'est intolérable et inacceptable, a dit M. Dauphin au 98,5 FM. On ne peut revoir ça en démocratie. »

Du côté de la Fraternité des policiers, le président, Yves Francoeur, s'est dit fier de ses policiers. Pour lui, c'est la première manifestation d'importance depuis très longtemps où ça va bien et où il n'y a pas de débordement.

Dans une entrevue à LCN, il a félicité la direction du service de police qui a donné des ordres clairs avant même que la manifestation ne se déroule.

« Bouge ! »

La principale critique entendue, hier, concernait les policiers de l'anti-émeute, qui seraient intervenus quelque peu brutale-

AFTERMATH OF RAMPAGE

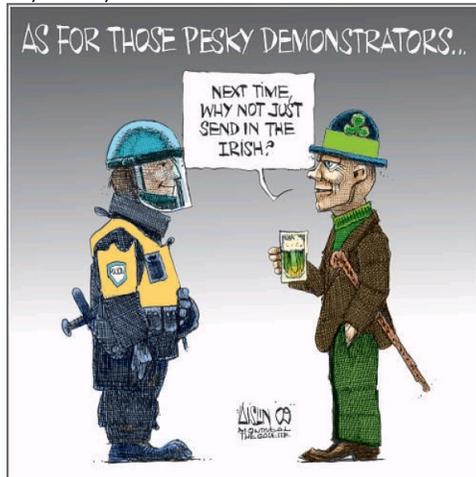


PHOTOS BY EDWARD KEMNEY FOR THE GAZETTE
SCENES FROM A PROTEST TURNED UGLY Above, a man shouts at a woman who had eluded him over a knocked-over mailbox at St. Denis and Sherbrooke Sts. during Sunday's protest. **Top right**, a gesture during the rally. **Right**, a man is armed with a chunk of concrete. **Below right**, kicking a smoke bomb at police as they were trying to protect themselves against incoming projectiles. **Below left**, firefighters extinguish a blaze set by protesters.



THE GAZETTE : Editorial : Rioters obscure an important debate – Tuesday, March 17, 2009

This year's edition of Montreal's long-running anti-police-brutality show proved no more successful at shining a light on police brutality than it has any other year.



AISLIN@THEGAZETTE.CANWEST.COM

With demonstrators heaving bricks, flares, and vegetables at police, and smashing random store windows, even those sympathetic to the protesters' cause found it hard to remember whose violence they were supposed to find outrageous. The Collective Opposed to Police Brutality claims to be trying to win Montrealers' attention for an issue that deserves serious scrutiny. This is a city where the police union has managed to delay for more than three years a formal inquiry into the circumstances of Mohamed Anas Benis's death. He was shot by a police officer while walking home from services at his mosque. Nor is that the only example of apparent excess use of force, as the family of Fredy Villanueva reminds us. There's no shortage of worrisome cases and reasons to be concerned. The Collective cited 43 police killings since 1987. So a peaceful demonstration by serious-minded protesters might have worked wonders in reminding civic and police authorities that the force owes citizens an accounting of its actions – especially when they're deadly. Instead, the anti-police-brutality demo has degenerated into an annual testosterone-fuelled match-up between young men looking for action and police stung by criticism.

Sunday's tense, angry stand-off that only the police could win led nowhere but a jail cell for more than 200 demonstrators. We hope the book gets thrown at those found guilty of vandalism or other offences. There's no justification for any of that. Beyond outrage, however, Montrealers should feel dismay, as well. The event's predictable outcome will disappoint Montrealers looking for answers. Last summer, Ontario ombudsman André Marin criticized Quebec's practice of having one police force investigate another. He proposes an independent civilian body to look into police incidents involving death or serious injury. That's a discussion we should have: Should Quebec set up a new way of dealing with cases where citizens are killed or injured by police? Instead of a debate that might lead to something, we had protesters vandalizing police cars and private property, while the police concentrated on proving they do not know how to control a crowd. A suggestion for the Collective next year: Prepare a brief and read it in public, calmly and with a view to educating the public about the need to reform police investigatory procedure. Stay put. Don't march.

THE GAZETTE : Opinion : Anger (and irony) on the streets : TO PRACTISE VIOLENCE in protest against violence is stupidly ironic, by GHenri Aubin – Tuesday, March 17, 2009

The purpose of any protest demonstration is to demonstrate, in one way or another, certain truths. Sunday's demonstration against police brutality demonstrated several truths – not all of which the protesters intended.
JOHN KENNEY THE GAZETTE



Police clearly won the PR battle on Sunday, but despite the protesters' absurd tactics, their cause is just. First and most obviously, what could have been a useful show of public distaste for police brutality instead became a show of mass hooliganism. A modest but vigorous minority among the several hundred protesters ignored the pacific guidelines that organizers had urged upon the crowd. They pelted police with rocks, bricks, and bottles – and set the tone for the entire event. To practise violence in protest against violence is stupidly ironic. It makes no more sense than it would to protest against the oil industry's green-

house-gas emissions by setting fire to an oil well and thus adding to the emissions. Those who are violent defend their actions by saying that if they did not act up as they do their cause would not attract much media attention. True, but this news coverage does not make the protesters look good. It discredits their worthwhile cause. Which brings us to the second truth. The cops won the PR contest. Well-trained, they resisted attempts by the hooligans to provoke them into an over-reaction that would show them to be thuggish pigs. Indeed, the most striking thing about all the photos and TV footage of Sunday's affair is that there's not one image of a cop clubbing the stuffing out any kid. Still, the cops were far from perfect. Some had small nametags on their sleeves but others had no visible nametags at all, though the police's code of ethics requires them. Citizens have a right to complain about mistreatment at the hands of police (as might well have happened out of sight of the media), but for that they must know the individual's identity. To be sure, many cops had numbers on their helmets, but that's not good enough. In the heat of the moment, it ought to be easier to remember a name than a four-digit number. Let's also recall that the police department has asked the city for a controversial bylaw prohibiting the use of face coverings during most protests. It argues that facilitating the identification of troublemakers would help the department later track them down in the event they elude arrest during the protest.

On Sunday, however, the cops inadvertently demonstrated that there might be no compelling need for such a bylaw. They did so by being remarkably effective in surrounding groups of protesters and arresting them holus bolus on the spot. In all, they nabbed more than 200 people (catching even some innocent onlookers). But it's the final truth that's most important. The anger of many in the crowd testifies to the failure of either the municipal or provincial government to address the problem of police brutality. The protesters are in effect filling the silence. Police brutality is a real (if infrequent) problem, but the political establishment looks the other way, doing nothing to change the incestuous system whereby an outside police department will investigate killings or maimings of citizens by officers. The regular exculpation of officers can only breed public cynicism. Given Montreal's huge number of city and borough councillors – 104 – it says a lot that only two of them (Marvin Rotrand and Warren Allmand) have spoken out publicly against this. There's nothing pie in the sky about reform. Other provinces have acted to create investigative systems that are wholly independent of police and that are worthy of public confidence. Ontario did so in the 1990s. Manitoba is putting such a system into effect this year. Elected officials need to respond to these annual displays of senseless violence against police with more than tsk-tsking. They need to fix the investigative system. The demonstrators' tactics might be absurd, but their cause is just.

THE GAZETTE : City hall and police pondering ` new directives' - 'ZERO TOLERANCE FOR ACTS OF VANDALISM' Facial coverings might yet be banned at protests – Tuesday, March 17, 2009

The city of Montreal and police are examining ways to better control demonstrations like the one Sunday against police brutality.
PHOTOS BY JOHN KENNEY THE GAZETTE



SCENES FROM A PROTEST TURNED UGLY
Above, a man shouts at a woman who had chided him over a knocked-over mailbox at St. Denis and Sherbrooke Sts. during Sunday's protest. Top right, a gesture during the rally. a man is armed with a chunk of concrete. Below right, kicking a smoke bomb at police as they were trying to protect themselves against incoming projectiles. Below left, firefighters extinguish a blaze set by protesters.

PHOTOS BY JOHN KENNEY THE GAZETTE
"The city administration has a responsibility to know ahead of time what the demonstrators' route will be," Mayor Gérald Tremblay said. That was not the case on Sunday, when about 400 marchers gathered outside the Mount Royal métro station and walked south on St. Denis St. into traffic, then along Sherbrooke St. before heading into the downtown core. Marchers changed directions randomly along the way, in a cat and mouse game with police. At some points, the only advantage police seemed to



have was their ability to monitor the situation from above, in a police helicopter. Some of the marchers caused \$200,000 in damages to windows and cars. Police arrested 221 people, including 32 on criminal charges. Tremblay, speaking during the opening of a new children's library on de la Visitation St., said city hall and the police department are looking at "new directives" to apply during future demonstrations. He would not say whether police would in future require a permit or an understanding with the organizers of the annual march against police brutality in order to allow it to take place. Police declared Sunday's march unlawful when it started as some of the protesters held objects that could be used as weapons, like rocks.

Knowing the protesters' intended route beforehand would enable a peaceful exercise of the democratic right to demonstrate, Tremblay said. "Do we have to contain it better? The answer is yes," he added. "It's zero tolerance for acts of vandalism. "I find what happened really regrettable and sad. In a calmer atmosphere, it could have been an occasion to discuss the concerns of young and not-so-young people. But the fact that some people took advantage of this event to vandalize, I think that did not earn them any respect." He added that city hall is still considering the possibility of introducing a bylaw banning facial coverings at protests as a way for police to contain demonstrators.

Tremblay sent a proposed antimask bylaw back to the drawing board last month after protests from community and other groups. Benoît Labonté, leader of the opposition Vision Montreal at city hall, said the city should "look very carefully at ways" to better control unruly protesters. But "it's very tough under the Canadian Charter of Rights to limit a gathering linked to people's freedom of expression," Labonté said. "We should question the fundamentals of this law. Why should we be open to this kind of event when it's planned like that, in the context of doing wrong? Why should we accept this automatically just because it's an annual event? I have a lot of problems with that."

THE GAZETTE : A history of violence - We can do little to prevent mayhem, cops say – Tuesday, March 17, 2009

very little can be done to prevent the mayhem that regularly accompanies the anti-police-brutality protest, Montreal police say. "Honestly, some people are looking for confrontations," said Sgt. Ian Lafrenière. "We saw that" Sunday. Lafrenière said he understands the frustrations of residents who see their property damaged during a protest that does not involve them. But, he added, the protest has a history of attracting

people who simply intend to confront police officers and cause mischief or worse. In 2002, 371 people were arrested during the same demonstration after protesters hurled billiard balls, marbles and stones at police. The 2000 protest ended with 112 arrests. Last year's demonstration ended with 47 people being arrested after a car was firebombed and several stores were vandalized. Lafrenière said the police will again analyze what can be done differently in the future. "In terms of

tactics, we tried a number of things (Sunday). Would it be any different next year? I guess so. But it is sad to see. Each year this is the only protest we have problems with." Officers arrested 221 people in all during Sunday's protest. Most are accused of violating municipal bylaws, but a total of 32 are expected to be charged with a criminal offence including mischief and possession of a weapon for the purpose of carrying out a crime.

THE GAZETTE : Calls to give notice of route rejected - BRUTALITY PROTEST Cops provoked violence, organizers insist – Tuesday, March 17, 2009

The organizing group behind Sunday's protest against police brutality has no plans to give advance notice of their route in future demonstrations despite calls to do so from city hall and the police yesterday. "The right to demonstrate is a constitutional right, and we are not the only ones who don't tell police about our plans," said Gabrielle Potvin, spokesperson for the Collectif opposé à la brutalité policière. Seventeen people were arraigned yesterday on charges related to Sunday's chaotic march through downtown in which 221 people were arrested. Police estimate Sunday's protesters caused \$200,000 in damage to store and hotel windows, cars and police cruisers. Two police officers suffered minor injuries. Clashes at anti-police-brutality protests are rare in other parts of Canada, including in Toronto, where organizers advise police of their plans beforehand, a former mayor said yesterday. The Montreal group, which is made up of about 10 activists who depend on "pass-the-hat" financing to fund their activities, conceded that a few demonstrators showed up with rocks, but they insisted Montreal police were to blame for provoking violence by preventing marchers from follo-

wing their chosen route – even though police did not know which route they intended to take. "Yes, there were people there who were there to make trouble, but that was really not the demonstrators' goal," Potvin said. She also said police took advantage of the fact that a few people were carrying rocks to abusively search others, raising tension in the crowd. Organizers also blamed police for preventing the march from moving east on Mount Royal Ave., then south on Papineau Ave. to Lafontaine Park for a rally. Instead, they were split into three groups – one on Berri St. and two others on St. Denis St. "The police directed people toward downtown, which we wanted to avoid," Potvin said. Former Toronto mayor John Sewell, an activist in the Toronto Police Accountability Coalition, said in his experience violence is usually the result "of escalation by both sides – that's where you get serious arrests by police." Organizers of most anti-policebrutality demonstrations in Toronto inform police of their intentions, he said. As for Montreal, Sewell suggested a culture of violence surrounds this particular demonstration and it may be a factor in how the annual event plays out. If a demonstration is violent one year,

there is often an expectation it will be violent the next year, Sewell said. Civil-rights lawyer Julius Grey said he believes the city might be within its rights to enact bylaws requiring protest organizers to divulge details of their planned route. But if such a bylaw is enacted, it should apply to all future protests, Grey insisted, not just the annual anti-police-brutality march. "I do ... object to the demonization of this particular demonstration. I think 99 per cent of the people who protest against police brutality are protesting in good faith," he said. At a news conference at the Lacolle border crossing, Premier Jean Charest was asked to comment on the incident and police actions. "It is an annual event, and it is an annual event that brings its share of violence every year for reasons that none of us can really explain," Charest said. "It is presented as a march against violence and then it turns violent. I do believe the police behaved correctly. They did what they needed to do. It's never a perfect scenario in these situations because it is a very disorderly situation, but what I've seen and what I've heard, I think the police did the right thing."



Humeur
Avec des amis
comme ça...

Sylvain Ménard
chroniqueur culturel au 98.5 FM

Était un superbe dimanche ensoleillé. Beau temps pour assister à une échauffourée, que je me suis dit. Tant qu'à célébrer l'arrivée du printemps, aussi bien que ça soit dans une atmosphère hostile et à la détente...

En arrivant face au métro Mont-Royal vers 13 h 30, les deux garnisons étaient déjà en place. D'un côté, les forces policières scientifiquement déployées, et de l'autre, un tapon de contestataires au regard juste assez défiant. Dans le paysage, quelques pancartes bourrées de fautes, deux ou trois camelots du Parti communiste révolutionnaire (hey, les boys, on vous croyait morts...) et un vieux fucké qui faisait des singeries devant les policiers en leur demandant s'ils n'avaient pas honte. Remarquez qu'il aurait très bien pu se poser lui-même la question... Plus loin, une activiste hurlait contre la dictature de la bourgeoisie dans son mégaphone. Ça répète des discours centenaires et ça se dit progressiste... Ben coudon.

Ça répète des discours centenaires et ça se dit progressiste...

Il aura fallu attendre près d'une heure pour voir des flammèches. Les manifestants, redoutant probablement la vilaine fraîcheur du mois de mars, ont remonté leur foulard bien au-dessus de leur nez. Du milieu de la foule, on a tiré une pomme en direction du policier le plus costaud. Pas loin de 7 pieds le monsieur. Une pièce, comme ils disent. Un guerrier plus valeureux (!) s'est avancé avec une caisse de légumes. C'est maintenant su, les anarchistes sont végétariens. Le visage découvert, il s'est mis à garrocher sa macédoine sur les joueurs de l'équipe des bleus qui ont à peine riposté. Ils ont même laissé filer le belliqueux jardinier. Un gars de son clan a été le voir pour l'inviter à se calmer. Surexcité, Monsieur Patate lui a flanqué son poing sur la gueule. Les hostilités venaient de commencer. Parmi les non violents.

Plus tard et plus loin, des bums ont encore profité du jamboree annuel des scouts idéalistes pour foutre la merde et tout casser. Certains se sont fait arrêter. D'autres ont reçu des coups de matraque. Mais pas encore assez au goût d'une population qui, le lendemain matin, s'entendait pour dire que la police aurait même dû intervenir avec beaucoup plus de vigueur.

Y a pas à dire, ceux qui voulaient dénoncer la brutalité policière ont vraiment atteint leur objectif. Pauvres innocents.

24 HEURES : 1^{ère} page : Des travailleurs sociaux en colère contre les vandales : tout est à refaire – Mardi 17 mars 2009

MONTRÉAL MARDI 17 MARS 2009

LE QUOTIDIEN GRATUIT #1

24 heures

www.24heures.ca
Site mobile : m.24heures.ca
QUEBECOR

CULTURE

Boeing Boeing à Juste pour rire

► Pierre-François Legendre monte à bord.

GRATUIT - VOLUME 9 NUMÉRO 2 - WWW.24HEURES.CA

ACTUALITÉ

Recrutement d'astronautes

► Le Montréalais David Saint-Jacques parmi les candidats.

MONDE

Primes aux dirigeants d'AIG

► Washington en furie.

Recyclez-moi

après m'avoir lu

GAGNEZ UN TÉLÉVISEUR 47"

(LUS DE MARQUE PHILIPPO)

CONCOURS PAGE 28

DES TRAVAILLEURS SOCIAUX EN COLÈRE CONTRE LES VANDALES

TOUT EST À REFAIRE

p.3



UN AN DE TRAVAIL ANÉANTI PAR « UNE BANDE DE CABOCHONS »

Les organismes communautaires du centre-ville se dissocient de la manif

PAR SARAH-MAUDE LEFEBVRE
sarahmaude.lefebvre@24-heures.ca

Les organismes communautaires du centre-ville dénoncent la manifestation contre la brutalité policière qui a eu lieu dimanche estimant que cette dernière leur a fait perdre un an de travail de sensibilisation.

Depuis quelques années, ils sont une dizaine à œuvrer au centre-ville de Montréal pour essayer d'intégrer la population marginale au reste des habitants et commerçants. Un travail de sensibilisation qui, disent-ils, en est un de longue haleine et que les émeutiers auraient détruit en quelques heures.

COLÈRE

Stéphane Royer, de l'organisme Spectre de rue, a eu de la difficulté à retenir sa colère pendant son entrevue téléphonique avec le 24heures.

« Toutes les années, ce groupe de cabochons vient défaire tout notre travail en donnant une mauvaise image de la population marginale du centre-ville. Essaie après ça de faire du travail de prévention auprès des commerçants qui se sont fait briser leur vitrine. Tout est à recommencer. Ce ne sont pas les policiers qui paraissent mal dans cette histoire », avance ce dernier.

« Nous sommes conscients que ce sont les actes d'une minorité, mais ça nuit à notre travail », rappelle-t-il.

« PARLEZ EN VOTRE NOM »

Si les organismes communautaires sont si scandalisés par cette manifestation, c'est parce



PHOTO LUC CINO-MARS

Les organismes communautaires dénoncent la manifestation de dimanche et déplorent que les émeutiers s'improvisent défenseurs de leurs clientèles respectives.

qu'elle a été faite au nom des exclus sociaux et des marginaux, des gens qui font partie de leurs clientèles respectives, comme l'explique Stéphane Turcotte, un intervenant de l'organisme Méta D'Âme.

« Ça vient défaire tout le travail qu'on effectue avec les policiers. Au lieu de faire une manifestation propre, ces gens l'ont faite avec violence, en plus de parler au nom des marginaux. Moi, je leur demande de parler pour eux-mêmes, sans embarquer tout le monde là-dedans ».

Du côté du Plein Milieu, un organisme qui vient en aide aux jeunes exclus et marginalisés

du Plateau Mont-Royal, on craint davantage l'impact sur l'opinion publique que sur les commerçants ou acteurs du quartier avec qui il travaille quotidiennement.

« C'est sûr qu'on est pas d'accord avec les moyens de dénonciation utilisés lors de la manifestation. Notre organisme tente de mettre en valeur les côtés positifs et constructifs de notre clientèle et tout ça ne fait pas du tout avancer la perception positive de la population à leur égard », souligne pour sa part Sandhya Vadlamudy, directrice-générale de Plein Milieu.

24 HEURES : Vandalisme : poursuite contre les organisateurs? – Mardi 17 mars 2009

Vandalisme : poursuite contre les organisateurs?

PAR MAXIME DELAND
maxime.deland@24-heures.ca

Même s'il ne revendique pas le grabuge survenu lors de la manifestation de dimanche dans les rues de Montréal, le Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) s'expose à des poursuites judiciaires.

Si les victimes de la manifestation veulent être dédommagées pour les vitrines fracassées, les graffitis sur les murs et les véhicules endommagés, ils devront avant tout trou-

ver la responsabilité du COBP et que ce dernier est à l'origine de la casse qui a eu lieu en fin de semaine.

Consultés à ce sujet, deux criminalistes réputés en viennent à la même conclusion, le Collectif opposé à la brutalité policière pourrait devoir se défendre en Cour.

ROBERT LA HAYE

« Pour demander une réparation au civil, il faut que les victimes soient capables de prouver qu'il y a eu une négligence grossière de la

part des organisateurs », explique M^r Robert La Haye.

Si cette preuve est faite en justice, cela viendrait exposer la responsabilité directe du Collectif dans les événements du week-end, les dommages étant évalués à plus de 200 000 \$.

JEAN-PIERRE RANCOURT

Pour sa part, Me Jean Pierre Rancourt s'est montré un peu plus cinglant à l'endroit du COBP. « Il pourrait certainement y avoir

une poursuite civile, mais de toute façon, je ne suis pas sûr qu'il y en ait beaucoup qui ont de l'argent dans cette gang-là », avance M^r Rancourt.

« Techniquement, ça peut se faire, mais dans la pratique, c'est moins évident », ajoute-t-il.

Afin d'éviter d'autres débordements, M^r La Haye propose l'imposition d'un permis de manifester à Montréal: « s'il n'y a pas de règlement à cet effet, il en faut absolument un », de conclure l'avocat.

24 HEURES : Vox pop : Que pensez-vous de l'intervention des policiers lors de la manifestation contre la brutalité policière tenue hier à Montréal – Mardi 17 mars 2009

VOX POP

QUESTION **canoe.ca**

Que pensez-vous de l'intervention des policiers lors de la manifestation contre la brutalité policière tenue hier à Montréal?

PROPOS RECUEILLIS PAR SEBASTIEN ST.-JEAN



Nicolas Lacombe (Montréal)
Je ne suis pas au courant de tous les détails quant au nombre de personnes arrêtées et à tout ce qui a entouré l'événement, mais d'après ce que j'en sais, les policiers semblaient être bien préparés.



Françoise Chablain (Montréal)
Je ne comprends pas comment une manifestation qui est contre la brutalité policière peut engendrer autant de violence. Je crois qu'on peut faire beaucoup mieux.



Normand Seguin (Montréal)
Je crois que les policiers étaient bien préparés. Mais je ne peux pas vraiment prendre position dans ce dossier. Il y a des humains des deux côtés. Je crois qu'il y a abus de part et d'autre.



Sami Bray (Beauport)
J'ai vu qu'il y avait eu beaucoup d'arrestations. Je trouve que ça ressemble à de la vengeance. Il devrait y avoir une plus grande transparence dans les cas d'abus de la part des policiers.



Michiel Poirier (Montréal)
Je pense que dans les circonstances, les policiers ont fait un excellent travail.



Monique Morin (Montréal)
Je suis satisfaite du travail des policiers. Ça n'a aucun sens d'être violent pour essayer d'enrayer la violence. Il y a d'autres moyens de mettre un terme à la violence, de façon pacifique.



24 HEURES : En bref : Bilan final – Mardi 17 mars 2009

FLASH actualité

BILAN FINAL

Le bilan final de la manifestation de dimanche fait état de 221 arrestations et de deux policiers blessés légèrement. De ce nombre, 32 personnes ont été arrêtées en vertu du Code criminel et 189 autres l'ont été pour avoir contrevenu à la réglementation municipale. Aucun manifestant n'a été blessé lors de l'événement. Les dommages aux commerces et aux différentes propriétés sont évalués à plus de 200 000 \$. « Les policiers du Service de police de la Ville de Montréal ont su s'adapter rapidement au caractère changeant et désorganisé de la manifestation qui a modifié son parcours à plusieurs reprises. Malgré les mesures de sécurité et la présence des policiers, le SPVM déplore que certains événements isolés déclenchés par quelques individus aient eu lieu », a indiqué le SPVM par voie de communiqué. (Maxime Deland)

TDI : 24 HEURES EN 60 MINUTES – 19h00 – Lundi 16 mars 2009

Des coupables mais pas de responsables

À qui la faute pour cet autre dérapage, pour le vandalisme et pour les nombreuses arrestations, plus de 220, pendant la manifestation annuelle contre la brutalité policière, hier à Montréal. De chaque côté on se relance la responsabilité.

Sébastien Bovet reçoit Gabrielle Potvin, porte-parole du Collectif contre la brutalité policière qui organisait la manifestation d'hier.

Il s'entretient ensuite avec Claude Dauphin qui est responsable de la Sécurité publique à la Ville de Montréal.

RUEFRONTENAC.COM : Manif illégale: Dauphin exige des explications - lundi, 16 mars 2009 20:44 - Mise à jour le lundi, 16 mars 2009 21:03

Écrit par Daniel Renaud

Claude Dauphin veut resserrer le règlement sur l'obtention des permis de manifester, à la suite du rassemblement contre la brutalité policière qui, encore une fois, s'est terminé dans la casse dimanche à Montréal.

«On n'était pas trop fier de voir ça», a lancé le responsable de la sécurité publique au Comité exécutif de Montréal, en entrevue à RueFrontenac.com.

Même s'il considère que les policiers ont fait un «excellent travail, malgré la complexité de l'événement», Claude Dauphin se demande comment il se fait qu'on ait laissé la manifestation avoir lieu quand ses organisateurs n'ont demandé aucun permis et encore moins fourni le trajet de l'évé-

nement, tel que le prévoient les règlements municipaux.

«Nous avons des règlements, et ils ne sont malheureusement pas appliqués, déplore-t-il. J'ai demandé et j'attends des explications.

«Ainsi, l'événement serait illégal, et ça donnerait un outil additionnel aux policiers», ajoute l' élu, qui rappelle que les agents ont effectué une demi-douzaine d'arrestations préventives dimanche, avant même que la manifestation débute.

«Les gens ont le droit constitutionnel de s'exprimer, mais les citoyens ont également le droit à la sécurité publique sur leur territoire», affirme M. Dauphin.

Haut les masques

Pendant qu'un règlement interdisant de porter un masque durant une manifestation a été mis en

veuilleuse à la Ville, plusieurs participants au rassemblement de dimanche avaient le visage caché. Claude Dauphin assure que ce projet de règlement n'est pas mort et enterré.

«Il est devant la Commission de la sécurité publique. J'ai demandé un éclairage supplémentaire au chef de la police, Yvan Delorme», précise M. Dauphin, selon qui il n'est pas exclu que le règlement soit adopté avant les prochaines élections municipales, en novembre.

Selon un dernier bilan, les policiers ont arrêté 32 personnes en vertu d'une infraction au Code criminel et en ont interpellé 189 autres pour avoir contrevenu à la réglementation municipale lors de la manifestation.

RUE FRONTENAC.COM : La cavalerie est de retour - lundi, 16 mars 2009 17:59 - Mise à jour le lundi, 16 mars 2009 18:58



La manifestation de dimanche a marqué le retour des cavaliers du SPVM lors de ce type d'intervention après neuf ans d'absence

Photo : Luc Laforce

Écrit par Daniel Renaud

Pour la première fois en près de dix ans, les cavaliers de la police de Montréal ont activement contribué à endiguer la foule lors de la manifestation contre la brutalité policière. «Dimanche, c'était le retour de la cavalerie de la police lors des manifestations», annonce fièrement le com-

mandant Dominic Werotte, de la police de Montréal.

En effet, pour la première fois depuis les manifestations du Sommet du G-20 qui s'est tenu à Montréal à l'automne 2000, des cavaliers de la police ont pris une part active au contrôle de la foule, dimanche, sur le Plateau Mont-Royal et au centre-ville.

Neuf policiers vêtus de leur équipement de protection, montés sur des chevaux tout aussi bien protégés (voir plus bas), ont suivi pas à pas les agents postés en première ligne, provoquant un effet psychologique certain sur les manifestants, inquiétés par leur imposante stature.

«Avec les chevaux, on est plus visible. Les manifestants nous voient arriver de loin. L'impact d'un cheval sur une foule peut égaler celui de dix agents à pied», explique le commandant Werotte.

«Sans compter que sur leurs chevaux, les cavaliers ont une bonne visibilité. Ils peuvent voir jusqu'à 10 ou 15 rangs plus loin, là où se cachent ceux qui lancent des objets», poursuit-il.

Chassez le naturel, il revient au galop

Des manifestants avaient été blessés durant l'intervention policière lors du Sommet du G-20.

L'utilisation des chevaux avait alors été critiquée et le SPVM a ensuite cessé de faire appel à ses cavaliers dans les situations de contrôle de foule.

Mais depuis deux ans, les cavaliers ont recommencé à suivre, pour cette fonction, des formations qui ont eu lieu notamment dans le stationnement de La Ronde, et les chevaux ont été désensibilisés aux bruits urbains et ont été équipés en conséquence.

Si bien qu'aujourd'hui, Montréal possède la seule cavalerie opérationnelle au Québec, se comparant ainsi à d'autres polices nord-américaines bien établies telles que celles de Toronto, Niagara Falls, Halifax, Calgary, Vancouver, Boston et New York.

«Vous allez voir nos chevaux de plus en plus en ville», prévient le commandant Werotte. Selon lui, la cavalerie se prépare déjà pour les séries de la coupe Stanley, qui avaient été marquées par des émeutes, l'an dernier à Montréal.

«Effectivement, ce n'est pas certain que le Canadien participera aux séries, mais nous, on se prépare comme s'il y était», conclut M. Werotte, optimiste.

RADIO-CANADA/ MONTRÉAL : Manifestation contre la brutalité policière : Des accusations criminelles - Mise à jour le lundi 16 mars 2009 à 18 h 54

La manifestation annuelle dans le cadre de la 13e Journée internationale contre la brutalité policière qui s'est déroulée dimanche après-midi à Montréal, s'est soldée par 221 arrestations, selon la police.

Plusieurs heurts avec les policiers ont éclaté pendant la manifestation, notamment sur l'avenue du Mont-Royal, ainsi que dans les rues du centre-ville.

[Retracez le fil des événements.](#)

Parmi les personnes arrêtées, 32 devront répondre à des accusations de nature criminelle. Au

moins 17 de ces personnes passeront lundi devant la Cour municipale de Montréal pour répondre à un éventail d'accusations, dont vols, méfaits, agressions armées, voies de fait sur des policiers et possession d'armes dans un dessein dangereux.

Les policiers ont par ailleurs saisi, lors de ces arrestations, plusieurs objets contondants, notamment des bâtons de baseball, des masses, et divers projectiles. Deux policiers ont été blessés. L'un d'entre eux a été atteint au bras par une brique.

Les 189 autres personnes arrêtées par les policiers recevront quant à elles une amende de 100 \$, plus 44 \$ de frais pour avoir enfreint des règlements municipaux.

Plusieurs actes de vandalisme ont aussi été rapportés tels que des vitrines de commerce brisées, des voitures endommagées et divers dégâts infligés aux biens publics. Des incendies mineurs ont aussi été allumés.

La Ville veut rectifier le tir

Au lendemain de ces rixes, le maire de Montréal, Gérald Tremblay, s'est engagé à mieux encadrer

cette manifestation annuelle à l'avenir. Il souhaite entre autres faire déterminer et respecter un trajet pour les manifestants, afin de mieux suivre leur progression et d'éviter les poursuites dans les rues.

Le maire ajoute toutefois qu'il n'est pas question d'interdire la manifestation, le droit de manifester et la liberté d'expression devant être respectés, selon lui.

Mais il estime inacceptable que certaines personnes se servent de cette occasion pour se livrer à du vandalisme. Selon lui, les casseurs ont gâché ce qui aurait pu être une occasion de discuter dans un climat plus serein du travail des forces de l'ordre.

Même son de cloche du côté de Claude Dauphin, responsable de la sécurité publique à la Ville de Montréal, qui estime que les policiers ont fait « un excellent travail » dans le contexte. Il croit nécessaire de renforcer les exigences de la mairie en matière de permis de manifestations, surtout pour connaître l'itinéraire souhaité par les organisateurs.

« Nous avons deux droits fondamentaux devant nous: celui de pouvoir manifester, la liberté d'expression qui est confirmée dans les chartes. Un autre droit fondamental: les Montréalais et Montréalaises doivent avoir un espace sécuritaire à Montréal », a-t-il déclaré en entrevue à RDI.

Une bonne partie des gens qui étaient là étaient des casseurs, des anarchistes. Je suis persuadé que plusieurs étaient présents lors des émeutes au Centre Bell [durant les séries éliminatoires de hockey du printemps 2008].

— Claude Dauphin, responsable de la sécurité publique à la Ville de Montréal

Quant au projet de règlement pour interdire le port de cagoules, M. Dauphin note qu'il pourrait revenir sur la table à l'Hôtel de Ville, après avoir été examiné par la commission de la sécurité publique municipale.

« Un dialogue de sourds »

De son côté, le président de la Fraternité des policiers et policières de Montréal, Yves Francoeur, a émis plusieurs critiques à l'intention des manifestants.

Les gens peuvent manifester, nous ne nous élèverons jamais contre ça. Il s'agit de la liberté d'expression, mais ils n'ont pas besoin de casser, de lancer des pierres.

— Yves Francoeur, président de la Fraternité des policiers et policières de Montréal

Alors que cette manifestation en était à sa treizième année, M. Francoeur s'est aussi défendu d'être inactif le reste du temps. Il affirme que ses services se sont engagés dans un travail de médiation avec les groupes critiques du travail des forces de l'ordre.

Mais, selon lui, il s'agit d'un « dialogue de sourds ». « Vous irez faire un tour sur leur site Internet. Ils nous comparent avec la torture policière au Honduras », lâche-t-il. Et d'ajouter: « Ces gens ne font pas la part des choses. »

« Un rendez-vous annuel

Selon ses organisateurs, la manifestation vise à dénoncer l'impunité dont jouissent les policiers. Elle donne souvent lieu à des affrontements entre les forces de l'ordre et une partie des manifes-

tants. Chacun des groupes accuse généralement l'autre d'avoir mis le feu aux poudres.

Selon Francis Dupuis-Déri, professeur en science politique à l'Université du Québec à Montréal, le grabuge peut difficilement être évité dans ce genre de rassemblement, car les manifestants sont encadrés par ceux-là mêmes qu'ils dénoncent.

Cette année, l'atmosphère était particulièrement tendue, en raison des événements qui ont entouré la mort du jeune Fredy Villanueva, dans un parc de Montréal-Nord, en août dernier. Les organisateurs soutenaient que l'affaire avait exacerbé la colère des manifestants, qui accusent notamment les policiers de faire du profilage social et racial, en ciblant certains groupes culturels ou des individus marginaux. Les organisateurs disaient ne pas encourager la violence, mais comprennent en même temps la colère des manifestants.

audio-vidéo

- [Mathias Tellier, spécialiste en affaires policières, commente les incidents.](#)
- [Gabrielle Potvin, organisatrice de la manifestation, donne son point de vue sur la tournure qu'ont pris les événements.](#)
- [L'analyse de Francis Dupuis-Déri, professeur de sciences politiques à l'UQAM](#)
- [Le point de vue de Claude Dauphin, responsable de la sécurité publique de Montréal, au sujet du rôle des forces policières.](#)
- [Bruno Coulombe recueille les réactions à la suite de la manifestation contre la brutalité policière.](#)

RADIO-CANADA : Téljournal-Montréal – 18h00 – Lundi 16 mars 2009

Lendemain de manifestation

Dimanche, une manifestation pour dénoncer la «brutalité policière» a eu lieu à Montréal. Un rassemblement qui a dérapé : vitrines fracassés,

voitures vandalisées et briques lancées aux nombreux policiers casqués. Résultat des courses : 221 arrestations et 200 000 \$ de dommages. Le reportage de Jacques Bissonnet.

[Le téljournal-Montréal de radio-Canada du lundi 16 mars 2009, à 18h00](#)

RADIO-CANADA / MAURICIE : École nationale de police : Des recrues décevantes - Mise à jour le lundi 16 mars 2009 à 17 h 28

Exclusif

L'École nationale de police du Québec (ENPQ) sélectionnera différemment les aspirants policiers à compter de l'automne prochain. Radio-Canada a appris que l'institution, qui est située à Nicolet, au Centre-du-Québec, modifiera ses critères de sélection, puisque des corps policiers sont insatisfaits des recrues qu'ils embauchent.

À l'heure actuelle, les aspirants policiers doivent compléter une formation collégiale de trois ans et suivre un entraînement intensif de 15 semaines à l'École nationale de police.

Malgré cette formation, plusieurs corps de police de la province notent que certaines recrues

éprouvent des problèmes d'attitude et de jugement et qu'elles ont de la difficulté à gérer leur stress. Certains services de police déplorent également que leurs nouveaux employés discutent les ordres qui leur sont donnés.

Devant ce constat, l'École nationale de police a décidé de réviser l'ensemble de ses critères de sélection, qui se basent principalement sur la qualité du dossier académique. « Est-ce que ça se peut que, présentement, étant donné qu'on choisit principalement sur les notes, il y ait des jeunes avec une moyenne académique plus basse qui auraient pu faire d'excellents policiers québécois? C'est ce qu'on pense présentement », affirme le

directeur des communications de l'ENPQ, Pierre Saint-Antoine.

Dès l'automne, de nouveaux critères s'appliqueront pour choisir les étudiants. Diverses pistes sont à l'étude, dont celles d'ajouter des entrevues et des mises en situation. Le test d'aptitude physique sera également plus exigeant.

Les nouveaux critères de sélection seront approuvés en juin prochain. L'École nationale de police forme près de 650 policiers chaque année.

audio-vidéo

[Les critères d'admission et le programme de formation des policiers vont changer, comme l'explique Danny Lemieux.](#)

RUE FRONTENAC.COM : Manifestation: assez, c'est assez, disent les commerçants - lundi, 16 mars 2009 13:11 - Mise à jour le lundi, 16 mars 2009 21:09

Écrit par Fabrice de Pierrebouurg

Les commerçants du centre-ville ne cachent pas leur exaspération au lendemain de la manifestation contre la brutalité policière dont ils ont été une fois de plus les victimes, alors que ceux du Plateau, épargnés par le grabuge, sont furieux contre certains médias.

«C'est toujours la même chose et c'est déplorabile, commente André Poulin, directeur général de Destination Centre-Ville. Le droit de manifester prévu par la Charte n'est pas un droit de démolition. Il est vraiment temps que l'on serre la vis.»

Le représentant des commerçants croyait à tort que le centre-ville allait pour une fois être épargné, sachant que la cible initiale des manifestants

était le local de la Fraternité des policiers, sur le Plateau Mont-Royal.

Manque de chance pour lui, les effectifs policiers déployés en grand nombre dans ce secteur ont fait en sorte que les manifestants se sont dispersés vers le sud, pour se rassembler à nouveau dans la rue Sainte-Catherine et le quartier de la Place des Arts. Sur leur chemin, des vitrines ont été brisées ou maculées de peinture.

Un grabuge dont le centre-ville, et Montréal dans son ensemble, se serait bien passé en cette période de morosité économique, croit-il. André Poulin n'est pas non plus impressionné par le nombre impressionnant d'arrestations. «Les policiers font bien leur travail, surtout compte

tenu du peu d'effectifs, mais c'est la justice qui ne fait pas son œuvre par la suite.»

C'est surtout ce manque d'effectifs chez les forces de l'ordre qu'il dénonce. Et il fait la comparaison avec l'Europe, où les manifestations susceptibles de dégénérer sont encadrées par d'importantes équipes anti-émeutes équipées adéquatement. Le seuil de patience vis-à-vis de ceux qui commettent des actes de violence ou des exactions semble aussi, à son avis, plus bas qu'ici: «Ils ne jouent pas avec la police comme ici», remarque André Poulin.

«Campagne de peur» du JdeM dénoncée

Chez les commerçants du Plateau Mont-Royal, c'est un tout autre son de cloche. Michel Depatie, directeur de la Société de développement de



l'avenue du Mont-Royal, se dit soulagé que la manifestation n'ait fait que passer. «Je suis soulagé, mais je n'étais pas trop inquiet. Je savais qu'il n'avait jamais été question d'une manifestation sur l'avenue du Mont-Royal au milieu des poussettes.»

Mais monsieur Depatie n'a pas digéré et juge «impensable» la «campagne de peur montée en épingle par certains médias qui ont vraiment exagéré, particulièrement *Le Journal de Montréal*». «Je les ai contactés après un article écrit vendredi dernier, mais je n'ai pas eu de réponse de l'auteur», déplore-t-il.

Malgré tout, monsieur Depatie est très heureux que la journée de dimanche n'ait pas été aussi catastrophique qu'on aurait pu le craindre pour les marchands situés autour du point de rassemblement des manifestants.

CBC NEWS : Court appearances, cleanup begin after anti-police brutality protest : Police arrest 221 after annual rally turns violent in 2 Montreal neighbourhoods - Last Updated: Monday, March 16, 2009 | 11:02 AM ET

The first of 221 people arrested Sunday at an anti-police brutality protest are appearing in a Montreal courtroom Monday to answer charges ranging from unlawful assembly to weapons possession.

Protesters, some armed with rocks, and Montreal police dressed in riot gear clashed on Sunday at an annual rally against police brutality.

'I'm so angry because if it is a demonstration against violence, how can they use violence against people.'

—Tatyana Satanovsky, bystander

The event, organized by the Coalition Opposed to Police Brutality, started as a peaceful rally at the Mount Royal metro station.

But as the crowd moved toward downtown, some people began to face-off against police, set fires and vandalize property.

I'm sure that some people were there to protest peacefully, but unfortunately there are a group of people that use that event to cause damage," said Montreal police spokesperson Ian Lafrenière.

By the time the crowds had dispersed, police had arrested 221 people. Most were charged with unlawful assembly.

Thirty-two of the people face more serious charges, among them assault, mischief and weapons possession.

Fifteen of them have signed promises to appear at a later date in Montreal court.

The remaining 17 began appearing before a judge in Montreal municipal court on Monday.

Bystanders shocked at violence

Many bystanders got caught up in the protest as it snaked its way through some of Montreal's most popular streets, including Ste-Catherine Street.

Tatyana Satanovsky and her seven-year-old daughter were leaving a classical music concert at Place des Arts when someone threw a garbage can at the right side of the vehicle.

"It was like we were in the middle of a war. I'm so angry because if it is a demonstration against violence, how can they use violence against people?" said Satanovsky on Monday.

"My daughter she was very scared. She was crying. She was not able to sleep. It was the first time she had felt violence against her family."

Police were estimating the damage from Sunday's rally at \$200,000, including damage to their own vehicles.

However, the cost is expected to climb as merchants return to inspect their stores after closing as a preventative measure on Sunday.

RUEFRONTENAC.COM : Manifestations: la Ville de Montréal dénoncée par la Fraternité des policiers - lundi, 16 mars 2009 09:29 - Mise à jour le lundi, 16 mars 2009 21:03

Écrit par Daniel Renaud

Les émeutes de dimanche démontrent hors de tout doute que la ville doit appliquer son règlement sur les manifestations, croit le président de la Fraternité des policiers et policières, Yves Francoeur.

«À Montréal, il faut un permis pour manifester et les organisateurs des manifestations doivent fournir leur trajet, mais cela n'a jamais été appliqué», peste M. Francoeur.

C'est devenu une tradition, la manifestation contre la brutalité policière a fini dans le chaos dimanche, sur le Plateau Mont-Royal. Plus de 220 personnes ont été arrêtées. Deux policiers ont été légèrement blessés après avoir reçu des projectiles. Des vitrines ont été fracassées et des voitures, de police et de citoyens, ont été endommagées. Les dégâts ont été évalués à au moins 200 000\$.

En plus de la question des permis, Yves Francoeur croit que les événements de dimanche démontrent la nécessité d'adopter un règlement interdisant le port d'un masque durant les manifesta-

tions et que tous les policiers devraient être équipés comme leurs collègues des unités d'intervention.

«Les deux policiers blessés l'ont été après avoir reçu des projectiles. Cela démontre que les patrouilleurs, comme les membres des unités d'intervention, sont susceptibles de recevoir des choses», dit M. Francoeur, selon qui par ailleurs le port de pantalons de camouflage par les agents n'a pas créé de confusion avec les manifestants tel que le craignait la direction de la police qui avait soulevé cette question devant le Conseil des services essentiels la semaine dernière.

Nouvelle approche

Contrairement à ce que craignait Yves Francoeur, les bureaux de la Fraternité, qui sont situés sur le Plateau Mont-Royal, n'ont pas été visités par les manifestants. «Ils ont essayé mais les policiers les ont empêchés de monter vers le nord», dit-il.

«Nous sommes très heureux d'avoir vu un changement dans la façon de faire et dans l'approche du service dans le traitement des manifestations. Celle de dimanche a été beaucoup mieux abordée

et le service d'ordre a été beaucoup mieux planifié. Les dirigeants n'ont pas attendu que ça dégénère avant de donner des ordres», affirme le président syndical.

«À la suite de ces événements, nous demandons à la ville de revenir à la table de négociations. Des manifestations comme celle de dimanche, cela n'existe pas ailleurs», conclut M. Francoeur.



Yves Francoeur, président de la Fraternité des policiers et policières de Montréal

Photo d'archives Luc Laforce

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Manifestation contre la brutalité policière : Des accusations criminelles - Mise à jour le lundi 16 mars 2009 à 9 h 12



Photo: La Presse Canadienne /Graham Hughes

La manifestation annuelle dans le cadre de la Journée internationale contre la brutalité policière qui s'est déroulée dimanche après-midi à Montréal, s'est soldée par plus de 200 arrestations.

Selon un premier bilan du Service de police de Montréal, 221 personnes au total ont été appréhendées lors de l'événement qui s'est transformé en affrontement avec la police sur l'avenue du Mont-Royal ainsi que dans les rues du centre-ville.

Parmi les personnes arrêtées, 32 devront répondre à des accusations de nature criminelle. Au moins 17 de ces personnes doivent comparaître ce lundi à la Cour municipale de Montréal pour répondre à un éventail d'accusations dont vols, méfaits, agressions armées, voies de faits sur des policiers, possession d'armes dans un dessein dangereux.

Les policiers ont par ailleurs saisi lors de ces arrestations plusieurs objets contondants, dont des bâtons de baseball, des masses, et divers projectiles. Deux policiers ont été blessés, dont un atteint au bras par une brique.

Les 189 autres personnes arrêtées par les policiers recevront quant à elles une amende de 100 \$ plus 44 \$ de frais pour avoir enfreint des règlements municipaux.

Plusieurs actes de vandalisme ont aussi été rapportés tels que des vitrines de commerce brisées, des voitures endommagées et divers dégâts infligés aux biens publics. Des incendies mineurs ont aussi été allumés.

Le fil des événements



Photo: La Presse Canadienne /Graham Hughes

Cette manifestation, qui donne lieu à des débordements depuis plusieurs années, a commencé dans l'arrondissement Plateau-Mont-Royal, où s'étaient donné rendez-vous les manifestants.

Des centaines de personnes se sont ainsi rassemblées près du métro Mont-Royal avant de se déplacer vers le sud, après un discours des organisateurs, membres du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP).

L'itinéraire de la marche n'était pas connu des autorités qui avaient mobilisé beaucoup d'effectifs pour contenir tout débordement. On pensait au départ que les manifestants se dirigeraient vers les bureaux de la Fraternité des policiers de Montréal, près du métro Laurier, mais ce n'a pas été le cas.

Après quelques accrochages sur l'avenue du Mont-Royal, les manifestants ont plutôt opté pour la direction sud, empruntant la rue Saint-Denis.

Un deuxième rassemblement, cette fois à l'intersection des rues Sherbrooke et Saint-Denis, a donné lieu à de nouveaux affrontements entre manifestants et policiers.

Les protestataires ont ensuite poursuivi leurs déplacements, de manière plutôt désorganisée, vers le centre-ville.

Les incidents les plus importants ont eu lieu dans le secteur de la Place des Arts, près du quartier général du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). De nombreux projectiles ont été lancés en direction des policiers.

Selon le SPVM, l'effondrement partiel de la façade d'un édifice a permis à certains manifestants d'utiliser des briques comme projectiles. Un groupe de quelques dizaines de manifestants, considéré comme le noyau dur, a été encerclé par les policiers en début de soirée.

Un rendez-vous annuel

Selon ses organisateurs, la manifestation vise à dénoncer l'impunité dont jouissent les policiers. Elle donne souvent lieu à des affrontements entre les forces de l'ordre et une partie des manifestants. Chacun des groupes accuse généralement l'autre d'avoir mis le feu aux poudres.

Selon Francis Dupuis-Déri, professeur en science politique à l'Université du Québec à Montréal, le grabuge peut difficilement être évité dans ce genre de rassemblement, car les manifestants sont encadrés par ceux-là mêmes qu'ils dénoncent.

Cette année, l'atmosphère était particulièrement tendue, en raison des événements qui ont entouré la mort du jeune Fredy Villanueva, dans un parc de Montréal-Nord, en août dernier. Les organisateurs soutenaient que l'affaire avait exacerbé la colère des manifestants, qui accusent notamment les policiers de faire du profilage social et racial, en ciblant certains groupes culturels ou des individus marginaux. Les organisateurs disaient ne pas encourager la violence, mais comprennent en même temps la colère des manifestants.

audio-vidéo

[Mathias Tellier, spécialiste en affaires policières, commente les incidents.](#)

[L'analyse de Francis Dupuis-Déri, professeur de sciences politiques à l'UQAM](#)

[Le compte rendu de Karine Bastien](#)

[Jacques Bissonnet résume la journée de manifestation contre la brutalité policière à Montréal.](#)



Photo: Luc Lavigne



Photo: Luc Lavigne



Photo: Luc Lavigne



Photo: Luc Lavigne



Photo: Luc Lavigne



Photo: Luc Lavigne



Photo: Luc Lavigne

LE DEVOIR : 1^{ère} page : Après-midi houleux à Montréal: 200 arrestations – Édition du lundi 16 mars 2009

Plus de 200 personnes ont été arrêtées dans le cadre de la manifestation du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP), hier après-midi, à Montréal. Quelques centaines de personnes ont participé à ce jeu du chat et de la souris annuel qui aura duré près de six heures et dont le terrain a été le cœur de la métropole québécoise. Quarante-huit personnes ont été arrêtées en vertu du Code criminel alors que plus de 150 autres ont été interpellées pour avoir violé des règlements de la Ville de Montréal. «Les individus n'ont pas été arrêtés en raison de leur apparence, mais parce qu'ils avaient sur eux des armes, comme des bâtons ou des choses qu'ils pouvaient lancer», a indiqué le porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Ian Lafrenière, ajoutant que quelques-unes de ces personnes ont été arrêtées par mesure préventive. Au moins une personne et un policier ont été blessés. Ce dernier aurait reçu une brique sur le bras, selon le SPVM.



Marco Bélaïr-Cirino

Le COBP s'est gardé de dénoncer le grabuge fait par quelques-uns des manifestants. Toutefois, «nous, nous ne l'encourageons pas», a précisé le porte-parole du COBP, Pierre Francœur. Selon le COBP, «il y a eu 43 morts aux mains de la police depuis 1987». «Le but de notre manifestation et de tout le travail qu'on fait depuis 15 ans, c'est de dénoncer ces impunités-là», a indiqué Pierre Francœur quelques minutes avant que le coup d'envoi de la manifestation ne soit donné.

«[Les policiers] ne respectent pas la loi, ils font la loi. Ils ont un badge, un gun: ils ont le pouvoir», a lancé un manifestant. À côté de lui, un homme tenait fermement une pancarte où une photographie du policier Jean-Loup Lapointe qui a tiré à quatre reprises sur Freddy Villanueva, 18 ans, en août dernier dans l'arrondissement de Montréal-Nord, surmontait la phrase: «Brutalité policière, brisons le silence. Recherché pour meurtre.»

«Freddy Villanueva a été assassiné par l'agent Jean-Loup Lapointe. C'est ça que le monde doit comprendre. C'est ça qu'il faut dire», a déclaré le porte-parole du COBP, Pierre Francœur, aux dizaines d'individus réunis devant lui. Le Collectif s'est dit dégoûté qu'aucune accusation criminelle n'ait été déposée contre les agents Jean-Lapointe et Stéphanie Pilotte.

Une centaine de personnes se sont agglutinées, vers 14h, devant l'entrée du métro Mont-Royal pour, quelques minutes plus tard, descendre dans la rue où les premiers affrontements entre des policiers et des manifestants ont éclaté.

À 14h45, sous des fusées éclairantes, des bouteilles de plastique et de verre, mais aussi des fruits, ont été lancés en direction des policiers de l'es-

couade anti-émeute qui bloquaient l'avenue du Mont-Royal à la hauteur de la rue Berri.

«Les gens ne connaissent pas leurs droits et [les policiers] en profitent», a lancé un manifestant. Pourquoi, je suis jeune, je suis marginal à leurs yeux, je ne "fitte" pas dans le moule de la société?»

Des incendies ont été allumés dans des poubelles. Des dizaines de vitrines, dont celle de la porte d'entrée de l'hôtel Hilton Garden Inn de la rue Sherbrooke, ont aussi volé en éclats. Plusieurs autres méfaits mineurs ont également été commis.

Quelques passants profitant du beau temps ont aussi été pris à parti entre les policiers et les manifestants.

«Le but de la manifestation, ce n'est pas de faire du grabuge, mais de faire du bruit. Parce que la brutalité de la police, le racisme de la police et le silence de nos élus face à ces questions-là, c'est ça le problème. Il faut qu'on se plaigne et qu'on se plaigne fort», a pour sa part indiqué l'avocat William Sloan.

Le début de la manifestation a été retardé en raison de l'interruption du service de métro sur la ligne orange pendant une heure. La Société de transport de Montréal a expliqué qu'un individu aurait actionné un rupteur de courant, ce qui a arrêté une rame entre les stations Berri-UQAM et Sherbrooke.

Cette manifestation contre la brutalité policière se conclut année après année par des dizaines d'arrestations, notamment pour vandalisme et voies de fait.

CYBERPRESSE : Album photos – Lundi 16 mars 2009

PHOTOS







Photos: François Roy, La Presse

LA PRESSE : 1^{ère} page : Manif contre la brutalité policière > 200 arrestations : Ça passe ... et ça casse! – Lundi 16 mars 2009

Montréal lundi 16 mars 2009 Le plus grand quotidien français d'Amérique 125^e année N°144 64 pages, 5 cahiers 75¢ taxes en sus – Édition provinciale 89¢
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

cyberpresse.ca

MANIF CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE > 200 ARRESTATIONS PAGES A2 ET A3

ÇA PASSE... ET ÇA CASSE!

« Un policier s'est rué sur moi et m'a brutalement jetée par terre en hurlant. Il avait un casque... Moi, j'avais mon calepin de notes. »
MICHELE OUMET RACONTE SA MÉSADVENTURE PAGE A3

« Il y a des trucs que je ne comprends pas. Par exemple, vandaliser des autos, au hasard. »
LA CHRONIQUE DE PATRICK LAGACÉ PAGE A5

LA PRESSE : Éditorial : Manifestation stérile, par Nathalie Collard, La Presse – Lundi 16 mars 2009

<p>On ne peut pas dire que la manifestation qui a eu lieu dimanche pour dénoncer la brutalité policière ait fait avancer le dialogue ou la réflexion. Dès les premières secondes, le rassemblement, qui n'a attiré que quelques centaines de personnes malgré le beau temps, a été le théâtre de gestes agressifs à l'endroit des policiers. Bâtons, balles de golf, pierres, peinture... Les manifestants n'avaient pas encore fait un pas qu'on comptait déjà une dizaine d'arrestations «préventives». Visiblement, des groupes se cherchaient l'affrontement avec les forces de l'ordre. «S'il n'y avait pas de casse, personne ne parlerait de nous», a déclaré l'un des participants. Que dire de plus? Personne ne nous convaincra que l'agressivité et la provocation sont les bonnes façons de dénoncer la brutalité, qu'elle soit policière ou autre. Cela dit, ce n'est pas parce que l'événement était désorganisé et qu'il n'a mené nulle part qu'un débat public autour des méthodes policières n'est pas pertinent. Au contraire. L'affaire Villanueva (ce jeune homme mort l'an dernier lors d'une intervention policière) a laissé des blessures, et</p>	<p>pas seulement auprès des jeunes de Montréal-Nord. Nombreux sont les Montréalais qui voudraient mieux comprendre ce qui s'est passé ce soir d'août. Nombreux sont ceux et celles qui souhaiteraient qu'on débâte des méthodes employées par le Service de police de la Ville de Montréal, qu'on discute des relations entre les forces de l'ordre et les jeunes ainsi que de profilage ethnique. Bien des questions demeurent en suspens et mériteraient d'être débattues sur la place publique. L'affaire Villanueva ne fait pas de Montréal une ville «à problèmes» pour autant. Les relations entre les citoyens et les policiers y sont plutôt bonnes. Et les plaintes contre les services de police sont en baisse: pour l'année 2007-2008, on a enregistré 10 plaintes contre la Sûreté du Québec et 15 contre le SPVM. Le climat social de la métropole demeure enviable. Dimanche, sur les ondes du Réseau de l'information, le criminologue Jean-Paul Brodeur notait que l'internet joue un rôle dans la perception qu'ont les jeunes de la brutalité policière. Que le visionnement en boucle d'une scène sur YouTube - les images des émeu-</p>	<p>tes d'août dernier, par exemple - peut créer une fausse impression. Si on est en droit de critiquer les comportements provocants de certains agitateurs, on peut également remettre en question certaines méthodes employées par les policiers. Il faut se souvenir du Sommet de Montebello, en 2007, lorsque des manifestants ont identifié au moins trois policiers dans leurs rangs. Les détails de documents internes de la Sûreté du Québec, dont <i>Le Devoir</i> a fait mention samedi, n'ont rien de rassurant. On confirme qu'environ 35 policiers ont pris part à l'opération <i>Flagrant délit</i> et qu'au moins trois d'entre eux ont agi en provocateurs lors des manifestations. Le masque qui recouvre le visage et la pierre à la main sont-ils des «accessoires» justifiables pour un policier? s'interroge, avec justesse, le professeur de l'UQAM Francis Dupuis-Déry. Il y a des questions qui doivent être posées dans le cadre d'une enquête publique. Malheureusement, des démonstrations de violence comme celle d'hier ne suscitent pas une discussion constructive.</p>
---	--	---

LA PRESSE : Chronique : Montréal n'est pas Beyrouth, par Michèle Ouimet, La Presse – Lundi 16 mars 2009

<p>Quand je suis descendue du taxi hier, vers 17h, au coin des rues Bleury et Sainte-Catherine, j'ai vu des manifestants courir vers l'ouest. Ils fuyaient la police, qui fonçait sur eux. Un policier s'est rué sur moi et m'a brutalement jetée par terre en hurlant. Il avait un casque, un bouclier, une matraque et une veste pare-balles. Moi, j'avais mon calepin de notes. Tout s'est passé très vite. Je me suis relevée et j'ai regardé le policier droit dans les yeux en criant: «Hé! Mon tabarnak!» Je le sais, j'aurais dû me taire. On n'insulte pas un policier survolté qui vient de vous jeter par terre et qui a une matraque longue comme ça dans la main, mais ça a été plus fort que moi. L'adrénaline. On était environ 100, des manifestants, des badauds et deux journalistes. Les policiers nous ont pris en souricière. Ils tapaient sur leurs boucliers avec leurs matraques en criant: «Bouge! BOUGE!» Mais nous ne pouvions pas bouger. Nous étions entassés les uns sur les autres. Peu importe, les policiers continuaient à taper sur leur bouclier en criant et en s'avançant vers nous. Il faisait un temps magnifique, le ciel était bleu, d'un bleu qui annonce le printemps. Au-dessus des gratte-ciel, les hélicoptères bourdonnaient. Un peu plus loin, des autos bloquaient la rue. Un policier était posté sur le toit d'une camionnette, un fusil pointé sur nous. Un fusil qui peut lancer des balles de caoutchouc ou des gaz irritants. Nous avons peur que les policiers nous frappent avec leurs matraques. L'atmosphère était à couper au couteau. Une jeune fille, cheveux verts en bataille, a insulté les «coches» en hurlant: «On n'a pas à se soumettre! On essaie de défendre notre honneur, ostie!»</p>	<p>Un foulard cachait le bas de son visage. Dix-neuf ans, réceptionniste de métier. Survoltée. À côté, son amie, blouson de cuir, capuchon sur la tête, a crié: «Ils veulent nous tabasser!» Un autre, un énorme anneau dans le nez, a beuglé: «On peut pas bouger, on est pognés, câlice!» Les policiers se sont brusquement tus. Ils devaient être une quarantaine. Ils ont cessé de bouger, sourds aux insultes de la foule. Au bout d'une vingtaine de minutes, ils nous ont annoncé que nous étions en état d'arrestation. Je suis restée coincée 45 minutes. Parmi la foule prise en souricière, il y avait plusieurs manifestants. La majorité, en fait. «Le noyau dur», m'a dit Ian Lafrenière, porte-parole de la police de Montréal. Certains cachaient leur visage avec un foulard. Des jeunes: entre 15 et 25 ans. Élèves du secondaire ou du cégep. Ils dénonçaient la brutalité policière, mais ils ne disaient pas un mot sur les briques qu'ils avaient lancées sur les autos. Pas un mot, non plus, sur les pierres qu'ils avaient larguées sur les policiers ou balancées dans les vitrines des commerces. Ni sur le feu qu'ils avaient mis dans les poubelles. Ils étaient jeunes. Tellement jeunes. Et idéalistes. «Les policiers abusent de leur autorité ou plutôt de leur brutalité», a dénoncé l'un d'eux, 15 ans, élève du secondaire, cheveux blonds qui tombaient mollement sur les épaules, le contour des yeux orné de noir. Mais il n'y avait pas que des anarchistes. Des badauds qui profitaient de ce petit dimanche de printemps se sont fait prendre dans la souricière. Un homme de 30 ans, cheveux courts, visage poupin, l'air égaré, n'en revenait pas de se retrouver coincé entre deux rangées de policiers armés de matraques.</p>	<p>- Ça me stresse, a-t-il dit. C'est pas mon milieu, ici. - Et vous faites quoi, dans la vie? - Comptable. Plus loin, un homme et une femme, petit couple tranquille, qui magasinait au centre-ville. L'air égaré, eux aussi. Ils n'avaient pas la dégainé anarchiste. Pourtant, ils ont été arrêtés. Un dimanche qui a mal tourné. ***** Le plus impressionnant, dans toute cette histoire, c'est l'extrême nervosité des policiers qui chargent une foule et qui essaient ensuite de la contenir. J'ai passé 45 minutes à deux pieds d'eux. Je voyais l'adrénaline dans leurs yeux. Je ne leur faisais pas confiance. J'avais peur qu'ils se mettent à jouer de la matraque. Le porte-parole de la police, Ian Lafrenière, m'a expliqué dans le menu détail la montée de la tension, le dérapage des manifestants, qui ont mis la main sur des briques, la stratégie de la police, qui a réussi à encercler le noyau dur au coin des rues Bleury et Sainte-Catherine. Ça fait 13 ans que le Collectif opposé à la brutalité policière organise une manifestation, 13 ans que cela tourne au vinaigre et que les arrestations se multiplient. Au moins 500 policiers ont été mobilisés pour essayer d'encadrer les manifestants. Dure tâche. Je comprends. Mais la police devrait calmer ses troupes quand elle sonne la charge, parce qu'il peut y avoir des comptables et des jeunes couples égarés au milieu de la foule. Le droit de manifester fait partie de l'attirail de toute démocratie qui se respecte. Ces jeunes anarchistes ne veulent pas faire sauter la ville. Ils dénoncent la brutalité policière en foutant le bordel. Oui, il y a des dérapages, mais Montréal n'est pas Beyrouth. Alors on se calme.</p>
---	--	--

LA PRESSE : Chronique : Petits rots révolutionnaires, par Patrick Lagacé, La Presse – Lundi 16 mars 2009

<p>Il se peut très bien que je sois un agent du grand Capital, un outil de la répression policière, un allié des puissants qui nous gouvernent en disant ceci: à quoi ça rime, cette manif contre la brutalité policière?</p>	<p>Chaque année, en mars, c'est la même chose. Des jeunes se réunissent, marchent dans les rues de Montréal, se frottent aux flics, cassent des choses.</p>	<p>Je peux comprendre la colère de certains jeunes. Ceux qui campent place Émilie-Gamelin, surtout. Ils ne voient pas la police de la même manière que je peux la voir. On trouve un fort contingent</p>
---	---	--

de ceux-là dans la manif du Collectif contre la brutalité policière.

Sauf qu'il y a des trucs que je ne comprends pas. Que je ne comprendrai jamais. Peut-être que cela fait de moi un complice de cette brutalité policière qui, selon les militants du Collectif, sévit au quotidien dans notre ville.

Par exemple, casser la vitrine de la minuscule pizzeria Pizza Ben, au coin des rues Sainte-Famille et Sherbrooke. Par exemple, casser la vitre de la porte à côté de chez Pizza Ben, qui donne accès à un immeuble, un de ces vieux immeubles à logements qui porte un nom pompeux, dans ce cas «Le Châtelain».

Par exemple, casser une vitre du complexe des sciences de l'UQAM, au coin des rues Saint-Urbain et Sherbrooke.

Par exemple, vandaliser des autos, au hasard, rue Sainte-Catherine.

Je ne suis même pas en train de vous faire un discours pacifiste. C'est juste que je ne vois pas le symbole de la répression policière dans Pizza Ben, dans Le Châtelain, dans l'UQAM (l'université du peuple!) ou dans les voitures de citoyens anonymes.

Ah, c'est vrai, la manif n'est pas que dirigée contre la brutalité des flics. Elle concerne aussi, si je me fie à l'écho de la foule, la société capitaliste. Tiens, il y a cette photo superbe sur le site de Radio-Canada. Un type, dans la manif, distribue un journal, Le Drapeau rouge. Il porte un bandana

rouge qui lui cache les cheveux. Un foulard tout aussi rouge, marqué de la faucille et du marteau soviétiques, cache son nez et sa bouche. On dirait un Zorro communiste.

La manchette du journal Le Drapeau rouge, que Zorro tient dans ses mains: «Le printemps anticapitaliste commence maintenant.»

Bon. Mettons que cette manif contre la brutalité du SPVM est en fait un message subliminal contre ces capitalistes qui oppriment le prolétariat. Mettons.

Je repose donc les mêmes questions, camarades...

Pourquoi Pizza Ben?

Parce que la pizza est fondamentalement hostile au bolchevisme?

Pourquoi Le Châtelain?

Parce qu'on y abrite des penseurs du néolibéralisme moderne?

Pourquoi le complexe des sciences de l'UQAM?

Parce que les biologistes sont des collabos du Grand Kapital?

Pourquoi les voitures de citoyens, rue Sainte-Catherine?

Parce que ce n'était pas des Lada?

En quoi les trucs auxquels vous vous êtes attaqués sont-ils des symboles de l'oppression néolibérale mondialisée?

Pizza Ben! Je suis déjà allé engloutir, un soir de fin de brosse, une pointe pepperoni-fromage chez Pizza Ben. On est loin de Pizza Hut, les amis, côté

symbole capitaliste. Mon souvenir est un peu flou, mais je me souviens d'immigrés, arabes, je crois. La porte d'entrée de la grande aventure de bien des immigrés en Occident: un petit business de livraison de bouffe...

Je ne vais pas vous donner des suggestions, camarades, mais il y a des vitrines autrement plus symboliques à casser que celle de Ben Pizza, merde. On dirait que vous êtes trop lâches pour le faire. Alors vous vous rabattez sur l'UQAM. Et sur les fourgonnettes des gens.

Ai-je dit lâches? Pardon, incultes est peut-être plus juste.

On dirait que votre manif antiflics et anticapitaliste, c'est surtout l'occasion d'un petit party où on casse des trucs, au hasard, selon la courbe aléatoire de vos randonnées dans la ville. C'est amusant, de casser des trucs. Surtout quand ce ne sont pas les vôtres. On pense à Franz Ferdinand: «What's wrong with a little destruction...»

Zéro cohérence. Zéro discours. Zéro intelligence tactique et symbolique.

C'est du calibre de la manif de troisième secondaire qui dénonce la bouffe de la cafétéria de la polyvalente.

Vous vous prenez pour le Che, mais vous êtes des tatas sans envergure. Et, chaque fin d'hiver, vous en faites la preuve avec une constance et un acharnement absolument exemplaires.

Bravo. Vraiment, bravo.

LA PRESSE – LE SOLEIL : Près de 200 arrestations – Lundi 16 mars 2009

Martin Croteau, La Presse

Des vitrines fracassées, des voitures vandalisées, des poubelles incendiées. Des badauds qui se sont retrouvés au mauvais endroit au mauvais moment. L'atmosphère était tendue hier dans les rues du centre-ville de Montréal. La manifestation qui avait pour but de dénoncer la brutalité policière a vite tourné à l'anarchie. Près de 200 personnes ont été arrêtées.

La manifestation contre la brutalité policière qui a eu lieu dimanche à Montréal a été l'une des plus mouvementées des dernières années. Des centaines de contestataires ont passé cinq heures à jouer au chat et à la souris avec les policiers dans les rues du centre-ville, et quelque 200 personnes ont été arrêtées.

Au plus fort des troubles, en fin d'après-midi, des manifestants ont arraché les planches et les structures de métal d'un échafaudage au Complexe Desjardins pour les traîner au milieu de la rue Sainte-Catherine. Ils ont lancé des briques, des pierres, des morceaux de métal et des légumes en direction des policiers.

L'escouade antiémeute a ensuite provoqué un mouvement de panique lorsqu'elle a chargé une foule composée de manifestants et de simples passants. Un cordon policier a finalement encerclé et arrêté une centaine de personnes à l'angle des rues Sainte-Catherine et de Bleury.

Selon le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), plus de 25 commerces et voitures ont été endommagés. Les autorités s'attendent à ce que le total augmente dans les prochaines heures, à mesure que des citoyens porteront plainte. Des manifestants ont aussi vandalisé plusieurs voitures de patrouille. Deux policiers ont été légèrement blessés.

Au total, 198 personnes ont été arrêtées. Du nombre, 48 feront face à des accusations criminelles pour voies de fait, possession d'arme ou méfait. Les autres ont reçu une contravention pour avoir participé à un rassemblement illégal. La vaste majorité d'entre elles ont été libérées dimanche soir.

C'est quatre fois plus d'arrestations que l'année dernière, alors qu'on en avait compté 47. Le record avait été établi en 2002: 371 personnes avaient été arrêtées.

«On est somme toute assez heureux du résultat parce qu'il n'y a pas beaucoup de blessés et ce ne sont pas des blessés graves, a indiqué le porte-parole du SPVM, Ian Lafrenière. Mais c'est triste qu'encore une fois ça se termine comme ça.»

Le rassemblement débutait officiellement à 14 h, mais tant les manifestants que les policiers avaient pris de l'avance. Dès 13h30, une foule compacte s'était massée devant le métro Mont-Royal, tandis qu'une fanfare enchaînait des mélodies. Des policiers à cheval et plusieurs patrouilleurs à vélo circulaient dans le secteur.

Les organisateurs ont appelé la foule à défilé dans le calme.

«Comme dans toute manifestation, c'est très difficile d'avoir le contrôle sur les manifestants, a affirmé Pierre Francoeur, du Collectif opposé à la brutalité policière. Il pourrait y avoir du grabuge, mais nous, on ne l'encourage pas.»

Plusieurs affichaient ouvertement leur intention de s'attaquer aux policiers. «Si on ne fait pas de casse, personne ne va en parler», a affirmé Frank, dont le visage était partiellement couvert par une cagoule. Le jeune homme, qui se décrit comme un «voyageur», affirme avoir fréquemment été pris à partie par les policiers.

Dès 13h45, les policiers ont arrêté cinq personnes masquées qui transportaient des pierres dans leur sac à dos. Ils ont bloqué l'accès au métro, s'attirant les injures de la foule.

Des contestataires ont d'abord affronté un rang d'une trentaine de policiers à l'angle de l'avenue du Mont-Royal et de la rue Berri. Ils ont lancé les légumes et les fruits que plusieurs avaient apportés à cette fin. Des agents ont riposté avec du gaz-poivre. La foule s'est dirigée vers la rue Saint-Denis.

Sous le regard médusé des promeneurs qui profitaient d'un dimanche ensoleillé sur les terrasses, les manifestants ont poursuivi leur marche vers le

sud jusqu'à la rue Sherbrooke. Là, ils étaient attendus par un imposant dispositif policier.

Explosions et projectiles

Deux explosions ont retenti lorsque les groupes sont arrivés face à face. Un projectile tiré par les policiers a fracassé la vitrine du Café Vienne. Un autre a terminé sa course dans la jambe de Jacqueline Perez.

Une infirmière bandait la plaie de Mme Perez lorsque La Presse l'a rencontrée. Elle fait partie du Comité des mères et grands-mères pour la justice et la vie et prenait part à sa première manifestation contre la brutalité policière.

«On est ici parce qu'on trouve qu'on n'a pas fait justice à Fredy Villanueva, a-t-elle indiqué. Je suis là pour appuyer les jeunes qui font cette manifestation depuis des années.»

Elle estime que ce sont les policiers qui ont provoqué les manifestants.

Après cet affrontement, peu après 15h30, un groupe s'est engagé vers l'ouest, rue Sherbrooke. Des casseurs ont mis le feu dans une poubelle et l'ont placée en plein milieu de la rue. D'autres ont fracassé une vitre du pavillon des sciences de l'UQAM et l'entrée d'un hôtel.

La foule a ensuite pris d'assaut la rue Sainte-Catherine, où des milliers de personnes faisaient leurs emplettes. Le passage du cortège n'a pas laissé de graves dommages près des centres commerciaux. Quelques vitrines ont été enduites de peinture blanche, mais sans plus.

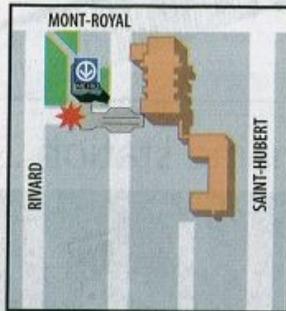
La situation a dégénéré en face de la Place des Arts, lorsque les manifestants ont utilisé des matériaux de construction pour ériger des barricades et lancer des briques vers les policiers.

Après cet affrontement, des policiers armés de matraques et de boucliers ont encerclé une centaine de personnes près de la rue de Bleury. Pendant ce temps, les autres émeutiers se sont peu à peu dispersés.

En soirée, un groupuscule continuait de tenir les policiers en haleine, mais il n'y a pas eu plus de casse.

- Avec la collaboration de Violaine Ballivy

LE FIL DES ÉVÉNEMENTS



1 13h45

Avant même le début de la manifestation, les policiers arrêtent cinq personnes masquées derrière le métro Mont-Royal. Une demi-heure plus tard, les affrontements commencent lorsque des manifestants lancent des légumes sur les agents.



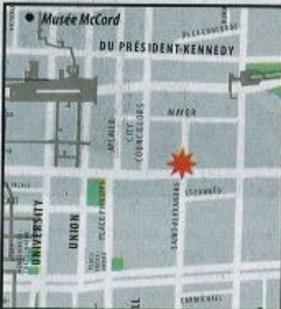
2 15h

Deux explosions retentissent au coin des rues Saint-Denis et Sherbrooke. Trois cordons policiers attendent la marche. Un projectile tiré par un agent fracasse la vitrine d'un immeuble. Un autre blesse une manifestante à la jambe.



3 15h30

Des manifestants mettent le feu dans des poubelles rue Sherbrooke, au coin de la rue Clark. Un peu plus loin à l'ouest, ils fracassent une vitre du pavillon des sciences de l'UQAM et la porte d'un hôtel.



4 16h

Le cortège se déverse dans la rue Sainte-Catherine, où des milliers de personnes font leurs emplettes. Certains manifestants tentent de renverser une voiture de patrouille au coin de la rue Saint-Alexandre. Quelques vitrines sont aspergées de peinture blanche.



5 16h45

Au plus fort des affrontements, devant la Place des Arts, des manifestants lancent des briques, des pierres et des morceaux de métal vers les policiers. Ils érigent un barrage avec des matériaux de construction pris sur un chantier tout près. La police charge la foule, à laquelle s'étaient mêlés des centaines de curieux.



6 17h15

Après avoir été encerclés par l'escouade antiémeute au coin des rues Sainte-Catherine et de Bleury, environ 100 personnes sont arrêtées. Les policiers les ont fait sortir du cercle une à une et placées dans des autobus.

LA PRESSE : Des citoyens outrés par la casse – Lundi 16 mars 2009

Martin Croteau, La Presse

Le concert pour enfants de l'Orchestre symphonique de Montréal s'est terminé sur une mauvaise note pour Tatyana Satanodski. À sa sortie de la Place des Arts, avec sa fille et quatre copines, elle a découvert que des manifestants avaient fracassé le pare-brise de sa fourgonnette.

Le véhicule était garé au coin des rues Sainte-Catherine et Saint-Urbain, à quelques mètres du quartier général du SPVM. Une cinquantaine de policiers ont formé un cordon devant les manifestants qui tentaient de gagner l'immeuble, en fin d'après-midi.

Voyant qu'ils n'arriveraient pas à franchir le cordon, des contestataires ont pris trois conteneurs à déchets dans un chantier de construction et les ont projetés vers les policiers. L'un des conteneurs a percuté le pare-brise de la fourgonnette de Mme Satanodski.

Tout en consolant tant bien que mal sa fille, Rvital, 7 ans, qui pleurait, la mère de famille

enlevait les éclats de verre de l'intérieur du véhicule à l'aide de son balai à neige lorsque La Presse l'a rencontrée.

«Je ne comprends pas comment des manifestants contre la brutalité policière peuvent en venir à endommager la voiture des autres», a-t-elle affirmé, furieuse.

Le groupe d'amies estime qu'il faudrait poursuivre le Collectif opposé à la brutalité policière, le groupe qui a organisé la manifestation.

Quelques mètres plus loin, Jean-François Fortin découvrait la vitre fracassée de sa Toyota dorée. Venu magasiner avec trois amis, il n'avait pas prévu que des manifestants allaient se masser devant l'esplanade de la Place des Arts pour lancer des briques et des objets de métal aux policiers.

«C'est con, a-t-il laissé tombé, l'air abattu. Je suis certain qu'ils ont de bons motifs, mais il y a tout le temps des innocents qui manquent d'attention.»

Ces automobilistes ne sont pas seuls à avoir été importunés par la manifestation, qui s'est propagée un peu partout dans les rues du centre-ville. Employé de Futon S.V.P., rue Saint-Denis, Steve Blanchette n'a pas hésité une seconde en voyant des centaines de personnes approcher de son magasin. Il a immédiatement verrouillé les portes du commerce et protégé l'entrée avec un grillage. «On s'y attendait un peu, a-t-il confié. C'est comme ça chaque année.»

Mais d'autres passants étaient plutôt amusés par les manifestants. Martine Anderson, venue visiter un appartement au centre-ville, a confié être plutôt sympathique à leur cause. Elle se trouvait dans la foule lorsque l'escouade antiémeute a chargé, provoquant un véritable mouvement de panique. «Pour tout dire, a indiqué l'étudiante, j'ai beaucoup plus peur des policiers que des manifestants.»

80¢ • TAXES | ÎLES-DE-LA-MADELEINE 1,33\$ | ÉDITION PROVINCIALE 89¢ • TPS • TVQ | FLORIDE 2,36\$ US

QUEBECOR

PLUSIEURS DE NOS DIRIGEANTS
RESTENT INCONNUS DES QUÉBÉCOIS

POLITICIENS ou fantômes?

SONDAGE
EXCLUSIF
PAGES 14 ET 15



DE BRYAN ADAMS
À MICHEL LEGRAND

Grande soirée STAR ACADEMIE

PAGE 56

PHOTO LE JOURNAL

Montréal | Lundi 16 mars 2009 | Vol. XLV N° 271 | 104 pages

le **Journal** de
montréal



La police arrête
200 manifestants

BANDE DE VOYOUS

PAGES 2 À 4

PHOTO CP

MARTINEAU



Les ANARCHISTES à iPod

PAGE 6



Qualinet.ca
Leader en nettoyage



514 **344-7337**
Dégât d'eau • feu



MANIFESTATION



1

« Tout un spectacle »

ÉRIC YVAN LEMAY
Le Journal de Montréal

Installés sur les balcons ou dans les vitrines, des dizaines de personnes se sont réunies pour voir passer les manifestants, hier. Il n'était pas question pour eux de manquer l'Événement de la journée.

« Je suis venu voir le spectacle même si je ne crois pas à leur cause », dit Eugène, debout sur le trottoir face à la station de métro Mont-Royal. « J'habite tout près et je me suis dit que je passerais en revenant de la bibliothèque. »

Sa voisine, Micheline Paquette, habite la rue Rivard à quelques coins de rue de là. « Je voulais juste regarder. C'est la première fois qu'ils partent d'ici alors j'ai décidé de venir voir », dit la dame bien assise sur la base en ciment d'un lampadaire.

Partout, le long du parcours, des gens sortaient sur les balcons pour filmer le passage des manifestants. Certains n'ont pas hésité à grimper sur les toits pour avoir une meilleure prise de vue.

Un spectacle en plein air

À la Villa Médica, plusieurs bénéficiaires étaient sortis avec leur chaise roulante pour voir l'attroupement passer sur la rue Sherbrooke.

« C'est tout un spectacle ! C'est pas drôle de voir ça », a dit M. Alain, assis devant le centre d'hébergement de la rue Sherbrooke.

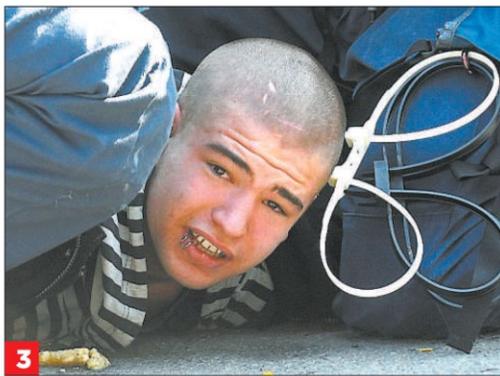
« C'est fou, dit un autre patient, Albert Goudrault. Ce sont des jeunes qui ne travaillent même pas, et là, ils viennent vider nos poubelles ! »

Une petite famille mexicaine en visite au pays s'est, elle aussi, mêlée à la foule près du métro. Même s'il était accompagné de sa fille de trois ans, Eduardo Ibarra, ne s'en faisait pas. Il trouvait drôle que l'on manifeste contre les policiers ici au Canada. « Chez nous, c'est pire. »

eylemay@journalmtl.com



2



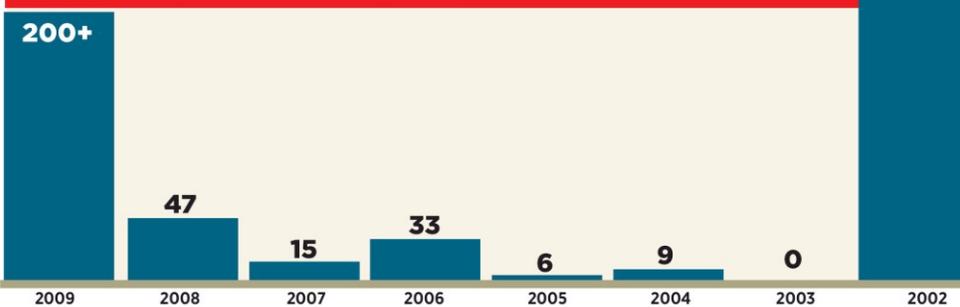
3

PHOTO MARC PIGEON ET PC

1. À la Villa Médica, certains bénéficiaires sont sortis avec leur fauteuil pour voir passer les manifestants. 2. Un homme est assis dans l'embrasure de la fenêtre d'un commerce près du métro Mont-Royal pour ne rien manquer de la manifestation. 3. Un des manifestants maîtrisé par les policiers. Plusieurs ont d'ailleurs donné du fil à retordre aux forces de l'ordre.

371

NOMBRE D'ARRESTATIONS DEPUIS 2002 :



VANDALISME



PHOTO THIERRY AVRIL

■ Les manifestants ont érigé une barricade de fortune sur la rue Sainte-Catherine. Elle a été déplacée par les policiers qui ont arrêté plusieurs trouble-fêtes.

PLUS DE 200 ARRESTATIONS

Le centre-ville livré aux casseurs

Le centre-ville de Montréal a été le théâtre d'une manifestation qui a tourné en véritable spectacle, hier. Le jeu du chat et de la souris entre anarchistes et policiers a donné lieu à plus de 200 arrestations.

MARC PIGEON

Le Journal de Montréal

Avec le soleil et la température clémente, l'événement est devenu un *happening* urbain auquel ont pris part des milliers de manifestants et de badauds (voir texte page 2).

Les manifestants ont répondu nombreux à l'invitation du Collectif opposé à la brutalité policière, au métro Mont-Royal.

Cagoules, foulards, pantalons de camouflage, pancartes, fanfare : tout y était. On y fournissait même des légumes à lancer aux policiers.

Les agents étaient eux aussi très nom-

breux au rendez-vous avec l'escouade anti-émeute, la cavalerie et les policiers à vélos. Les bouteilles, pierres et légumes se sont rapidement mis à voler vers les policiers.

De nombreux autres policiers casqués attendaient plus loin, cachés dans des véhicules banalisés. Des ambulances d'Urgences-Santé et des autobus de la STM loués pour l'événement, étaient aussi en retrait.

Gaz lacrymogène

Un commandant de la police a déclaré l'attroupement illégal au micro vers 14 h 45 et a sommé les manifestants de se disperser. Ils ont alors pris la direction sud, sur la rue St-Denis.

Les premiers gaz lacrymogènes ont été lancés par la police angle Saint-Denis et Sainte-Catherine. Les manifestants ont pris la direction ouest, piquant par le Carré Saint-Louis.

C'est sur la rue Sherbrooke que la casse s'est amorcée: vitrines éclatées, poubelles vidées et incendiées.

«J'ai entendu un gros bang et je suis sorti voir ce qui se passait, dit Robert Labrecque, du magasin Dormez-Vous. Un gars m'a menacé : *rentre en dedans si tu veux pas te faire frapper à ton tour*. Ils manifestent contre la violence et ils en font eux-même!»

Scandant des slogans du genre «justice nulle part, police partout» ou «f... the police», la foule a investi le site de l'université McGill pour reprendre vers le sud jusqu'à la rue Sainte-Catherine.

Barricade

Les sirènes ont retenti dans le centre-ville pendant plusieurs heures. L'hélicoptère de la Sûreté du Québec, venu en appui avec ses caméras, a survolé la manif tout l'après-midi. La direction de la police coordonnait ses troupes au sol depuis le

quartier général, où étaient colligés tous les mouvements de foule, en temps réel.

Après quelques dommages à des commerces et quelques voitures sur la rue Sainte-Catherine, la foule s'est retrouvée devant la Place des Arts. Les manifestants ont bravé la police en leur lançant pierres, briques et autres projectiles.

Ils ont démolé un chantier de construction pour ériger une barricade sur Sainte-Catherine, avec planches et clôtures. Les policiers ont rapidement dispersé une grande partie de la foule en fonçant sur les manifestants. Les plus récalcitrants se sont retrouvés à l'angle des rues Sainte-Catherine et Bleury, où des gaz lacrymogènes ont été lancés.

Les policiers ont encerclé une soixantaine de manifestants et les ont arrêtés un à un au cours de la soirée. Le plus jeune manifestant arrêté avait 14 ans.

mpigeon@journalmt.com

MANIFESTATION



Aspergée de peinture

Catherine Boisvert et trois de ses amis ont été aspergés de peinture lancée par des manifestants. Ils venaient tout juste de quitter un restaurant Burger King de la rue Sainte-Catherine lorsqu'ils ont été coincés par la manifestation. Alors qu'ils se réfugiaient près de la porte, une bombe de peinture a éclaté juste au-dessus de leur tête. « Ils sont fucking chiens », n'a pu s'empêcher de lancer la jeune femme.

Une petite vedette

Un des premiers manifestants à s'être montré devant les policiers cherchait visiblement à se faire remarquer. Alors que la marche n'était pas encore commencée, il s'est présenté avec son masque à gaz devant les policiers. Il s'est agenouillé devant les agents à cheval tout en s'assurant que les caméras l'avaient bien vu. Il a répété son petit manège devant un groupe de policiers qui portaient matraque et casque. On le voit ici avec et sans son masque de vedette.



16H00 ■ Une boîte aux lettres prend feu sur la rue University au coin de la rue Milton.

■ Les manifestants ont laissé la désolation à plusieurs endroits derrière eux. Voyez en images le résultat de quelques-uns de ces gestes délibérés qui ont fait pour plusieurs milliers de dollars de dommages. Suivez également le parcours des casseurs qui ont défié les policiers pendant plus de trois heures.



15H51 ■ Une poubelle flambe sur la rue Sherbrooke à deux pas du Complexe des sciences de l'UQAM. Plusieurs commerces et hôtels de la rue Sherbrooke ont vu leur vitrine voler en éclat ou être aspergée de peinture.





UN REPORTAGE DE
ÉRIC YVAN LEMAY
et **MARC PIGEON**

eylemay@journalmtl.com mpigeon@journalmtl.com

DÉPART

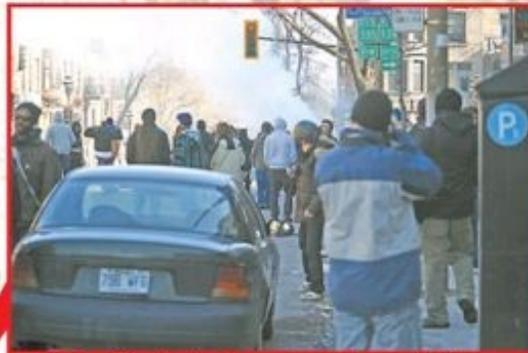


Station
Mont-Royal

Rue St-Denis



14H50 ■ Un jeune homme vide une boîte de légumes sur les policiers. Pendant quelques minutes, il lance concombres, poivrons et laitues sous les yeux de nombreux photographes et simples passants.



15H22 ■ Une bombe lacrymogène explose au coin des rues Sherbrooke et Saint-Denis. Les manifestants rebroussement chemin pour aller emprunter la rue Saint-Louis.



16H50 ■ Un homme est blessé à la tête lors d'un affrontement entre policiers et manifestants sur l'esplanade de la Place des Arts.



16H39 ■ Quelques individus s'emparent de panneaux sur un chantier de construction à proximité pour créer une barricade sur la rue Sainte-Catherine face au Complexe Desjardins.

LA MANIF EN CHIFFRES

- 48** arrestations pour infractions criminelles
- 150** arrestations pour infractions à des règlements municipaux
- 2** policiers blessés

LE MUR DE LA HONTE

Non loin du magasin Future Shop, rue Sainte-Catherine, un mur de briques s'est effondré sur le trottoir, environ 30 minutes avant le passage des manifestants. Voilà des projectiles parfaits pour les manifestants mal intentionnés, servis sur un plateau d'argent. Après avoir cassé la vitre d'une voiture stationnée tout près, des casseurs s'en sont emparés pour ensuite les lancer aux policiers, une fois rendus devant la Place des Arts. Un policier a d'ailleurs été blessé après avoir reçu une brique. Un autre s'est blessé en chutant.

JOURNALISTES ARRÊTÉS

Quatre journalistes de grands médias ont été arrêtés par les policiers au cours de l'après-midi. Selon la police, ils ont été encerclés en compagnie de plusieurs manifestants. Lorsqu'ils ont fait valoir leur statut de représentants de la presse afin d'être libérés, plusieurs des manifestants arrêtés ont aussi prétendu (faussement) être des journalistes. Une situation qui a donné du fil à retordre aux forces de l'ordre.

STRATÉGIE EFFICACE

La police a mis en oeuvre une stratégie qui semble s'être avérée efficace, hier. Des agents d'infiltration mêlés à la foule ont eu pour mandat d'identifier des fauteurs de troubles et de les neutraliser dès le début de la manifestation. Des manifestants ont notamment « disparu » de la circulation au cours d'une opération-choc rapide. L'un d'entre eux s'amusa à lancer des feux d'artifice en direction des policiers.

PANTALONS DE CAMOUFLAGE

Malgré l'appel de la direction de retirer leurs pantalons de camouflage durant la manifestation, plusieurs agents portaient leur tenue de combat. L'escouade anti-émeute avait toutefois revêtu l'habit réglementaire. Ce sont majoritairement les agents chargés de la circulation qui portaient le kaki, mais aussi le brun, le bleu et le orange. Rappelons que la direction du SPVM s'est adressée au Conseil des services essentiels la semaine dernière pour demander que les agents retirent leur tenue de camouflage durant la manifestation jugeant qu'elle pouvait entraîner une confusion dangereuse. La direction a toutefois été déboutée.

Que pensez-vous de cette manifestation ?

ÉCRIREZ-NOUS : opinions@dm.canoe.ca

APPELEZ-NOUS : Tél: 514 329-8777 Ext: 1888 767-688

PHOTOS THIERRY AVRIL ET MARC PIGEON



FRANC-PARLER
RICHARD MARTINEAU
martineau@journalmtl.com



Le Festival de l'anarchie

Un autre manif dans les rues de Montréal, hier.

Un autre « marche pacifique » qui a vire à la foire d'empoigne.

Ca devient une tradition. La Ville devrait inscrire l'évènement dans le calendrier des activités culturelles de la métropole.

Après le Festival de Jazz et le Festival Juste pour rire : le Festival International de l'anarchie.

LE PARC JURASSIQUE

Imaginez le potentiel commercial. On pourrait vendre des cages, des t-shirts de Che Guevara, des briques.

Les syndicats pourraient même recevoir leurs vieilles poubelles.

Hier, il y avait un manifestant qui se promenait avec un foulard rouge orné d'une faucille et d'un marteau. Il distribuait des tracts encourageant les citoyens à participer à la révolution anticapitaliste.

En 2008, l'Alors que la Chine, qui crevait de faim sous Mao, vit une ère de prospérité grâce à la mondialisation et au capitalisme !

J'avais l'impression d'être dans le Parc Jurassique, et de me retrouver devant un dinosaure qui a été cloné à partir d'une goutte de sang qu'on a prélevée sur une vieille maquette qui traînait dans le troisième sous-sol du quartier général de la SG...

« ...si on ne cassait rien, les gens ne parleraient pas de nous autres. »

À BAS LE SYSTÈME !

Les citoyens de Québec voulaient attirer les touristes en reconstituant la Bataille des Plaines. Oubliez ça, les amis, c'est trop vieux, trop poussiéreux... Qui veut voir des retrains ?

Recommencez les trucs à coups de monogènes !

Vous voulez faire du fric ? Visez les jeunes. Organisez des reconstitutions de Mai 68.

Ca, ça va marcher !

Tous les jeunes blasés qui s'ennuient avec leur iPod, leur iPhone et leur Book ont se précipiter chez vous pour jouer aux révolutions de fin de semaine.

Imaginez : lancer des briques à la police ! Franchiser des vitrines ! Renverser des autos !

C'est pas mal plus l'im que d'aller jouer au paintball !

Ca te donne l'impression de participer à la grande marche de l'Histoire, à la libération des peuples opprimés, à l'effranchissement du prolétariat.

T'allumes ton iPod Touch à 299 \$, tu plognes les écouteurs Bose à 129 \$, l'attache les Adidas à 99 \$, tu sélectionnes la dernière tournée de Tyto (groupe altermondialiste dont les CD sont vendus partout à travers le monde au prix modique de 33,99 \$), et t'es prêt à lutter contre la société de consommation.

KID KODAK

« Pourquoi tu fais du grabuge comme ça ? », demandait un journaliste à un casseur. Hier... les gens ne parleraient pas de ça que si on ne regardait pas les médias.

C'est la leçon numéro un de l'École de relations publiques Ben Laden : « Détruisez les caméras se pointent ». Si ton but consiste à voir ta brique capoter au bulletin de 20 h, effectivement, casser des vitrines est la marche à suivre.

Mais si tu veux faire passer un message, oublie ça, mon jeune. Tout ce que les gens vont se rappeler, c'est : « Manif = bordel ».

T'es autant de chance d'éveiller les consciences que le fils de Patrick Roy a de chances de se faire repêcher par une équipe professionnelle.

À VISAGE COUVERT

Pendant ce temps-là, les défenseurs des droits et libérés continuent d'affirmer qu'on ne doit pas interdire le port des cages et des masques lors des manif.

Ce sont les casseurs qui doivent être contents. Ils vont pouvoir continuer de fouir le bordel en toute impunité...

MÉTRO : 1ère page : Les policiers arrêtent plus de 200 personnes – Lundi 16 mars 2009

COLIN L'ÉRIGER, MÉTRO

Plus de 200 manifestants ont été arrêtés durant la 13e Journée internationale contre la brutalité policière, hier, à Montréal, selon le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

Quarante-huit personnes ont été appréhendées en vertu du Code criminel tandis que plus de 150 ont été interpellées pour avoir violé des règlements municipaux.

Vers 14 h, les manifestants se sont rassemblés au métro Mont-Royal à l'invitation du Collectif opposé à la brutalité policière. Le SPVM a installé un important périmètre de sécurité tout autour du rassemblement. Le trajet de la manifestation n'avait pas été dévoilé aux policiers.

Jouer au chat et à la souris

Les manifestants ont marché sur la rue Saint-Denis jusqu'à ce qu'éclate une escarmouche à l'intersection de la rue Sherbrooke. Des émeutiers au visage couvert ont lancé des pierres et des bouteilles vides sur l'escouade antiémeute. Les policiers ont gardé leur position tout en répliquant avec des grenades fumigènes. Vers 16 h, les policiers ont divisé le rassemblement en deux groupes.

L'un d'eux s'est dirigé vers l'ouest et l'autre a emprunté la rue Sainte-Catherine. Les contestataires du deuxième groupe sont entrés dans un immeuble en construction et ont utilisé des briques comme projectiles. Un policier a été légèrement blessé au bras.

«Au terme de ce qui a été une marche pacifique, il y a eu des actes de violence et de vandalisme», a indiqué le porte-parole du SPVM, Ian Lafrenière.

Un parallèle avec Montréal-Nord

La mort de Fredy Villanueva le 9 août dernier a nourri la colère des manifestants. «Il faut comprendre que Fredy a été assassiné par la police, a déclaré un des contestataires, Pierre Francœur. La Fraternité des policiers veut tout faire pour que son assassin soit blanchi.»

Avec La Presse Canadienne

MÉTRO.COM : Photos : Les policiers arrêtent plus de 200 personnes – Lundi 16 mars 2009





24 HEURES : 1^{ère} page – Lundi 16 mars 2009

GRATUIT - VOLUME 9 NUMÉRO 1 - WWW.24HEURES.CA

A LA UNE
Plus de 200 arrestations
 Le ralliement contre la brutalité policière a tourné au vinaigre.

ECOZONE
Bienvenue M. Suzuki
 L'environnementaliste David Suzuki signe une nouvelle chronique dans le 24 heures.

Recyclez-moi
 (après m'avoir lu)
GAGNEZ UN TÉLÉVISEUR 47"
 (500 \$) MARQUE PHILIPS
CONCOURS PAGE 39

24 HEURES : Manifestation contre la brutalité policière : la police procède à plus de 200 arrestations – Lundi 16 mars 2009

MANIFESTATION CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE

La police procède à plus de 200 arrestations

PAR JEAN-FRANÇOIS CYR ET JEAN-PHILIPPE ARCAND

Plus de 200 personnes ont été arrêtées dans le cadre de la manifestation contre la brutalité policière, hier dans une journée fort mouvementée sur le Plateau et au centre-ville.

Entre 400 et 500 manifestants ont envahi les rues pour témoigner leur colère à l'endroit des autorités policières. Ils ont lancé des insultes aux policiers et ont commis divers méfaits, comme mettre le feu aux poubelles ou encore briser le mobilier urbain. Des vitrines de certains immeubles ont d'ailleurs volé en éclats sur les rues St-Denis et Sherbrooke.

POLICIERS VISÉS

Des projectiles de toutes sortes ont aussi été lancés vers les policiers pendant presque toute la durée de la manifestation : bouteilles de bière, légumes, roches, briques, morceaux de bois. En outre, plusieurs échauffourées ont eu lieu entre

ces derniers et des agents de l'escouade antiémeute, afin de les empêcher de causer plus de ravages.

Vers 18 heures, la manifestation s'était passablement calmée alors que de nombreux groupes ont été dispersés au centre-ville, dans le secteur de la Place des Arts.

Des quelque 200 personnes arrêtées, certaines ont été neutralisées par simple mesure préventive. Selon Ian Lafrenière, porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal, les agents sont intervenus car les manifestants possédaient des bâtons ou des roches.

Pour les autres personnes amenées au poste de police, elles seront interrogées et pourraient être accusées de différents méfaits. Des agents passeront de nombreuses heures à monter des dossiers et amasser des preuves.

Aux dires de M. Lafrenière, au moins deux policiers et une personne ont été blessés. Le SPVM livrera le bilan de l'opération ce matin.



PHOTO LUC CING-MARS

Les policiers ont mis sous arrêt plus de 200 manifestants lors du ralliement contre la brutalité policière, hier.



PHOTO LUC CING-MARS

Les manifestants ne se sont pas gênés pour invectiver les policiers.



PHOTO LUC CING-MARS

Sur l'avenue du Mont-Royal, les manifestants avaient érigé une barricade.

THE GAZETTE : First page : ANGER IN THE STREET : 220 ARRESTED Vegetables, rocks fly in annual protest against police brutality - Monday, March 16, 2009

Rocks, bottles and tear gas flew, and police cracked down yesterday during the annual march against police brutality, arresting 220 people.



JOHN KENNEY THE GAZETTE

A protester throws vegetables at a line of riot police near the Mont Royal métro station yesterday during the annual march against police brutality.

Two police officers were slightly injured in the protest that began about 2 p.m. at the Mont Royal métro station and wound through streets downtown.

Wearing pictures of slain Fredy Villanueva and carrying signs asking, "Who will protect us from the police?" several hundred people – many wearing masks – marched through the Plateau Mont Royal and downtown, disrupting traffic and throwing food and other objects at police.

After about 90 minutes, police used tear gas to break up the crowd at Sherbrooke and St. Denis Sts, protesters said.

That started what turned into a long cat-and-mouse game, as police chased down roving bands of protesters. Some became violent. Marchers overturned garbage cans and set some on fire, and some vehicles and businesses were damaged by people throwing rocks.



Three hours after the march started, dozens of protesters were encircled by riot police at Ste. Catherine and Bleury Sts., where police fired rubber bullets at people throwing bottles and rocks.

A total of 172 arrests were for bylaw infractions, the most common of which was participating in an illegal demonstration. Police ruled the protest to

be illegal just as it began because some people were carrying weapons.

JOHN KENNEY THE GAZETTE



Police officers subdue a man near the Mont Royal métro station during yesterday's protest.

"We let them walk but then when we gave the order to leave, when it started to get violent about 3:30 or 4 p.m., we started arresting people," Montreal police Sgt. Ian Lafrenière said last night.

The other 48 people arrested are to face a variety of criminal charges, he said.

Hundreds of officers worked during the protest, including the riot squad and police on bicycles and horseback.

Many were wearing camouflage pants, something the city of Montreal tried unsuccessfully to stop for fear of mixing up police with protesters. Two police officers were slightly injured – one when he was hit in the arm with a rock; the other when he fell. Some people were arrested even before the demonstration started because they were carrying rocks and other objects, police said.

The protest, organized by the Collectif opposé à la brutalité policière, began around 2 p.m. at the Mont Royal métro station, where people clapped as a band played and listened to speeches criticizing police for the Aug. 9 killing of Fredy Villanueva. Villanueva, 18, was not armed when he was fatally shot and two others were injured. A public inquest is to begin May 25.

Organizers told protesters the police were "already on edge" and looking for any opportunity to arrest them.

"The police think they can do what they want, hit us with billy clubs, use pepper spray, arrest us – just because we say no to them," said one man, who added he has been arrested countless times, for things like spitting and sitting on park benches.

There was confusion throughout the afternoon, first when service on the métro's orange line was interrupted for nearly an hour – many demonstrators were taking the subway to the Mont Royal station. Someone pulled an emergency brake on

the platform in one of the stations, Société de transport de Montréal spokesperson Marianne Rouette said.

Outside the Mont Royal métro station, several hundred demonstrators were confined by police to two blocks of the street. Some protesters lit firecrackers and lobbed bottles, broccoli and other vegetables at riot police across the street. Police responded by spraying the crowd.

Police eventually let the crowd out onto St. Denis St., where they filled the street, blocking traffic and heading south. At some intersections no one was directing traffic, and drivers trying to cross or turn onto St. Denis were left cooling their heels.

Police had advised businesses to take precautions like keeping garbage cans and flower planters indoors, but most were open for business and few seemed worried about the demonstration, although some had moved items indoors.

"I have no problem with this; it's a march against violence, so there's no reason for me to believe there will be violence," said an employee at a framing shop on St. Denis. Customers were in the store, one paying for his purchase as chanting marchers went by.

But others disagreed. One man watching from the sidewalk shook his head as masked young people walked by.

"If it's a choice between them and the police, I'll take the police," he said.

Riot police eventually boxed in several dozen protesters at Bleury and Ste. Catherine, near a construction site. Some people went into the fenced area and picked up rocks and other items and threw them at police. Protesters said police responded by firing rubber bullets at them. Police Sgt. Lafrenière could not confirm last night whether officers used either rubber bullets or tear gas.

Riot police marched along Ste. Catherine toward the corralled demonstrators, clearing the street, and around 6 p.m. began arresting demonstrators, taking them out of the crowd one at a time, putting plastic handcuffs on them, frisking them and putting them on waiting buses. Four buses were filled with people who were arrested, and several police vans were also filled. It took until about 9 p.m.

At last year's march, 47 people were arrested and about 10 restaurant windows were broken and one car was firebombed.

An analysis by the Collectif last August says that 42 people have died at the hands of police in Montreal since 1987. Of those, 28 per cent were visible minorities. And in 86 per cent of those cases, police were exonerated.

That compilation did not include the Villanueva case.

RUE FRONTENAC.COM : Manifestation contre la brutalité policière: plus de 200 arrestations - Mise à jour le lundi, 16 mars 2009 00:20

Nouvelles générales - Enjeux

Écrit par Noée Murchison

La manifestation contre la brutalité policière a dégénéré rapidement dimanche à Montréal, donnant lieu à plus de 200 arrestations et blessant deux policiers.

Des centaines de manifestants se sont rassemblés vers 14h près du métro Mont-Royal pour la manifestation annuelle du 15 mars contre la brutalité policière.

Si des familles entières écoutaient calmement des musiciens au départ, l'ambiance s'est vite enflammée avec la mention de la mort de Fredy Villanueva sous les balles des policiers l'été dernier à Montréal-Nord.

«Fredy Villanueva a été assassiné par le capitaine Lapointe», scandait un porte-parole du Collectif contre la brutalité policière, déclenchant immédiatement des cris parmi la foule.

Arrestations

Un jeune homme armé d'un long bâton avec un bout couvert d'un sac de poubelle se faisait arrêter pendant que d'autres manifestants insultaient les policiers. Au moins cinq individus ont été arrêtés avant le départ de la marche.

Les policiers à pied et à cheval ont formé des cordons pour bloquer les rues et les ruelles adjacentes à Mont-Royal dès 13h30. Des policiers habillés comme des manifestants se sont aussi mêlés à la foule. Les stations Mont-Royal et Laurier ont été fermées temporairement.



Dès que la foule a entamé son parcours vers la rue Saint-Denis, des manifestants se sont mis à lancer des feux d'artifice, des fruits et des légumes pourris, des bouteilles, des roches et des balles de peinture vers les policiers et leurs voitures, ainsi que sur les trottoirs.

Les manifestants ont rempli la rue Saint-Denis de Mont-Royal à Rachel en scandant des slogans et en lançant des feux d'artifice et des bouteilles.

Hostilités

Un petit groupe de casseurs a tenté de déclencher les hostilités avec les policiers qui devançaient la foule à vélo dès 15h, leur lançant des grosses pierres et faisant exploser des pétards. D'autres participants les ont rapidement encerclés pour calmer le jeu.

Deux boîtes aux lettres ont été renversées par les plus énervés, tandis que des manifestants masqués ramassaient des briques sur un chantier de construction.

Surpris de la violence de la foule, des passants quittaient la rue Saint-Denis en courant, tandis que certains commerçants décidaient de verrouiller leurs portes.

Les policiers ont formé un cordon pour bloquer les manifestants au coin de la rue Sherbrooke. Deux

explosions ont retenti vers 15h30 pendant que des manifestants lançaient des bouteilles, des roches et même quelques meubles en direction des policiers qui se cachaient derrière leurs boucliers.

Casse

Des gaz lacrymogènes ont été tirés dans la foule vers 16h. Dix-sept personnes avaient déjà été arrêtées, et un policier avait été blessé au bras par une brique lancée par les casseurs.

Les policiers se sont ensuite dirigés dans différentes directions pendant que les manifestants, confus, se dispersaient vers le square Saint-Louis, l'UQAM et le boulevard Saint-Laurent.

Les plus énervés se sont finalement dirigés vers le Complexe Desjardins, où ils ont vandalisé des voitures et des commerces au coin des rues Saint-Urbain et Sainte-Catherine. Des feux ont aussi été allumés pendant que la manifestation se transformait en casse généralisée.

Un autre policier s'est blessé en faisant une chute. À 21h, plus de 200 personnes avaient été arrêtées.

Quarante-huit personnes seront accusées en vertu du Code criminel pour voie de faits, méfait ou possession d'arme. Entre 150 et 170 autres mani-

festants ont été interpellés par les policiers pour avoir enfreint les règlements municipaux.

Domages importants

De nombreux véhicules du Service de police de la Ville de Montréal ont été endommagés, et une vingtaine de citoyens s'étaient déjà plaints de dommages à leur propriété vers 21h. Il est toutefois trop tôt pour estimer les dommages matériels, qui promettent d'être importants.

Il faut remonter à 2002, quand 371 personnes avaient été interpellées, pour compter autant d'arrestations à cette manifestation annuelle.



Les policiers de Montréal ont procédé à plus de 200 arrestations dimanche.

Photo Luc Laforce.

RUE FRONTENAC.COM : Galerie de photos: Luc Laforce – Lundi 16 mars 2009













CBC NEWS : 48 arrested at police-brutality protest in Montreal - Last Updated: Sunday, March 15, 2009 | 11:23 PM ET

At least 48 people were arrested Sunday in Montreal during a march against police brutality that drew about four hundred demonstrators. There were concerns that the 13th annual protest, organized by the Collective Opposed to Police Brutality, would turn violent as it has in recent years. The fears were accentuated this year because of last summer's fatal shooting by police of 18-year-old Freddy Villanueva in a Montreal North parking lot, which sparked a night of rioting in the working class, multi-ethnic borough.

Several hundred protesters took to the streets Sunday beginning at 2 p.m. ET at Mont-Royal metro station, where they fanned out in an attempt to destabilize police officers who were trying to keep track of the roving demonstrators. David Ngo, who was stuck in his car for nearly two hours because of the protest, said: "I am worried.... When something like this happens, there's nothing you can do except stay in your car and close your windows."

Montreal police spokesman Ian Lafrenière said many of those arrested were carrying sticks or stones. Two officers were slightly injured. Some of the protesters were tossing fireworks, police said. Television footage showed some people throwing rocks at businesses, including hotels. Protesters were shown to be clutching their faces because of tear gas released by police. Hundreds of officers, some on horseback and bicycles but many on foot, kept track of the protesters, many of whom wore masks.

Violaine Ballivy, La Presse
 Il n'y a pas que les policiers qui seront sur le quai ce samedi après-midi, lorsque des centaines de personnes manifesteront dans les rues de Montréal contre la brutalité policière. Des commerçants du Plateau-Mont-Royal aussi seront sur leurs gardes et prendront les grands moyens pour limiter la casse qu'appréhendent les autorités.
 «Je vais verrouiller les portes dès que les marcheurs vont arriver dans les environs», affirme Suhai Kam, propriétaire d'un petit dépanneur situé juste à côté du local de la Fraternité des policiers de Montréal, devant lequel les manifestants ont promis de s'arrêter en début d'après-midi. Au cours des derniers jours, des agents ont fait savoir aux commerçants des environs qu'ils anticipaient des débordements. «Ils m'ont dit de me protéger et d'être prudent, alors je le ferai», dit M. Kam.
 Une fois n'est pas coutume, Kamil Assaleh passera ainsi la journée dans sa bijouterie de l'avenue Mont-Royal, à quelques mètres à peine du point de rencontre des manifestants. «On ne sait jamais

ce qui peut arriver, il suffirait d'un seul geste de provocation, d'un côté ou de l'autre, pour que ça tourne mal», lance-t-il. Comme tous les dimanches, son commerce sera fermé, mais il craint de voir ses vitrines voler en éclats. «Si je suis là, je pourrai au moins empêcher les vandales d'entrer et de tout démolir.» François Charbonneau aussi se privera de son congé dominical pour monter la garde à la Papeterie Le Plateau. «Je vais vider mes vitrines et contrôler toutes les allées et venues», explique-t-il. Ce n'est pas tellement le vandalisme qui l'inquiète, mais le pillage. «Il y aura tellement de monde, ce serait facile pour un groupe d'entrer dans le magasin et de faire un vol massif», dit-il. Il craint que les policiers soient déjà si occupés à maîtriser la foule qu'ils ne puissent protéger les boutiques.
Plus optimistes
 De l'autre côté de la rue, Antoine Salim fait montre de plus d'optimisme. Le départ de la marche dont les organisateurs n'ont pas dévoilé l'itinéraire est prévu pour 14h. «Ce n'est pas en plein jour

qu'il y aura de la casse, et les manifestants seront trop fatigués à la tombée de la nuit pour faire des dégâts», dit le propriétaire de la boutique Abra-Kad-Abra.
 «Un colosse est venu nous offrir ses services de gardien de sécurité, mais il ne faut pas céder à la panique... On devrait s'en tirer en verrouillant les portes», dit Marie-Pierre Coulombe, vendeuse à la boutique Érotim.
 Certains espèrent même faire de meilleures affaires qu'à l'habitude, comme François Dumenil, qui tient un petit stand de gaufres à la sortie du métro. «Les gens ne vont pas s'en prendre aux marchands : c'est contre les policiers qu'ils en ont», ajoute-t-il.
 La dernière marche contre la brutalité policière, en 2008, s'était soldée par l'arrestation d'une quarantaine de personnes. Compte tenu des événements survenus l'été dernier à Montréal-Nord à la suite de la mort de Fredy Villanueva, les autorités ont laissé entendre que les manifestants pourraient être plus agressifs cette année.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Rassemblement contre la brutalité policière : marginaux gonflés à bloc – Dimanche 15 mars 2009

MANIFESTATION
 UN REPORTAGE DE **MARC PIGEON**
 m pigeon @ journalmt.com
Marginaux gonflés à bloc

RASSEMBLEMENT CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE

Plusieurs commerçants de l'avenue du Mont-Royal ont vidé la vitrine de leur commerce, en fin de journée, en prévision de la manifestation organisée le samedi 14 mars pour le 10^e anniversaire de la Loi sur le pouvoir de police. Les manifestants ont promis de s'arrêter en début d'après-midi. Une façon d'atténuer les pertes, s'il devait y avoir de la casse.

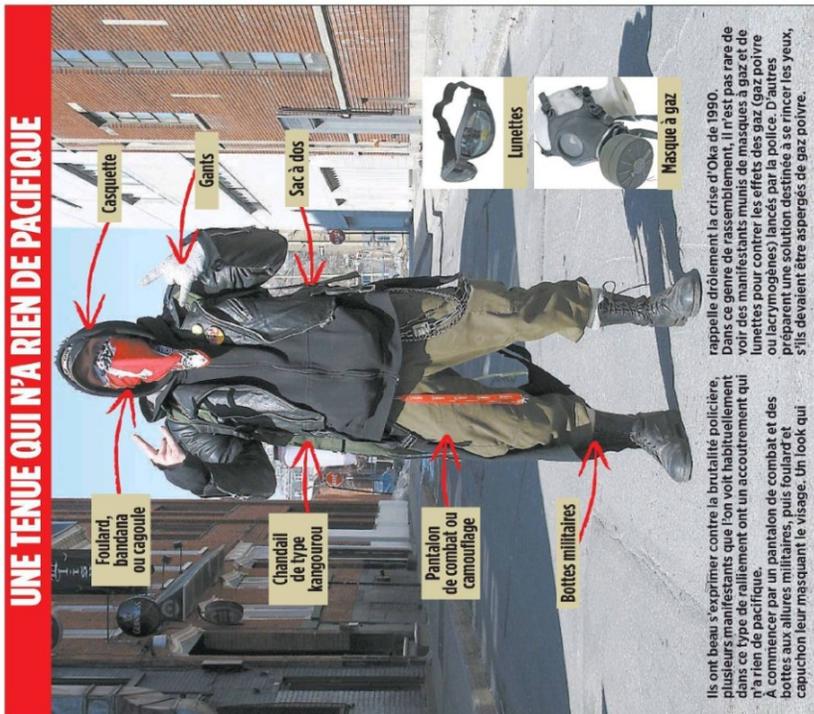
À la bijouterie Diamantaire, les bijoux n'étaient plus en vitrine. Au Sport Dépot, les mannequins avaient quitté la vitrine qui laissait voir un présentoir vide. D'autres commerçants prévoient installer une grille devant les fenêtres ou fermer, le temps de la manifestation, des portes pour un tel événement. «Je vais verrouiller les portes dès que les marcheurs vont arriver dans les environs», dit Suhai Kam, propriétaire d'un petit dépanneur situé juste à côté du local de la Fraternité des policiers de Montréal, devant lequel les manifestants ont promis de s'arrêter en début d'après-midi. Au cours des derniers jours, des agents ont fait savoir aux commerçants des environs qu'ils anticipaient des débordements. «Ils m'ont dit de me protéger et d'être prudent, alors je le ferai», dit M. Kam.

Confiance
 Le maire Gérald Tremblay s'attend à une manifestation pacifique et dit faire confiance aux autorités policières pour maintenir l'ordre.
 Tous les ingrédients sont pourtant réunis pour une manifestation explosive: du soleil, une température de 15 degrés, des policiers qui en veulent à la police, des policiers qui en veulent à la police, des policiers qui en veulent à la police... Le Collectif opposé à la brutalité policière a organisé rendez-vous à ses fidèles à 14 h, aujourd'hui, au métro Mont-Royal et souhaite une manifestation dans le calme.
 Mais dans la rue, les jeunes rencontrés par le *Journal* hier tenaient un autre discours.

Péter sa coiffe
 «On a hâte en tabat...», a dit, enthousiaste, un jeune marginal qui a préféré garder l'anonymat, rencontré hier au centre-ville.
 Vous ne le pèterez pas ma coiffe le premier, mais s'il y a un autre qui va le pèter, ça va être moi», dit celui qui dit vivre dans la rue depuis sept ans.
 «Chu armé, man!», soulignait-il sur le ton de la confiance.
 Le jeune homme hésitait toutefois encore à savoir s'il amènerait ou non avec lui sa machette.
 Plus loin, un couple de jeunes marginaux se préparait à aller à la messe à 18 h, au centre-ville, au boulevard Saint-Laurent, hier midi. Le jeune homme demande au commis s'il vend des billes de per.

Équipements
 Il est bien connu que, lors de tels rassemblements, des manifestants lancent des billes avec leurs mains ou à l'aide d'une lance-pierre. Les billes deviennent alors des projectiles des plus dangereux.
 Questionné par le *Journal*, le jeune marginal est resté vague sur ses intentions.
 Rien n'est plus facile que de trouver de l'équipement à Montréal, à un manifestant, tout à fait légal, on n'a qu'à visiter les surplus d'armée, sur Saint-Laurent, juste au nord de Sainte-Catherine, pour voir tout cet équipement disponible.
 m pigeon @ journalmt.com

Croyez-vous que le véritable motif de cette manifestation est de dénoncer la brutalité policière?
ÉCRIVEZ-NOUS : opinions@journalmt.com
 APPELEZ-NOUS : 514-526-1177 - FAX : 514-526-1178



UNE TENUE QUI N'A RIEN DE PACIFIQUE

Il s'agit d'exprimer sa colère contre la brutalité policière, plusieurs manifestants que l'on voit habituellement dans ce type de rassemblement ont un accoutrement qui arien de pacifique. À l'instar de ce pantalon de combat et des bottes aux allures militaires, puis foudroyant capuchon leur masquant le visage. Un look qui rappelle d'ailleurs la crise d'Oké de 1990. Dans ce genre de rassemblement, il n'est pas rare de voir des manifestants munis de masques à gaz et de lunettes pour contrer les effets des gaz. (Gaz polaire) Ils préparent une solution destinée à se rincer les yeux, s'ils devaient être aspergés de gaz polaire.



PHOTOS MARC PIGEON
 ■ Kelsey présente le genre de masque à gaz offert au Service national (ci-contre). En prévision de la manifestation, la vitrine du Sport Dépot de l'avenue du Mont-Royal a été vidée de son contenu.



LE DEVOIR : 1ère page : Agents de la SQ pris en «flagrant délit» - « Qu'est-ce qu'un policier fait avec une roche dans les mains et un foulard sur le visage si ce n'est pas de la provocation ? » - Édition du samedi 14 et du dimanche 15 mars 2009

<p>Brian Myles</p> <p>Des documents internes de la Sûreté du Québec (SQ) obtenus en vertu de la Loi d'accès à l'information lèvent le voile sur l'étendue de l'opération de surveillance des manifestants lors du Sommet de Montebello, en 2007: 26 agents civils étaient sur place, jour et nuit, dans le cadre de cette opération baptisée «Flagrant délit». Ces renseignements ont été obtenus par Francis Dupuis-Déri, un professeur en science politique à l'UQAM dont l'un des objets de recherche est la répression des mouvements sociaux par les forces policières. M. Dupuis-Déri a été surpris par l'ampleur de l'opération menée lors du Sommet de Montebello, les 20 et 21 août 2007.</p> <p>L'organigramme de «Flagrant délit» comprend une équipe de jour, pour encadrer les manifestations, et une équipe de nuit, pour surveiller les militants qui avaient érigé des campements de fortune sur le site du Sommet. Il comprend les noms de 35 policiers de la SQ imbriqués dans la hiérarchie: deux responsables, deux chefs de groupe, cinq chefs de section et 26 agents, parmi lesquels figurent au moins trois agents qualifiés de «provocateurs», et qui avaient été démasqués lors des manifestations en marge du Sommet.</p> <p>En effet, la SQ avait été plongée dans l'embarras et forcée de reconnaître l'utilisation d'agents d'infiltration au lendemain des manifestations. Des militants avaient pris en grippe trois hommes assez costauds, vêtus de noir et le visage recouvert d'un foulard. L'un d'entre eux portait un t-shirt d'appui à la station CHOI-FM, un accoutrement plutôt rare dans les milieux d'extrême gauche. Un autre tenait une pierre dans ses mains. «Les déguisements n'étaient pas super "tight", ils étaient vaguement habillés en noir», dit Francis Dupuis-Déri.</p>	<p>Une vidéo diffusée sur YouTube (et vue plus de 437 000 fois) illustre à merveille cette situation rocambolesque. Pris à partie par des jeunes vêtus de noir et masqués également, les trois agents d'infiltration semblent déroutés. «Policiers! Policiers!», crient les jeunes militants. Un des agents d'infiltration, excédé, pousse même le président du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP-FTQ), Dave Coles, qui essaie de lui arracher son foulard. Coles demande à plusieurs reprises à l'agent de «lâcher sa roche» en anglais, mais il se fait envoyer paître en termes typiquement québécois. Injuriés de toutes parts, les trois agents finissent par se ranger derrière l'escouade anti-émeute, qui «procède» à leur arrestation. «On va les voir se faire tabasser! Vive la police!», crie un manifestant.</p> <p>Dans les jours suivant l'incident, la SQ avait fait savoir que les agents en civil avaient le mandat «de repérer et d'identifier les manifestants non pacifiques pour ainsi éviter les débordements». La SQ niait par le fait même que les trois policiers aient pu faire des gestes de provocation ou commettre des actes criminels. Aucune sanction disciplinaire n'a été prise contre eux.</p> <p>«Mais qu'est-ce qu'un policier fait avec une roche dans les mains et un foulard sur le visage, si ce n'est pas de la provocation?», s'interroge Francis Dupuis-Déri. Il y a quelque chose là-dedans qui me met mal à l'aise. Quand tu te promènes avec un caillou dans la main, c'est sûr que t'as la possibilité d'encourager d'autres à le faire.»</p> <p>Le chercheur et militant pacifiste mesure trop bien l'utilité des agents provocateurs dans les manifestations. «Il y a des situations où les policiers vont tirer avantage à ce qu'une manifestation dégénère. Ça peut détourner l'attention des arguments critiques du mouvement de contestation, puis-</p>	<p>qu'on va juste parler des gestes de turbulence dans les médias. Ça peut également faciliter les arrestations, et c'est certain que tant que la manifestation n'a pas dégénéré, les policiers ne peuvent pas faire ces arrestations», explique Francis Dupuis-Déri.</p> <p>La SQ a tiré des leçons de l'incident, selon les documents internes obtenus par M. Dupuis-Déri. Un compte rendu de réunion suggère de «modifier le profil des personnes sélectionnées afin qu'elles puissent fonctionner de façon efficiente». Il y est question de la «grosseur» des agents et de l'absence de femmes dans les équipes d'infiltration. «Une bonification de la formation et des renseignements concernant les us et coutumes des manifestants serait appropriée. [Il est] plus ardu de se fondre dans la foule avec peu de connaissances», ajoute le document.</p> <p>Le Sommet du partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP) s'est soldé par quatre arrestations, cinq blessés mineurs parmi les policiers et des dizaines de blessés mineurs parmi les manifestants incommodés par les balles de plastique et les gaz lacrymogènes. Environ 1200 personnes étaient descendues dans les rues du petit village de Montebello (996 habitants) pour protester contre le voile de secret entourant la rencontre entre les trois dirigeants nord-américains, le président mexicain Felipe Calderón, le président américain George W. Bush et le premier ministre canadien Stephen Harper.</p> <p>Les partis d'opposition à Ottawa, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et des groupes de militants avaient exigé une enquête publique sur l'utilisation d'agents d'infiltration. Le ministre provincial de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, et son homologue fédéral à l'époque, Stockwell Day, sont demeurés sourds à ces doléances.</p>
---	--	--

LE DEVOIR: Appel à une manifestation pacifique: le défilé annuel contre la brutalité policière vire généralement à la casse - Édition du samedi 14 et du dimanche 15 mars 2009

<p>La Presse canadienne</p> <p>Les organisateurs de la manifestation annuelle contre la brutalité policière, qui doit se tenir demain, ont affirmé qu'ils ne seront pas responsables du déroulement de l'événement. Un porte-parole du Collectif opposé à la brutalité policière, Hugo LeBreton, a répété que son regroupement n'encourageait ni la casse ni la violence.</p> <p>La manifestation, généralement tenue à la mi-mars, est devenue de plus en plus violente au fil des années. L'an dernier, plus de 40 manifestants avaient été arrêtés.</p> <p>«Nous comprenons que les gens qui participent à cet événement expriment leur colère parce qu'ils n'ont pas d'autre moyen de se faire entendre lorsqu'ils sont victimes de répression policière», a lancé M. Le Breton.</p> <p>Il a ajouté que le port des pantalons de camouflage par les agents du Service de police de la Ville</p>	<p>de Montréal (SPVM) ne faisait qu'exacerber la colère de la population, déjà en désaccord avec les propos tenus par le président du Syndicat des policiers, qui avait comparé la police à une organisation paramilitaire.</p> <p>Le maire de la Ville de Montréal, Gérald Tremblay, a affirmé hier qu'il était important de respecter le droit de manifester des citoyens. Selon lui, les services de police pourront maintenir un climat de paix lors de l'événement. «J'espère que cette manifestation sera pacifique, comme c'est généralement le cas à Montréal», a affirmé le maire.</p> <p>Un adjoint du directeur de la police de Montréal a averti, jeudi, que les renseignements obtenus par les autorités alimentaient les craintes d'actes violents de la part d'un groupe qui serait bien mieux organisé que les années précédentes.</p> <p>Sylvain Brouillette a fait valoir que le clavardage dans Internet laissait croire qu'au moins 800</p>	<p>personnes étaient attendues à la manifestation et que le groupe avait identifié des policiers par leur nom.</p> <p>Des organisateurs de la marche ont écrit que le climat était déjà tendu en raison de l'intervention policière qui a entraîné la mort du jeune Freddy Villanueva en août dernier à Montréal-Nord. Une enquête publique sur l'incident s'amorce le 25 mai.</p> <p>Les protestataires s'insurgent également contre la tentative de la Ville de rendre illégal le port de masques lors de manifestations de même que les insultes faites à l'endroit des policiers.</p> <p>L'adjoint au directeur de la police a fait valoir que cette manifestation annuelle était celle où les policiers sont le plus ciblés.</p>
---	---	---

LA PRESSE : Manifestation contre la brutalité: les policiers prévoient de la casse - Samedi 14 mars 2009

<p>Violaine Ballivy, La Presse</p> <p>Les esprits s'échauffent à la veille de la manifestation annuelle contre la brutalité policière. Les organisateurs ne garantissent pas que le rassemblement aura lieu sans heurts, demain après-midi, et accusent les policiers de Montréal de «jeter de l'huile sur le feu».</p> <p>«On n'encourage pas la violence, nous. On va faire tout ce qu'on peut pour que cela se passe</p>	<p>bien; on va faire des recommandations au début du rassemblement, mais on n'a pas le contrôle de ce qui va arriver», a déclaré, hier matin, Gabrielle Potvin, porte-parole du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP)</p> <p>«Il y a des gens qui viennent à cette journée-là pour exprimer leur colère, parce qu'on ne leur donne pas la possibilité de se plaindre s'ils sont</p>	<p>victimes de répression policière», a ajouté Hugo LeBreton, aussi du COBP.</p> <p>Et la colère, dit-il, gronde de plus en plus depuis les événements de Montréal-Nord. Le COBP s'approche notamment au président de la Fraternité des policiers de Montréal, Yves Francoeur, de défendre le travail des policiers mêlés à la mort de Freddy Villanueva, d'empêcher la tenue d'enquêtes publiques et d'entraver le travail des</p>
---	--	---

coroners. Selon le Service de police de la ville de Montréal, de 800 à 1600 personnes pourraient se rassembler devant le métro Mont-Royal, demain, à l'invitation du COBP. Paradoxalement, ces manifestations contre la violence se sont souvent soldées par des arrestations (une quarantaine l'an dernier) et des actes de vandalisme. Cette année, le SPVM craint que le climat soit plus agressif encore. Des agents ont distribué des mises en garde aux commerçants au cours des derniers jours, leur suggérant notamment de vider leurs vitrines et de retirer les chaises, les affiches et

tous les autres objets susceptibles de servir de combustible ou d'être utilisés comme projectiles. Jeudi, la Ville de Montréal a aussi déposé une demande au Conseil des services essentiel en vue d'obliger ses agents à revêtir leur uniforme réglementaire pour la manifestation, affirmant que le port du pantalon de camouflage, adopté comme moyen de pression par les syndiqués, peut être perçu comme un élément de provocation par les manifestants. La Ville a été déboutée, mais elle étudie la possibilité d'interjeter appel. «Nos informations nous laissent aussi présager que les

manifestants vont avoir des cagoules rouges et des pantalons de combat qui ressembleront à ceux portés par les policiers. On redoute que cela crée de la confusion et ralentisse l'intervention des policiers», a soutenu, hier, le porte-parole du SPVM, Paul Chablo.

«Ces manifestants n'ont pas besoin de provocation: ils vont tout casser, il va y avoir des arrestations de toute façon; cela arrive chaque année», a répliqué Yves Francoeur.

Des commerçants inquiets

La marche contre la brutalité policière qui se mettra en branle devant la station de métro de l'avenue du Mont-Royal, demain après-midi, fait craindre le pire aux commerçants de l'artère très achalandée.

MATHIEU TURBIDE
Le Journal de Montréal

Plusieurs commerçants craignent de faire les frais de l'agressivité souvent manifestée par les participants de cette marche organisée par le Collectif opposé à la brutalité policière (CPOBP).

«Ça nous inquiète. Je pense que nous devons prendre certaines précautions», a indiqué Felicity Xia, propriétaire du Caffe Art Java, situé non loin de la station de métro Mont-Royal.

Mme Xia, comme de nombreux

commerçants du secteur, a reçu, hier, la visite des policiers de Montréal, qui cherchent à avertir les entrepreneurs des risques entourant ce genre de manifestations. Au cours des dernières années, plusieurs vitrines de commerces ont été brisées par des manifestants.

« Nous nous sommes rendus dans les commerces avoisinants pour leur remettre une lettre qui explique les consignes de sécurité et qui demande aux commerçants d'être vigilants et de rapporter rapidement tout incident ou événement menaçants », explique l'inspecteur-chef Paul Chablo, de la police de Montréal.

Manifestants

De leur côté, les organisateurs de la marche se défendent d'appeler leurs membres à la violence. « Nous n'appuyons pas les gestes

violents. Nous faisons même des discours avant la marche pour demander aux manifestants d'y aller mollo », a soutenu l'un des porte-parole du COBP, Hugo Lebreton, à l'émission de Benoît Dutrizac sur les ondes de 98,5 FM, hier.

Par contre, il a avoué « comprendre la colère » qui anime ceux qui posent des gestes violents. « Ils ont raison d'être en colère puisqu'ils n'ont aucun autre moyen d'obtenir la fin de la brutalité policière et de l'impunité des policiers », a-t-il poursuivi.

Les policiers de Montréal s'attendent à une participation plus grande cette année à cette manifestation, notamment en raison du beau temps prévu, de l'heure du départ devancée à 14 h et de la publicité que les organisateurs font en lien avec la mort du jeune Freddy Villanueva, survenue le 9 août dernier.



PHOTO JOCELYN MALETTI

■ En prévision de la marche contre la brutalité policière, les commerçants de l'avenue du Mont-Royal ont tous reçu une lettre leur demandant notamment de ne pas laisser d'objets, comme des poubelles ou des chaises, sur la voie publique.

CYBERPRESSE : Manifestation: les policiers accusés de jeter de l'huile sur le feu – Vendredi 13 mars 2009

Violaine Ballivy, La Presse

Les organisateurs de la manifestation contre la brutalité policière accusent les policiers de Montréal de «mettre de l'huile» sur le feu et d'attiser la colère des contestataires. Ils ne garantissent pas que le rassemblement, prévu dimanche après-midi, se fera sans heurts.

« On va faire tout ce qu'on peut pour que cela se passe bien, on va faire des recommandations au début du rassemblement, mais on n'a pas le contrôle sur ce qui va se passer », a déclaré vendredi matin Gabriel Potvin, porte-parole du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP). Selon le collectif, les propos tenus ces derniers jours par le Service de police de Montréal et la Fraternité des policiers risquent d'avoir échauffé les esprits. « Les policiers ont une attitude provocatrice et, oui, cela peut avoir un impact sur les manifestants. »

« On comprend qu'il y a des gens qui viennent à cette journée-là pour exprimer leur colère, parce qu'on ne leur donne aucune autre possibilité de se plaindre s'ils sont victimes de répression policière », a ajouté Hugo Lebreton, aussi du COBP.

Le COBP reproche notamment au président de la Fraternité des policiers de Montréal, Yves Francoeur, de défendre le travail des policiers impliqués dans les événements de Montréal-Nord. Il critique aussi le fait qu'il ait déclaré, dans une entrevue au Journal de Montréal, que la répression faisait partie des tâches des policiers.

Dimanche, le collectif entend aussi dénoncer le profilage racial et social et le fait que ce soient des policiers qui sont chargés d'enquêter sur d'autres policiers lorsqu'un incident.

Selon le Service de police de la ville Montréal, de 800 à 1600 personnes pourraient prendre part au

rassemblement, dimanche. Paradoxalement, ces manifestations se sont souvent soldées par des arrestations et des actes de vandalisme dans le passé, et le SPVM craint que le climat soit plus tendu cette année en raison de la mort de Fredy Villanueva, l'été dernier.

Jeudi, la Ville de Montréal a tenté d'obliger ses policiers à revêtir leur uniforme régulier pour la manifestation, craignant que le port du pantalon de camouflage, un moyen de pression adopté par les syndiqués en attente du renouvellement de leur contrat de travail, ne soit perçu comme un signe de provocation par les manifestants.

La Ville a été déboutée par le Conseil des services essentiels, jeudi, mais pourrait en appeler vendredi de cette décision.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Brutalité policière : Le SPVM redoute la manif du 15 mars - Mise à jour le vendredi 13 mars 2009 à 15 h 51



Des agents du SPVM en pantalon de camouflage. Le Collectif opposé à la brutalité policière invite les citoyens à se joindre à lui pour manifester,

dimanche au métro Mont-Royal, lors de la journée internationale contre la brutalité policière.

Le collectif entend dénoncer le profilage racial et social, l'impunité des policiers qui blessent ou qui tuent des citoyens et le fait que ce soit des policiers qui enquêtent sur des policiers lorsqu'un incident survient.

Paradoxalement, les manifestations organisées par ce groupe, le 15 mars de chaque année, ont souvent été marquées par la violence, le vandalisme et les affrontements avec les policiers. Le porte-parole de l'organisme, Hugo Lebreton, affirme que le collectif est opposé à la violence, mais qu'il la comprend.

|| Nous on comprend que y a des gens qui viennent à cette journée-là pour exprimer ||

leur colère, parce qu'on leur donne aucune autre possibilité de se plaindre lorsqu'ils sont victimes de brutalité policière.

— Hugo Lebreton

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) craint que le climat entourant l'événement soit plus tendu cette année en raison de la mort de Fredy Villanueva l'été dernier. La mort du jeune homme de 18 ans en août 2008 dans un parc de Montréal-Nord est souvent citée en exemple par le Collectif opposé à la brutalité policière.

La manifestation commence à 14 h au métro Mont-Royal.

LA PRESSE : Chronique : Le droit de tuer, par Patrick Lagacé – Vendredi 13 mars 2009

Quand la société remet une arme de service à un flic, c'est le droit de tuer qu'elle lui donne. Ce n'est pas rien. C'est un droit encadré, balisé. Mais, je répète: ce n'est pas rien.

Est-ce trop demander que les policiers qui tuent dans l'exercice de leurs fonctions soient identifiés? Apparemment, oui.

Jean-Loup Lapointe, en août 2008, a abattu un homme. Cet homme s'appelait Fredy Villanueva. C'était à Montréal-Nord.

L'affaire a causé les troubles que l'on sait. Au terme d'une enquête de la SQ (qui a permis aux policiers de ne livrer leurs versions des faits que plusieurs jours après le drame), l'agent a été blanchi. C'est-à-dire que le directeur des poursuites pénales et criminelles a examiné la preuve et a décidé que l'agent Lapointe n'avait pas commis d'acte criminel, ce soir-là, au parc Henri-Bourassa.

Mais les troubles, justement, ont secoué bien des pucés. Les élus ont opté pour une enquête publique sur la mort de Villanueva. Elle aura lieu prochainement.

Donc, l'agent Lapointe va témoigner. De même que sa partenaire, Stéphanie Pilote, celle-là même que Lapointe voulait défendre en faisant feu sur les trois jeunes hommes avec qui elle se débattait.

Mais les avocats des agents Lapointe et Pilote réclament une mesure sidérante et exceptionnelle du juge Robert Sansfaçon: ils veulent un black-out médiatique sur l'identité des policiers.

C'est sidérant. Mais il y a un précédent: la coroner de l'enquête publique sur la mort de Martin Suazo avait interdit la diffusion d'informations permet-

tant d'identifier les policiers impliqués dans le drame. La Cour supérieure avait cassé la décision. Et la Cour d'appel, rappelait cette semaine Le Devoir, avait contredit la décision de la Cour supérieure, au nom de la sécurité des policiers, menacés, disait-on à l'époque, de représailles.

Des menaces de représailles? Je veux bien. S'il y en a, qu'on protège ces policiers. Mais dans le cas des agents Jean-Loup Lapointe et Stéphanie Pilote, officiellement, leurs avocats n'ont pas expliqué leur requête.

Évidemment, le fait que des petits comiques aient placardé, un peu partout en ville, des autocollants décrivant l'agent Lapointe comme un «flic-assassin» est fort déplaisant pour lui. C'est comme ça.

Sauf qu'on ne vit pas au Mexique, aux dernières nouvelles, ou dans une autre république de bananes du genre. Au Mexique, ces jours-ci, les flics tombent comme des mouches, ciblés par le crime organisé. On les comprend de protéger leur anonymat et de faire des arrestations cogoulées.

On n'a pas affaire, dans le cas de Montréal-Nord, à des menaces de représailles de tueurs sophistiqués de la mafia. On a affaire à des ti-culs fâchés, au mieux, à de petits truands, au pire.

Essayez de connaître l'identité d'un policier, au Québec, qui fait feu sur un citoyen. Que ce dernier meure ou pas. Bonne chance. Black-out. Si vous l'apprenez, ce sera entre les branches. Pas officiellement.

Pourquoi insister pour savoir?

Laissez-moi vous parler de David Simon. Cet ancien journaliste, créateur de la série policière

The Wire, à HBO, habite Baltimore, dans le Maryland. Récemment, il a été intrigué par l'histoire d'un homme de 61 ans, abattu chez lui par une policière. L'homme n'était pas armé.

Simon a été encore plus intrigué quand il a constaté que son ancien journal, le Baltimore Sun, n'a pas fait de suivi sur cette affaire. Il a décidé de mettre son ancien chapeau de journaliste de faits divers et d'enquêter. Il a d'abord demandé au service de police de Baltimore l'identité de la policière.

Contrairement à il y a 20 ans, la réponse fut non. Déjà, dit Simon, il y a là un mépris du droit du public à l'information. Un policier TUE un citoyen et on ne peut pas connaître son nom?

Mais David Simon a fini par savoir le nom de la policière. Il a fini par savoir, aussi, qu'en 2005, elle s'est fait désarmer par un suspect dont elle avait la garde, suspect qui a pris la fuite en tirant avec l'arme de service de la policière. Ce n'est pas rien. Ce n'est pas un détail.

Pour l'ancien journaliste, peut-être que l'agente avait une bonne raison d'abattre un homme de 61 ans, non armé, dans sa maison. Mais, dit-il, si on ne connaît pas son nom, on ne peut pas faire de liens avec des événements passés. On ne peut pas poser de questions.

Sauf que, justement, pour poser des questions, pour ne pas avaler tout rond les communiqués de presse d'avocats, de relationnistes et d'officiels, il faut un minimum de transparence.

Dans le cas des agents Lapointe et Pilote, j'ai écrit deux trucs à la fin de l'été dernier.



Primo, selon ce que des témoins ont raconté, il est assez clair que la policière a été attaquée. Et quand on saute sur un (e) flic, c'est toujours, toujours, toujours une mauvaise idée. Le risque que la bagarre finisse mal est énorme. Les assaillants ont pris ce risque stupide, pour «défendre» le frère de Fredy, Dany, récemment sorti de prison, que les policiers interpellaient. Deuzio, la SQ a mystérieusement attendu des jours et des jours et des jours avant de poser des questions aux deux policiers. Un proprio de dé-

panneur qui aurait tiré sur un voleur dévalisant son établissement aurait été interrogé immédiatement, selon les règles de l'art de l'enquête policière, qui commandent qu'on recueille les déclarations des protagonistes le plus rapidement possible. Ça n'a pas été le cas. Et ça n'honore pas cette enquête. S'il faut, en plus, que le juge Robert Sansfaçon permette un black-out sur l'identité de ces poli-

ciers, je ne vois pas comment on pourrait blâmer les proches de Villanueva de crier au complot. Pour l'agent Lapointe, je l'ai dit, c'est déplaisant d'être dépeint comme un meurtrier. Mais le travail de policier, dans une société ouverte, au XXIe siècle, ça inclut ces désagréments. Ça vient avec la job, quand on tue un citoyen. J'ouvre ce matin une discussion sur mon blogue à ce sujet: cyberpresse.ca/lagace

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : 1^{ère} page : Pantalons de camouflage : Le Conseil des services essentiels donne raison aux policiers : confusion dangereuse? – vendredi 13 mars 2009

80¢ + TAXES | ÎLES-DE-LA-MADELEINE 1,33\$ | ÉDITION PROVINCIALE 89¢ + TPS + TVQ | FLORIDE 2,36\$US

QUEBECOR



PANTALONS DE CAMOUFLAGE
Le Conseil des services essentiels donne raison aux policiers
PAGES 2 ET 3

CONFUSION DANGEREUSE?



Bute veut dissiper les doutes

PAGES 105 À 107



LA VIE EST ENCORE PLUS BELLE AVEC NOUS.

videotron.com 514 281-1711 1 88-VIDEOTRON

Parce qu'on vous offre **UNE ÉCONOMIE DE 120\$*** applicable sur le Trio de votre choix.

*Certaines conditions s'appliquent.



Une compagnie de Quebecor Media

00000000000000





UN REPORTAGE DE
MATHIEU TURBIDE
mturbide@journalmt.com



■ Les policiers de Montréal portent depuis juillet 2008 des pantalons de camouflage en guise de protestation contre leur employeur. PHOTO D'ARCHIVES

Les pantalons seront permis

■ La direction du SPVM craignaient de confondre ses policiers avec des manifestants

La direction de la police de Montréal devra s'adresser à la Cour supérieure si elle veut interdire le port des pantalons de camouflage comme moyen de pression lors d'une manifestation contre la brutalité policière qui aura lieu dimanche.

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) s'est adressé en vain, hier, au Conseil des services essentiels pour lui demander d'ordonner la fin de ce moyen de pression, du moins pour la journée du 15 mars, date à laquelle le Collectif contre la brutalité policière (COBP) organise chaque année une manifestation qui tourne régulièrement à la violence.

La direction du service estime que ses policiers seront en danger dimanche s'ils se rendent à la manifestation de dimanche affublés des pantalons de camouflage qu'ils portent depuis juillet dernier pour protester contre la lenteur de leurs négociations avec la Ville.

Policier ou manifestant ?

Selon l'inspecteur Alain Bourdages, il serait difficile, dans le feu de l'action, de différencier les policiers qui portent des pantalons de camouflage et les manifestants, qui sont souvent camouflés et habillés avec des vêtements de type militaire.

«Ce qui me concerne, c'est la santé et la sécurité de mes policiers sur le terrain. Quand je vais avoir à prendre une décision pour savoir si je donne une charge sur 1000 personnes parce que je dois aller secourir un policier ou essayer de secourir un manifestant

qui essaie juste de nous provoquer en faisant simuler de taper, il va falloir que je l'explique, cette décision-là, a-t-il répondu devant les membres du Conseil, hier soir.

La direction du SPVM soutient que le pantalon de camouflage a déjà provoqué des situations de confusion. Un couple croyant être victime d'une invasion de domicile, en octobre dernier, aurait confondu les policiers en pantalons de camouflage avec des bandits.

«L'homme a regardé par la fenêtre qui est au sous-sol et il a vu des boîtes de combat et des pantalons de camouflage. Il a pris dans ses mains une hache et il s'est installé tout près de la porte d'entrée. Il voulait se protéger», a raconté le commandant Marc Parent, du poste de quartier 50, dans le quartier Saint-Michel.

Aucun lien

Mais la Fraternité des policiers de Montréal a rejeté du revers de la main toutes ces mises en garde de la direction qui cherche à les «protéger».

«L'an dernier, il y a eu 40 arrestations lors de la manifestation du COBP. Et nous ne portons pas de pantalons de camouflage. Je vous fais une prédiction pour cette année: le pantalon de combat ne va absolument rien



ALAIN BOURDAGES
Confusion



■ Me Guy Bélanger, avocat de la Fraternité des policiers regarde un article et une photo du Journal de Montréal présentés en preuve par la direction du SPVM pour démontrer la difficulté de reconnaître les policiers avec leurs pantalons. PHOTO MATHIEU TURBIDE

changer. Ces gens-là vont encore tout casser», a répliqué le président de la Fraternité, Yves Francoeur, en entrevue avec les journalistes.

Selon lui, les pantalons de camouflage n'ont créé aucun incident de sécurité depuis juillet dernier.

«Nous on trouve juste ça dommage de dépenser de l'argent pour des avocats pis pour des procédures plutôt que de mettre des efforts à la table de négociations», a déploré M. Francoeur, en suggérant que ses membres envisageaient de nouveaux

moyens de pression.

«S'il faut en venir à autre chose, effectivement on va passer à une autre étape. La prochaine étape sera politique, j'irai pas plus loin», a-t-il dit.

Pensez-vous que les policiers devraient cesser de porter leurs pantalons de camouflage?
ÉCRIVEZ-NOUS : opinions@journalmt.com
APPELÉZ-NOUS : 514-252-4377 Ext. 1188 93-681

Une manif plus violente que jamais?

■ Le SPVM craint des débordements lors de la manifestation contre la brutalité policière, dimanche

La police de Montréal craint que la manifestation annuelle contre la brutalité policière qui doit avoir lieu ce dimanche sur l'avenue du Mont-Royal soit plus violente et plus imprévisible que jamais.

Selon les dirigeants du SPVM, les organisateurs de cette manifestation, le Collectif contre la brutalité policière (COBP), tentent de profiter de la mort du jeune Freddy Villanueva, survenue en août dernier à Montréal-Nord, pour attiser la colère des manifestants contre les policiers.

Selon l'inspecteur-chef Sylvain Brouillette, les organisateurs de cet événement sont plus organisés que jamais et visent spécifiquement des policiers dans les tracts qu'ils distribuent un peu partout à Montréal.

«C'est vraiment spécial cette année, a-t-il dit. Ils mettent des noms de policiers et la photo de certains policiers. [Ils font] beaucoup référence au malheureux événement qui s'est passé à Montréal-Nord. On accuse les policiers d'être des tueurs, des assassins», a indiqué l'inspecteur Brouillette. La direction du SPVM a utilisé ces argu-



SYLVAIN BROUILLETTE

ments, hier, devant le Conseil des services essentiels pour tenter de convaincre ce tribunal administratif d'interdire le port du pantalon de camouflage lors de cette manifestation. Selon la direction du service, les protestataires ont visé particulièrement cette année la Fraternité des policiers et leur président, Yves Francoeur, qui avait défendu les policiers impliqués dans l'affaire Villanueva.

Les organisateurs de la manifestation auraient aussi fait mention des pantalons militaires des policiers dans leurs tracts.

«Ce qui est préoccupant, ce que le COBP commence à s'attaquer à notre façon de se voir. Ils ont écrit dans un tract qu'il n'est pas étonnant de voir (des policiers) parader en vêtements militaires», a ajouté l'inspecteur.

Selon lui, le moyen de pression des policiers risque d'être perçu par les manifestants comme «un geste de provocation».

■ Les policiers de Montréal estiment qu'il s'agit de 800 à 100 personnes lors de la manifestation de dimanche, dont le point de départ a été fixé au métro Mont-Royal à 14h.

RUE FRONTENAC.COM : Pantalon de camouflage: le Conseil des services essentiels appuie les policiers - Mise à jour le jeudi, 12 mars 2009 23:50

Écrit par Daniel Renaud

La direction de la police de Montréal pourrait s'adresser à la Cour supérieure ce vendredi pour obliger ses policiers à porter leur pantalon traditionnel lors de la manifestation du Collectif opposé à la brutalité policière, qui aura lieu dimanche.

Le Conseil des services essentiels a refusé jeudi soir une demande en ce sens faite par la direction du SPVM. Celle-ci demandait à ce que ses policiers, qui sont en moyens de pression, cessent de porter leur pantalon de camouflage dimanche pour ne pas créer de confusion avec les manifestants, ce qui pourrait mettre en danger la santé et la sécurité des agents, croit-elle. Mais après

délibération, le Conseil a rejeté la demande de la direction de la police et donné raison au syndicat, en indiquant que la question de la santé et de la sécurité des policiers n'était pas de son ressort.

« Nous sommes contents mais nous trouvons cela dommage que la Ville prenne des mesures dilatoires pour prolonger l'arbitrage plutôt que de mettre des efforts à la table des négociations pour en arriver à une solution négociée avec les policiers », a déclaré à RueFrontenac.com le président de la Fraternité des policiers et policières de Montréal, Yves Francoeur.

La direction de la police a demandé une copie écrite de la décision, indiquant qu'elle pourrait

l'utiliser pour répéter sa demande, mais cette fois-ci devant la Cour supérieure vendredi.

La manifestation contre la brutalité policière qui, ironiquement, se termine toujours en affrontement avec les policiers et par des dizaines d'arrestations, a lieu le 15 mars, chaque année depuis 13 ans.

Mais pour la première fois dimanche, l'événement aura lieu sur le Plateau Mont-Royal plutôt que dans le centre-ville. En raison des émeutes de Montréal-Nord, la police craint que les bureaux de la Fraternité des policiers soient notamment visés par les manifestants.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Moyens de pression des policiers : Le SPVM débouté - Mise à jour le jeudi 12 mars 2009 à 15 h 34

Le Conseil des services essentiels a rejeté, jeudi soir, une requête du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), qui réclamait que ses policiers revêtent intégralement l'uniforme réglementaire.

Le SPVM craignait que ses agents, qui portent des pantalons de camouflage depuis le début de leur conflit de travail, soient confondus avec des activistes au cours de la manifestation contre la brutalité policière, prévue dimanche.

Le Conseil des services essentiels a toutefois répliqué, par la voix de sa vice-présidente Françoise Gauthier, que les questions de sécurité au travail ne sont pas de sa compétence.

Le SPVM étudie la possibilité de porter sa cause en appel devant la Cour supérieure dès vendredi. Il a été déjà débouté en septembre dernier par le Conseil des services essentiels sur la même question du port du pantalon de camouflage.

Les 4700 policiers du SPVM sont sans contrat de travail depuis le 31 décembre 2006. Ils ont entrepris des moyens de pression en juillet 2008 après

l'échec des négociations avec leur employeur. Ces moyens de pression incluent notamment le port d'un pantalon non réglementaire.

Un « service d'ordre majeur » en perspective

Témoignant devant le Conseil des services essentiels, Sylvain Brouillette, directeur adjoint aux opérations du SPVM, a donné quelques détails sur le « service d'ordre majeur » prévu par les policiers pour la manifestation du Collectif opposé à la brutalité policière de dimanche:

- Compte tenu de la météo qui prévoit du soleil et une température au-dessus de zéro, les autorités policières attendent entre 800 et 2000 manifestants. L'an dernier, la manifestation avait attiré 800 personnes.
- À cette occasion, les policiers comptent expérimenter de nouvelles techniques d'intervention. Il y aura une demi-douzaine d'observateurs de la police de Toronto pour observer le déroulement des opérations.

- Le niveau de violence au cours des manifestations du COBP a augmenté avec les années, a dit M. Brouillette. Et les policiers sont de plus en plus la cible de cette violence, alors qu'au paravant les manifestants s'en prenaient surtout à des symboles de l'impérialisme américain, comme les restaurants McDonald's. Ainsi, au cours des cinq dernières manifestations du COBP, trois policiers ont été blessés par des projectiles ou au cours d'agressions directes.
- Avec la controverse entourant le projet de la Ville d'interdire de manifester masqué - projet qui a finalement avorté, le SPVM s'attend à ce que la majorité des manifestants soient masqués.

[audio-vidéo](#)
[Le SPVM débouté, les agents de police pourront continuer de porter leur tenue de camouflage, comme l'explique J.-P. Cipriani.](#)

RUE FRONTENAC.COM : Manifestants et policiers se préparent pour dimanche - mercredi, 11 mars 2009 20:47

Écrit par Daniel Renaud

«Les policiers impliqués dans les événements de Montréal-Nord ont fait leur travail.» Le président de la Fraternité des policiers, Yves Francoeur, persiste et signe à quelques jours de la manifestation contre la brutalité policière qui ciblera ses bureaux dimanche.

Le Collectif opposé à la brutalité policière (COBP), qui organise cette manifestation devenue une tradition autant par sa répétition que par la violence dans laquelle elle culmine, a en effet fixé le rassemblement à 14h dimanche, à la station de métro Mont-Royal, située non loin des bureaux du syndicat des policiers et policières de Montréal, rue Gilford.

Et tout indique que ceux-ci seront l'une des étapes de la marche improvisée qu'effectueront les participants dans les heures qui vont suivre.

«Nous serons en grand nombre. Nous aurons des attentions particulières envers plusieurs endroits stratégiques dans le secteur. Nous réagirons à ce que nous aurons en face de nous. Si des crimes sont commis, nous agirons en conséquence», prévient le sergent Ian Lafrenière, de la police de Montréal.

La manifestation de cette année revêt un caractère particulier puisque c'est la première fois qu'elle se déroulera ailleurs qu'au centre-ville. De plus, ce sera la première manifestation depuis les événements du 9 août 2008 à Montréal, au cours desquels un homme de 18 ans, Fredy Villanueva, a été abattu mortellement par un policier.

Le ton est donné

D'ailleurs, les responsables du COBP en font largement mention dans les pages Internet consacrées à cette manifestation, comme le démontrent ces extraits :

«Le Service de police de la Ville de Montréal est en pleine ébullition. Les dossiers en cours sont, à l'image de leurs revolvers, chargés, et les gardiens de la paix sociale ont les nerfs à vif.»

«La Fraternité des policiers et policières de Montréal, avec à sa tête l'énergumène Yves Francoeur dans le rôle du parrain, a pour fonction de couvrir tous les méfaits de ses membres, tel un syndicat du crime», peut-on notamment lire sur le site.

Un peu partout dans le métro, on a par ailleurs apposé des autocollants sur lesquels apparaît une photo du policier Jean-Loup Lapointe, qui a abattu

Fredy Villanueva, et à côté de laquelle il est écrit «Jean-Loup Lapointe : policier assassin».

«Le soir du 9 août, les policiers sont intervenus dans un endroit criminogène reconnu comme étant fréquenté par les gangs de rue. L'intervention des policiers était justifiée», réplique Yves Francoeur, selon qui l'appel à la manifestation lancé pour dimanche «n'augure rien de bon».

«Il y a eu des manifestations à la suite des événements de Montréal-Nord, et tout s'est bien déroulé», tempère M. Lafrenière, qui demande cependant aux automobilistes d'éviter le secteur dimanche et aux familles qui voudraient se joindre à l'événement d'être «bien conscientes de ce dans quoi elles embarquent».

Les commandants des postes de quartier du secteur ont envoyé des lettres aux commerçants pour leur expliquer l'événement du 15 mars.

«Nous sommes inquiets. Chaque fois, des méfaits sont commis, des gens sont masqués ou armés de bâtons. Nous espérons qu'il n'y aura pas d'atteinte aux propriétés des résidents du Plateau Mont-Royal», souhaite Yves Francoeur.

COBP : APPEL POUR LE 15 MARS 2009 : 13e JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE : Manifestation à 14 heures, métro Mont-Royal

« Notre boulot, à la police, c'est la répression. Nous n'avons pas besoin d'un agent socio-



communautaire comme directeur, mais d'un général. Après tout, la police est un organisme paramilitaire, ne l'oublions pas.»

Yves Francoeur, président de la Fraternité des policiers et policières de Montréal

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) est en pleine ébullition. Les dossiers en cours sont, à l'image de leurs revolvers, chargés, et les gardiens de la paix sociale ont les nerfs à vif. La demande de renouvellement de leur convention collective nous a permis de les surprendre sous leur vrai visage : il n'y a rien d'étonnant à les voir parader en vêtements militaires, et c'est là un geste significatif envers la population de Montréal. La police a, en plus du doigt, le droit sur la gâchette.

En effet, personne n'a oublié les événements du 9 août 2008. En début de soirée, alors qu'il jouait dans un parc avec son frère et ses amis, Fredy Villanueva, 18 ans, était abattu à bout portant par l'agent Jean-Loup Lapointe, accompagné par sa complice Stéphanie Pilote. Non satisfait d'en avoir tué un, Lapointe a également blessé deux jeunes présents, dont l'un d'une balle dans le dos. Il faut que ce soit clair : il s'agit d'un meurtre et l'agent Lapointe doit être considéré comme un assassin. Des accusations au criminel doivent être portées. Beaucoup ont cherché à faire croire qu'il s'agit d'un acte isolé, d'une rare bavure qui ne met pas en doute l'intégrité de la police. Néanmoins, le flic n'est jamais seul. C'est toute l'institution de la police et le corps policier dans son ensemble qui sont responsables d'une telle situation : depuis 1987, Fredy Villanueva est la 43^e victime du SPVM. Aucun policier n'a été reconnu coupable d'homicide volontaire ou involontaire. Tous les policiers et toutes les policières impliqués ont fini par réintégrer leurs fonctions. C'est ce qui explique pourquoi on peut encore croiser la route d'un flic comme Dominic Chartier, tueur de Yvon Lafrance en 1989 et impliqué dans la mort de Martin Suazo en 1995, ayant à son actif au moins six plaintes en déontologie, et toujours, malgré tout, moniteur de tir pour le SPVM.

La Fraternité des policiers et policières de Montréal (FPPM), avec à sa tête l'énergumène Yves Francoeur dans le rôle du parrain, a pour fonction de couvrir tous les méfaits de ses membres, tel un syndicat du crime. Systématiquement, elle cherche à empêcher la tenue d'enquêtes publiques, et, à plusieurs reprises, elle a gêné le travail de coroners. Alors que, récemment, le SPVM déposait une proposition d'interdiction de tout port de masque dans les manifestations, on est en droit de se demander qui souhaite ne pas laisser

tomber le sien. Si les flics ne veulent pas d'enquêtes publiques, c'est sans aucun doute parce qu'ils ont quelque chose à se reprocher, comme dans le cas toujours d'actualité de Mohammed Anas Bennis, tué en 2005 et dans lequel la FPPM entrave tout processus public. La Fraternité, et l'écrasante majorité de la police avec elle, radicalise apparemment ses positions, notamment par la voix de son chef qui a déclaré que l'agent Lapointe « avait bien fait son travail ». C'est que la police souhaite montrer l'exemple dans la crise sociale actuelle. Elle aspire à jouer son rôle répressif qui remet les choses dans le bon ordre. Pour ce faire, certaines personnes doivent en payer le prix. Les responsables politiques qui contrôlent l'action de la police savent trouver les coupables quand il s'agit de protéger leurs propres intérêts : ce sont, entre autres, des « minorités visibles » qui appartiennent à des « gangs de rues » vivant dans un « Bronx » cataclysmique. Ce profilage social et racial est quotidien dans les quartiers populaires de Montréal. À Saint-Michel, Montréal-Nord et ailleurs, le simple fait de porter certains vêtements fait de nous des criminels, quand ce n'est pas la couleur de peau. La très institutionnelle Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec semble le reconnaître depuis sa déclaration, l'année passée, selon laquelle le SPVM est coupable de « profilage et de pratiques discriminatoires ». Les jeunes de ces quartiers sont jugés par des incapables et traités comme tels. C'est sans compter sur la discrimination scandaleuse dont sont toujours victimes les sans-abri, apparemment coupables de ne pas posséder de toit au-dessus de leur tête. La police, qui, elle, ne semble rien avoir dans la sienne, trouve encore raisonnable de taxer les itinérants de tickets qu'ils seront incapables de payer, et ainsi les criminaliser.

La population fait les frais de la Justice lorsqu'elle est attaquée par ses agents armés. En dépit de sa possession d'arme à feu et autres gadgets répressifs tels la matraque ou le poivre de Cayenne, voici maintenant le pistolet à décharges électriques, le Taser. Responsable de près de 300 décès en Amérique du Nord depuis 2001, le SPVM s'en est notamment servi pour tuer Quilem Registre en 2007, et continue de l'utiliser malgré une expertise ordonnée en décembre par le ministre de la Sécurité publique Jacques Dupuis. Certains de ces pistolets émettent un courant jusqu'à 50% plus élevé que prévu. Mais qui nous protège de la police ? En plus de pouvoir être tués et emprisonnés en toute légalité, il faut aussi savoir être sage et ne pas dire un mot. Surtout : pas d'insultes, comme le suggère le SPVM à la Ville de

Montréal. En effet, un mot de trop et ce sera bientôt une contravention de plus. Il est d'ailleurs à la portée de chacun de constater que ces nouveaux règlements municipaux – anti-masques et anti-insultes – désirés par le SPVM visent clairement, comme l'a rapporté leur porte-parole Paul Chablo, à cibler deux manifestations particulières, soient la Journée Internationale des travailleurs et des travailleuses du 1^{er} mai, ainsi que la journée du 15 mars. En plus d'être incohérents et sujets à interprétations, ces deux règlements nous prouvent qu'il existe une volonté de profilage politique. Pire encore est le cas de Benjamin Nottaway, chef algonquin de la communauté du Lac Barrière, emprisonné depuis novembre après une manifestation pacifique visant à dénoncer les politiques néo-coloniales du gouvernement.

Pourtant, si on cherche à résoudre le problème, il va falloir s'attarder sur ses causes véritables. La pauvreté gérée par le gouvernement fait écho à la richesse des beaux quartiers, beaucoup plus calmes, moins peuplés et disposant pour certains de leur propre sécurité privée. L'instabilité économique et sociale a des conséquences qui sautent de plus en plus aux yeux. Ailleurs comme ici, c'est la même logique qui maintient le système en place et, tout comme la police assassine au Québec, elle le fait également à travers le globe, à chaque endroit où elle doit assumer un rôle d'oppression. Deux événements récents ont capté notre attention, en l'occurrence le meurtre en Grèce de Alexandros Grigoropoulos et celui d'Oscar Grant à Oakland aux États-Unis, tous deux étant l'œuvre des forces de l'ordre. Dans les deux cas, et tout comme à Montréal-Nord, une révolte a pris forme dans les rues, culminant à un état proche de l'insurrection dans le cas de la Grèce. Dans ce dernier cas, les deux flics assassins ont été accusés au criminel. Cela nous montre qu'une fois de plus, il faut savoir réagir face à l'injustice, et que seule une forte réaction populaire peut réellement faire changer les choses. La Journée internationale contre la brutalité policière du 15 mars est justement un moment que nous saisissons pour signifier notre refus de cautionner l'impunité de la police et notre opposition face au système qui la maintient et la légitime. C'est un premier pas vers une contestation générale d'un monde sans avenir si la passivité l'emporte.

Justice pour toutes les victimes de l'impunité et de la brutalité policières !

Pas de justice, pas de paix !

Rassemblement le 15 mars 09 à 14 heures métro Mont-Royal

Gros bon sens : bas les masques ... non ! = CRAP : Montréal-Nord – Affaire Villanueva

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Sécurité publique : Répit pour les manifestants masqués - Mise à jour le samedi 21 février 2009 à 4 h 41



Manifestation contre la brutalité policière, le 15 mars 2008

Photo: La Presse Canadienne /Graham Hughes La Ville de Montréal repousse à une date indéterminée le vote sur l'amendement qui interdirait le port d'un masque lors de manifestations publiques. Seules des cagoules, par temps froid, et seuls des masques à l'effigie de politiciens auraient été autorisés. Le conseil municipal devait à l'origine se prononcer lundi.

L'administration Tremblay explique que devant le tollé suscité par son projet, elle a décidé de le soumettre à la Commission de la sécurité publique pour qu'elle en fasse un examen plus approfondi. Le responsable de la sécurité publique à la Ville, Claude Dauphin, n'impose aucun échéancier aux

élus et aux juristes chargés de revoir ce nouveau règlement.

Les nombreux groupes de défense des droits qui dénoncent ce projet sont soulagés, mais ils réclament son retrait pur et simple. Pour les responsables de la Ligue des droits et libertés, le masque est un moyen d'expression comme un autre, dans toutes les civilisations, et son interdiction risque d'entraîner des abus. « Ce qui devrait guider l'intervention d'un policier envers un citoyen, ce n'est pas son allure, son accoutrement, mais l'existence ou non d'un acte ou d'une intention criminels », soutient Denis Barrette, porte-parole de la Ligue.

Pour sa part, le directeur du Centre de recherche-action sur les relations raciales, Fo Niemi, voit cet amendement comme une atteinte à la liberté d'expression. Il croit en outre que le règlement pourrait mener au profilage racial et à la discrimination. Il donne l'exemple d'étudiants qui porteraient des foulards de bandit pour dénoncer la corruption de financiers, des environnementalistes qui porteraient des masques à gaz pour illustrer la pollution ou encore des Arabes qui seraient mas-

qués du foulard traditionnel au cours de marches pour le Moyen-Orient.

Déception chez les policiers

La Fraternité des policiers et policières de Montréal est déçue par le report du vote. Elle réclame le droit d'arrêter les manifestants masqués depuis 10 ans.

Le président de la Fraternité, Yves Francoeur, déplore que le Code criminel ne contienne pas de disposition efficace pour permettre aux policiers d'agir de façon préventive dans le cadre de ras-

semblements. « On est convaincus que si on avait une réglementation pour intervenir sur le lieu de rassemblement quand les gens ont déjà le visage caché, ça éviterait justement que ça ne dégénère », soutient-il.

Il ajoute que le risque de débordements diminue considérablement quand les manifestants ont le visage découvert. À son avis, les détracteurs du projet font preuve de mauvaise foi.

Radio-Canada.ca avec Presse canadienne

LE DEVOIR: Port du masque: Montréal recule, mais promet un autre règlement – Édition du Samedi 21 et du dimanche 22 février 2009

Marco Bélaïr-Cirino

Le règlement prohibant le port de masques et de cagoules lors de manifestations à Montréal ne sera pas soumis au vote des élus lundi soir, mais l'administration Tremblay ne renonce pas pour autant à son projet. Le président du comité exécutif et responsable de la sécurité publique à la Ville de Montréal, Claude Dauphin, a fait retirer hier de l'ordre du jour de la séance du conseil municipal de lundi soir prochain l'étude du projet de modification du Règlement sur la prévention des troubles de la paix, de la sécurité et de l'ordre public et sur l'utilisation du domaine public (P-6) afin d'y ajouter une disposition interdisant aux manifestants de se masquer le visage.

«Comme notre objectif est de fournir de bons outils à nos policiers qui auront à appliquer ce règlement et aux tribunaux qui devront le sanctionner, il nous apparaît important de réexaminer notre projet d'amendement et de le soumettre à nouveau à la Commission de la sécurité publique pour une nouvelle évaluation», a indiqué Claude Dauphin, hier, par voie de communiqué. Ce dernier refuse de fixer un échéancier pour la révision de la modification.

Un front commun de groupes de défense des droits et de syndicats enjoint l'administration Tremblay de retirer «purement et simplement» non seulement le projet d'amendement au règlement P-6 proposé par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), mais bien tout le «règlement antimaniif» adopté dans les années 1970 par l'administration Drapeau-Saulnier.

«Des gens peuvent, sans avoir aucune intention criminelle, vouloir se masquer pour protéger leur anonymat sans que cela soit répréhensible, a dit hier le représentant de la Ligue des droits et libertés, Denis Barrette. Ce n'est pas vers une escalade des pouvoirs d'intervention des policiers qu'il faut se diriger, mais vers une meilleure compréhension de ce qu'est la liberté d'expression. Visiblement les forces de l'ordre n'ont rien compris.»

Le directeur général du Centre de recherche-action sur les relations raciales (CRARR), Fo Niemi, somme pour sa part l'administration Tremblay de ne plus «adopter des politiques ou des règlements en catimini». Fo Niemi demande notamment à la Ville d'ouvrir grandes les portes

de la Commission de la sécurité publique aux citoyens.

Le chef de l'opposition officielle de la Ville de Montréal, Benoit Labonté, a applaudi la décision du comité exécutif de commander un nouvel examen du projet de modification du règlement P-6 à la Commission de la sécurité publique, mais lui demande de «donner la parole aux citoyens sur [ce] projet de règlement qui déjà suscite la grogne». «Par respect envers les citoyens et dans l'intérêt de la démocratie montréalaise, force est d'admettre que la tenue d'une séance publique est nécessaire», a affirmé Benoit Labonté.

La Fraternité des policiers et des policières insiste pour que le conseil municipal adopte l'amendement le plus rapidement possible. Le président de la Fraternité, Yves Francœur, insiste sur le fait que «ce sont clairement les casseurs, les gens qui s'insèrent dans les manifestations pacifiques dans le but de casser, défoncer et brûler du matériel, ou carrément s'en prendre aux policiers et aux citoyens, qui sont visés par cet amendement. La moindre des choses, en démocratie, c'est de s'exprimer à visage découvert».

LA PRESSE: Masque dans les manifestations: la Ville fait volte-face – Samedi 21 février 2009

Daphné Cameron, La Presse

La Ville de Montréal fait volte-face sur son projet de règlement visant à interdire le port du masque dans les manifestations. Par voie de communiqué, le responsable de la sécurité publique à la Ville de Montréal, Claude Dauphin, a annoncé en début d'après-midi le report du vote du règlement à la séance du comité exécutif lundi.

«Depuis quelques semaines, nous avons eu des discussions enrichissantes sur ce projet d'amendement à notre règlement. Beaucoup d'individus et de groupes nous ont fait connaître leurs appréhensions sur certains volets de l'amendement proposé», affirme M. Dauphin dans le communiqué.

«Nous avons consulté à nouveau et l'ensemble de nos échanges nous ont permis de constater que

certain aspects du règlement demeurent imprécis. Comme notre objectif est de fournir de bons outils à nos policiers qui auront à appliquer ce règlement et aux tribunaux à le sanctionner, il nous apparaît important de réexaminer notre projet d'amendement et de le soumettre à nouveau à la Commission de la sécurité publique pour une nouvelle évaluation»

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT: Les manifestants resteront masqués à Montréal – Samedi 21 février 2009

Les manifestants resteront masqués à Montréal

PC | La décision de la Ville de Montréal de retarder l'adoption de l'amendement interdisant aux manifestants de couvrir leur visage à l'occasion de manifestations a ragaillardisé les groupes de défense des droits civils, qui demandent maintenant à la Ville d'abandonner complètement le projet.

«C'est seulement lorsque le projet d'amendement sera complètement enterré que nous pourrions crier victoire», a déclaré Fo Niemi, directeur exé-

cutif du Centre de recherche-action sur les relations raciales, qui voit l'amendement comme une atteinte à la liberté de parole.

Le président du comité exécutif et responsable de la sécurité publique à la Ville de Montréal, Claude Dauphin, avait annoncé, plus tôt hier, que l'amendement ne sera pas soumis au vote, comme prévu, au cours de la séance du conseil de lundi.

«Beaucoup d'individus et de groupes nous ont fait connaître leurs

appréhensions sur certains volets de l'amendement proposé», a-t-il déclaré.

Plusieurs aspects de la réglementation demeurent imprécis et ont besoin d'être réexaminés, a-t-il ajouté.

Aucun échéancier n'a toutefois été fixé pour la révision de l'amendement, dont l'objectif est de désamorcer le potentiel de violence lors de manifestations.

Une coalition d'organisations de protection des droits de l'homme et de syndicats affirme que l'amendement

ouvre la porte à de nombreux abus.

Ils critiquent aussi une proposition de règlement émanant de la Fraternité des policiers et des policières de Montréal voulant interdire aux citoyens d'insulter les policiers en les traitant, par exemple, de «cochons» ou de «mangeurs de beignes».

L'amendement au règlement sur l'utilisation des masques aurait permis aux manifestants de porter des cagoules par temps froid et des masques à l'effort de militants.

MÉTRO: Le vote sur l'interdiction du port du masque remis à plus tard – Vendredi 20 février 2009 02:41

L'adoption d'un amendement qui aurait mené à l'interdiction de porter un masque lors d'une manifestation à Montréal est remise à plus tard. Le vote n'aura pas lieu lors du prochain conseil municipal de la Ville de Montréal, prévu lundi.

Claude Dauphin, président du comité exécutif et responsable de la sécurité publique à la Ville de Montréal, a annoncé aujourd'hui vouloir faire examiner plus en profondeur certains aspects du projet d'amendement du règlement sur la Préven-

tion des troubles de la paix, de la sécurité et de l'ordre public et sur l'utilisation du domaine public. «Nous avons consulté à nouveau et l'ensemble de nos échanges nous ont permis de constater que certains aspects du règlement demeurent imprécis. Comme notre objectif est de fournir de bons

outils à nos policiers qui auront à appliquer ce règlement et aux tribunaux à le sanctionner, il nous apparaît important de réexaminer notre projet d'amendement et de le soumettre à nouveau à la Commission de la sécurité publique pour une nouvelle évaluation», a fait savoir M. Dauphin dans un communiqué.

Déception chez les policiers

De son côté, la Fraternité des policiers et policières a réitéré son appui au projet, et insisté pour que le conseil municipal adopte un tel règlement le plus tôt possible.

«Ce n'est ni la liberté d'expression ni le droit de manifester qui sont visés par cet amendement. Ce sont clairement les casseurs, les gens qui s'insèrent dans les manifestations pacifiques dans le but de casser, défoncer et brûler du matériel, ou carrément s'en prendre aux policiers et aux citoyens», a répliqué le président de la Fraternité, Yves Francoeur. «Par expérience, nous savons que si nous avons la possibilité de leur demander

de se démasquer, et, dans un deuxième temps, de s'identifier s'ils refusent de le faire, les bris et la provocation vont considérablement diminuer», a-t-il soutenu.

L'opposition demande une consultation

Benoit Labonté, chef de l'opposition officielle, a accueilli favorablement la décision de retourner à la Commission de la sécurité publique pour l'examen du projet. Il demande toutefois au maire Gérald Tremblay de tenir une séance publique de la Commission afin de donner la parole aux citoyens sur un projet de règlement qui déjà suscite la grogne.

«Par respect envers les citoyens et dans l'intérêt de la démocratie montréalaise, force est d'admettre que la tenue d'une séance publique est nécessaire, et se révèle des plus appropriés et des plus porteuses, particulièrement dans le contexte actuel où ce dossier crée déjà de nombreuses insatisfactions», a soutenu M. Labonté.

Plusieurs groupes de défense des droits avaient dénoncé aujourd'hui la volonté de la Ville de Montréal d'interdire le port d'un masque pendant les manifestations. Un regroupement demandait ainsi le rejet du projet de règlement interdisant les masques lors de manifestations.

Parmi les groupes impliqués dans cette action, on compte la Ligue des droits et libertés, le Centre de recherche-action sur les relations raciales, le Collectif Action Autonomie pour la défense des droits en santé mentale et le Conseil central de Montréal de la CSN.

Ces groupes en ont également contre la demande de la Fraternité des policiers et policière de Montréal qui souhaite obtenir le pouvoir de sanctionner les insultes proférées contre ses membres.

Ces projets «portent gravement atteinte à la liberté d'expression et risquent par ailleurs de pénaliser outrancièrement des groupes déjà marginalisés», peut-on lire dans un communiqué émis par la Ligue des droits et libertés.

24 HEURES: Les manifestants cagoulés admis à Montréal...pour le moment – Vendredi 20 février 2009

Jean-Philippe Arcand

Il ne sera finalement pas illégal de participer à une manifestation le visage masqué ou cagoulé sur le territoire de Montréal...du moins, pour l'instant.

Le conseil exécutif de la Ville a voté, vendredi, le retrait de l'amendement au «règlement sur la Prévention des troubles de la paix, de la sécurité et de l'ordre public sur l'utilisation du domaine

public», qui interdisait à tout individu de prendre part à une manifestation en ayant le visage couvert.

Par voie de communiqué, le président du comité exécutif et responsable de la sécurité public de Montréal, Claude Dauphin, a indiqué que «beaucoup d'individus et de groupes nous ont fait connaître leurs appréhensions sur certains volets de l'amendement proposé.»

Ainsi, M. Dauphin affirme que «de surseoir à l'adoption du règlement est salutaire à ce moment-ci et démontre que la démocratie municipale est bien vivante.»

Le projet d'amendement sera donc soumis à nouveau à la Commission de la sécurité publique pour une nouvelle évaluation.

THE GAZETTE: ANTI-MASK BYLAW OFF THE AGENDA: NO VOTE MONDAY But opponents say they want it totally withdrawn - Saturday, February 21, 2009

Montreal's executive committee has sent its controversial new anti-mask bylaw back to the drawing board.

May Day in Montreal: The wording of the controversial new anti-mask bylaw is so broad, says city councillor Warren Allmand, a former federal solicitor-general, that it could be used to arrest somebody in the Santa Claus parade.

On the lip of a city-council vote over the proposal scheduled for Monday night, it chose instead yesterday to quietly move the measure to a back burner.

But this is only a partial retreat – and far from sufficient, a coalition representing 20 community and other groups declared.

"We want this proposition totally withdrawn – period," said lawyer Denis Barrette, speaking for the Ligue des droits et libertés and 19 other groups.

City hall had wanted to amend an existing bylaw on peace and good order to add: "No person participating in or attending a meeting, a parade or a gathering on public property may cover his face without reasonable cause, particularly with a scarf, a hood or a mask."

That wording is so broad, says city councillor Warren Allmand, a former federal solicitor-general, that it could be used to arrest somebody in the Santa Claus parade.

The measure made it through first reading at last month's city council meeting.

But instead of a public vote Monday by councillors, the hot potato has simply been dropped from their agenda.

"This," Barrette allowed, "is encouraging."

He and a broad array of opponents said the bylaw – or any along similar lines – would breach fundamental free-expression rights protected under the federal Charter of Rights and Freedoms.



PIERRE OBENDRAUF THE GAZETTE

City councillor Marvin Rotrand, with Allmand a member of the ruling Union Montreal Party, said earlier he planned to vote against.

Acknowledging the heat, Claude Dauphin, executive committee member responsible for public security, said in a three-paragraph statement that the proposal has been handed back to the Public Security Commission, to "examine certain aspects in greater depth."

The bylaw change isn't dead. But Dauphin didn't appear to be pushing for its rapid return to the front burner: "There is no specific delay to re-

examining any amendments, so as to provide all the necessary latitude to different departments, legal advisers and elected officials to conduct their contemplation of these proposals with all the necessary serenity."

Judgments by police officers can potentially be arbitrary, said Fo Niemi of the Centre for Research-Action on Race Relations.

Members of a Muslim crowd wearing religious headgear; students sporting masks to protest against pollution; or labour demonstrators wearing gags, he said, could all be declared in violation.

Niemi asked that the fresh police-commission discussions on the issue be held in the open. So far, he said, they've been held in private.

Police already have a full array of law-enforcement tools, Niemi added.

Not so, retorted the Montreal Police Brotherhood, which has been lobbying hard for the measure. The police union issued a statement urging adoption "as soon as possible," adding that it "deplores the bad faith that motivates certain intervenors in this issue."

The Ligue des droits took that allegation to heart.

"It's the Brotherhood that's in bad faith," Ligue spokesperson Thomas ChiassonLe Bel responded.

"The Criminal Code already gives Montreal police ample opportunity to target people who wear masks with criminal intent. It's Article 351. Our police don't need these additional powers – what they are asking for is really excessive."

RUEFRONTENAC.COM : Interdire les masques: une entrave à la liberté d'expression - Mercredi, 18 Février 2009 15:10

Écrit par Jessica Nadeau

La Ligue des droits et libertés s'oppose à un nouveau règlement que veut adopter la Ville de

Montréal pour interdire le port d'un masque lors de manifestations. Selon le groupe, il s'agit d'une dangereuse entrave à la liberté d'expression.





Le masque peut être porteur d'un grand message politique. Il permet aussi parfois de se réchauffer sur une ligne de piquetage lors de grands froids.

Photo Luc Laforce

«La liberté d'expression, ce n'est pas seulement d'affirmer des opinions qui plaisent, c'est aussi le droit de lever une pancarte, de porter un masque de clown ou de George Bush pour se faire contestataire et dénoncer des politiques ou tout ce qu'un

masque peut représenter», affirme Thomas Chiasson-Lebel, de la [Ligue des droits et libertés](#). Or, le conseil municipal de la Ville de Montréal s'apprête à adopter un règlement le 23 février qui interdirait le port du masque ou de tout autre forme de déguisement du visage.

Ce sont les policiers de Montréal qui seraient en charge de faire appliquer le règlement, ce qui donne un pouvoir «abusif» aux policiers, selon la Ligue des droits et libertés.

«Si on se fie au règlement, les policiers pourraient, par exemple, empêcher le Père Noël de défilier avec sa barbe lors de sa parade. Bien sûr, on n'ira jamais jusque-là, mais en donnant le pouvoir aux policiers de décider qui peut porter un masque ou non, on leur donne un pouvoir clairement arbitraire de fixer les limites de la liberté d'expression.»

Protection du public

Par ailleurs, la Ligue des droits et libertés rappelle que la protection du public est déjà assurée par le Code criminel, qui prévoit que quiconque est déguisé dans l'intention de commettre un acte criminel est passible d'une peine de prison de dix ans.

«Le fait de porter un masque n'est en rien un geste incriminant et le lien entre les masques et les débordements de certains événements restent à démontrer», ajoute le porte-parole.

La Ligue des droits et libertés demande aux citoyens d'agir pour empêcher l'adoption d'un tel règlement en envoyant une [lettre](#) au maire Tremblay et à se présenter à la mairie pour la tenue de la séance, le 23 février.

THE GAZETTE : Justify your existence : Yves Francoeur - Protesters unmasked: Making streets safer or infringing on our rights? – Saturday, February 14, 2009



POLICE UNION SUPPORTS A BAN ON MASKED PROTESTERS AND A NO-INSULT BYLAW: "No person participating in or attending a meeting, a parade or a gathering on public property, may cover his face without reasonable cause, particularly with a scarf, a hood or a mask." So reads the current wording of a proposed bylaw that Montreal city council will vote on when it meets Feb. 23. It would enable police to arrest people who cover their faces at demonstrations and protests, even when it's cold or when marchers says a mask helps get their point across. The measure would help identify protesters and keep things from turning into riots, supporters have said. Bylaws prohibiting facial concealment have been passed in Trois Rivières and Quebec City. Another proposal being studied would allow police to fine someone for insulting them. The wording is still being worked out, but the rationale is that this would help police officers control rowdy crowds. No-insult bylaws are in effect in 63 Quebec municipalities, including Laval, Dorval, Dollard des Ormeaux, Ste. Anne de Bellevue and Quebec City. Critics say bylaws banning masks and insults would be in gross violations of Canadians' constitutional right to freedom of expression.

The Gazette spoke to Yves Francoeur, president of the Montreal Police Brotherhood, the union representing 4,000 Montreal police officers. The Brotherhood supports restrictions on masks at protests and on insulting police officers.

GAZETTE: Why do police need a ban on masks at protests?

FRANCOEUR: In 1999, one of our colleagues, (Montreal police officer) André Hottin, lost an eye during a protest by members of Montreal's Kurdish community outside the Israeli consulate.

(Masked) protesters were there with babies in baby carriages and they also had rocks in the carriages. Hottin was hit in the head and lost his (left) eye. After that, we asked the city to look at a ban on masks at protests. Not having the anonymity of a mask helps reduce (a protester's) ardour. We have nothing against (peaceful) protests. But after all, we're not in a banana republic here. People have nothing to fear about showing their faces ... and there is no law that says people must identify themselves upon being asked. So with a ban on masks, if someone wears one we could (arrest them and) identify them.

GAZETTE: Wouldn't such a ban snare innocent people? What if I show up alongside some marchers and I'm wearing a scarf over my face because it's cold and there's a scuffle and you arrest a bunch of people, including me, because my face is covered?

FRANCOEUR: A police officer must show good judgement in making arrests; otherwise a judge might (later) throw the case out. Generally, it's not hard to tell that if a person is charging at you waving a two-by-four, then they're up to no good. Often, it is a small group of people who join peaceful demonstration and want to make trouble. These are the people - they are often masked - that such a ban would affect. They can turn a demonstration into something that is dangerous for police and ordinary citizens. Believe me, I have 23 years of experience as a police officer. I can tell you that I would bet my house on the fact that someone (at a demonstration) who identifies themselves is much less likely to commit a crime after that.

GAZETTE: Isn't existing law effective? (Section 351 of the Criminal Code of Canada states that "Everyone who, with intent to commit an indicta-

ble offence, has his face masked or coloured or is otherwise disguised is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding 10 years.)

FRANCOEUR: We're not (easily) able to apply that in these situations because the person's intention must be proved. There's no (such proof) required with a municipal bylaw.

GAZETTE: Isn't hypocritical of police to want to ban masks at demonstrations when police have in the past removed their nametags at such events?

FRANCOEUR: Maybe that was done in the past, but it's no longer the case. Now, police officers wear a badge with their employee identification number instead of their family name. The reason is that sometimes demonstrators would harangue an officer using the officer's family name. But now, our officers are identified by their ID numbers and this conforms to the provincial law that governs police conduct.

GAZETTE: Why support the idea of fines for insulting police officers?

FRANCOEUR: It's the same principle as the mask ban. It would enable us to intervene at the beginning of an incident. Look at what's happened in Sherbrooke and Quebec City (which have no-insult bylaws); it's cleaned up rowdy fights that break out near bars. There's a loss of respect everywhere you look and this is one sign of it. Police have been injured and that's just not normal.

GAZETTE: Do you think Montrealers support giving police more tools to arrest people?

FRANCOEUR: I think Mr. and Mrs. Everybody do. They see rioters in Montreal North - and it's just 50 people out of 200 who are there for a demonstration in an area with a population of 55,000 - and it scares them. They're afraid to send their children out to play in the park. Maybe they don't show it in demonstrations, but people support us on this.

LE DEVOIR : 1^{ère} page : Affaire Villanueva - Une stricte enquête du coroner : le juge Sansfaçon n'abordera pas les tensions sociales vécues à Montréal-Nord – Édition du Samedi 14 et du dimanche 15 février 2009

Brian Myles

Non seulement l'enquête sur la mort de Freddy Villanueva est reportée au 25 mai, mais elle sera strictement limitée aux causes et circonstances immédiates du décès de ce jeune abattu par un policier. La communauté de Montréal-Nord n'aura pas l'enquête publique élargie qu'elle réclamait tant sur les tensions sociales dans le quartier. Le Bureau du coroner a fait savoir hier par voie de communiqué que l'enquête débutera finalement le

25 mai, la raison officielle étant que l'organisme veut donner aux personnes et organismes désireux d'y participer plus de temps pour s'y préparer. L'intérêt pour cette enquête ne cesse cependant de diminuer. Déjà, les avocats des familles Villanueva et des deux jeunes blessés lors de l'intervention policière ont indiqué qu'ils ne participeront pas aux travaux si l'État n'accepte pas d'assumer tous leurs frais d'avocats.

Comme si ce n'était pas suffisant, l'enquête publique ne tiendra nullement compte du contexte social, des disparités socioéconomiques et du profilage ethnique à Montréal-Nord, a confirmé hier au Devoir Anne-Marie Lessard, la responsable des communications au Bureau du coroner. Nommé coroner ad hoc par Jacques Dupuis, ministre de la Sécurité publique, le juge Robert Sansfaçon est strictement chargé d'établir «les causes et les circonstances du décès» de Freddy

Villanueva aux mains d'un policier de Montréal et de formuler, s'il y a lieu, des recommandations pour assurer une meilleure protection de la vie humaine. C'est dans la droite ligne de la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès, qui encadre le travail des coroners.

À la suite des commentaires du ministre Dupuis et du juge Sansfaçon, plusieurs personnes à Montréal-Nord étaient restées sous l'impression que l'enquête irait plus loin que les faits et gestes ayant amené le policier Jean-Loup Lapointe à abattre Freddy Villanueva, le 9 août dernier. Le milieu communautaire entretenait l'espoir que l'enquête aborde le «contexte social» à Montréal-Nord, un quartier où la pauvreté et les tensions entre la population et les policiers sont criantes.

En entrevue à La Presse canadienne, en décembre, le juge Sansfaçon avait déclaré qu'il trancherait cette question plus tard. Il avait cependant rappelé qu'il n'avait pas été nommé «pour tenir une commission d'enquête royale portant sur les relations entre des agents de la paix et une population d'une région de Montréal». M. Sansfaçon n'a pas rappelé Le Devoir.

Le coordonateur du Mouvement solidarité Montréal-Nord, François Bérard, est extrêmement déçu de la tournure des événements. «C'est surréaliste de ne pas aborder le contexte social et

de se limiter à l'aspect médico-légal, dit-il. Ça va être accueilli de façon très négative dans le quartier. C'est comme si on ne voulait pas aller au fond des choses et cacher des affaires.»

Le Mouvement solidarité Montréal-Nord fait partie des 13 groupes ou individus à qui le juge Sansfaçon a accordé jusqu'à maintenant le statut de «personne intéressée» aux fins de l'enquête. M. Bérard se demande bien quels points son organisme pourra faire valoir lors de l'enquête, s'il doit s'en tenir à des représentations sur les causes et circonstances du décès. «Nous sommes très déçus de voir que l'enquête ne permettra pas d'aller au fond des choses, a-t-il dit. Le contexte social peut expliquer en soi une partie du comportement des jeunes et des acteurs en présence.»

L'avocat Alain Arseneault, censé représenter Jeffrey Metellus-Sagor à l'enquête publique, craint que cette décision n'affecte encore le lien de confiance entre la population de Montréal-Nord et les autorités. «Il faut éviter qu'une partie de la population perde confiance en l'administration de la justice. C'est pourquoi il faut aller plus loin», en abordant le profilage ethnique et la pauvreté, estime-t-il.

De son côté, le coordonateur du Regroupement d'intervenants d'origine haïtienne de Montréal-Nord, Roger Petit-Frère, profitera du nouveau

décal de trois mois pour accentuer la pression sur le ministre Dupuis, d'une part afin d'obtenir une enquête publique élargie, d'autre part pour que Québec paie les frais d'avocats des familles des jeunes blessés (Jeffrey Metellus-Sagor et Denis Meas). «Tout ce qu'on recherche, c'est une véritable commission d'enquête pour aller au fond des choses», a commenté hier M. Petit-Frère.

Si la question des frais d'avocats n'est pas réglée d'ici le 25 mai, l'enquête publique risque de commencer dans une salle à moitié vide, prévient Alain Arseneault. Pour le moment, seuls les frais d'avocats de la famille Villanueva seront pris en charge par l'État. Les familles des deux jeunes blessés devront se débrouiller par leurs propres moyens, a confirmé récemment le ministre Dupuis.

À l'inverse, les frais d'avocats des policiers sont défrayés par les contribuables montréalais, comme le prévoit la convention collective. «Ce n'est pas une question de frais d'avocats. C'est une question d'équité entre les policiers et les familles, martèle Alain Arseneault. Le ministre [Dupuis] n'est plus une personne crédible, car il a ignoré ses engagements du mois de décembre. Il a dit que les familles auraient des moyens équivalents. Qu'il respecte ses engagements.»

THE GAZETTE : Villanueva family wants Quebeco fund lawyers for witnesses – Sunday, February 08, 2009



Lilian, mother of 18-year-old Fredy Villanueva, who was killed by a police officer last summer, marches in Montreal North yesterday.

VINCENZO D'ALTO THE GAZETTE Chants calling for "truth" and "justice" rang out yesterday afternoon through the streets of the gritty Montreal North neighbourhood where rioting flared last August after the death by police firearm of Fredy Villanueva.

More than 150 demonstrators spent almost two hours parading peacefully – and, for the most part, loudly – under leaden grey skies. They were led by members of the Villanueva family in a

protest organized by the Coalition contre la répression et les abus policiers.

Patricia Villanueva, sister of the dead teenager, called on Premier Jean Charest to order that legal representation be provided for key non-police witnesses who have been subpoenaed to testify at a coroner's inquiry into the fatal Aug. 9 confrontation.

At least five taxpayer-funded lawyers will represent the interests of police and Montreal and Quebec authorities.

Villanueva, 18, was shot in a parking-lot melee that began over a game of dice.

"Who killed him?" a demonstration leader shouted yesterday.

"The police!" answered the crowd. "What do we want?" "Justice!" The demonstration began and ended in a parking lot adjacent to Henri Bourassa Park, at a makeshift shrine to Villanueva's memory consisting of plastic flowers in a snowbank under a tree bearing his fading photo.

The demonstrators stopped briefly outside Station 39.

"No incidents were reported," said Constable Laurent Gingras, adding that officers – including two on horseback – had been deployed "in sufficient numbers."

A coroner's inquiry into Villanueva's death had been scheduled to start on Feb. 16. Patricia Villa-

nueva said yesterday that an unspecified delay announced Friday was "a good start" to meeting the family's demands.

Under circumstances that remain clouded, Montreal police Constable Jean-Loup Lapointe discharged his weapon four times just after 7 p.m. on Aug. 9, mortally wounding Fredy Villanueva.

Two others were shot – Jeffrey Sagor-Métellus, in the back, and Denis Méas, in the arm.

During the Sûreté du Québec investigation that followed, Lapointe, as a suspect, refused to be questioned, invoking his legal right to remain silent.

On Dec. 1, crown prosecutor François Brière announced that Lapointe wouldn't face criminal charges in the case.

The next day, Quebec officials promised that legal representation during the coroner's inquiry would be provided to Sagor-Métellus and Méas, as well as the Villanuevas, Patricia Villanueva said yesterday.

Quebec has been insisting since Jan. 27 that only the Villanuevas were promised legal assistance and that this would be in the form of "accompaniment," not representation.

Lawyers for the families still have not been provided with 1,060 pages of documentation compiled during the SQ investigation.

CYBERPRESSE : Des manifestants réclament justice dans l'affaire Villanueva - Mis à jour le samedi 07 février 2009 à 21h15

Annie Mathieu, La Presse Canadienne, Montréal Une centaine de personnes se sont rassemblées samedi à Montréal-Nord pour manifester aux côtés de la famille du jeune Freddy Villanueva, tué par un policier le 9 août, pour demander au gouvernement de tenir parole et payer les frais d'avocat de toutes les familles impliquées dans l'événement.

Les manifestants se sont réunis en début d'après-midi samedi au parc Henri-Bourassa, à l'endroit où le jeune Freddy est tombé sous les balles policières. Puis, ils ont entamé une marche qui devait les mener au bureau de la députée de la

circonscription de Bourassa-Sauvé, Line Beauchamp.

La mère de Freddy, Lillian Villanueva, a ouvert le cortège qui a tranquillement défilé dans les rues de Montréal-Nord. «Il n'y a pas de justice», a-t-elle lancé, les larmes aux yeux.

La soeur de la victime et porte-parole de la famille, Patricia Villanueva, a répété à plusieurs reprises que la seule chose que réclamait la famille était que le gouvernement tienne parole. Selon elle, le 2 décembre, le gouvernement leur avait promis qu'il paierait les frais d'avocats pour les toutes les familles impliquées dans l'affaire. Depuis, le gouvernement aurait fait volte-face.

«C'est une personne qui travaille pour le gouvernement qui a tué mon frère. Je pense qu'on a le droit à ce qu'ils nous payent un avocat, pas juste pour quatre jours mais pour toute la préparation et pour toute la durée de l'enquête et aussi pour les deux autres victimes qui ont été blessé par balle», a-t-elle ajouté.

Les travaux de l'enquête, qui devaient débiter le 16 février, ont été reportés. Mais selon la soeur du jeune Freddy, même si les familles disposent davantage de temps, c'est l'argent qui fait défaut. Les représentants de la Coalition contre la Répression et les Abus Policiers (CRAP), ont soutenu qu'il était injuste que les policiers soient représen-

tés par six avocats payés par l'État alors que les familles des deux témoins n'avaient droit à aucun. «Si les familles des victimes n'ont aucune représentation juridique, il est clair qu'il va y avoir un déséquilibre au niveau des forces en présence», a indiqué l'un des porte-parole de la coalition, Alexandre Popovic. Le CRAP a déposé vendredi

une plainte à cet égard auprès du ministère de la Sécurité publique.

Le groupe Montréal-Nord Républic était également présent à la manifestation. «On est en train de mettre tout sur pied pour avoir une parodie de justice et une enquête biaisée d'avance», a indiqué un des membres du collectif, Guillaume Hébert. Selon lui, le message envoyé par le gouver-

nement est que l'enquête ne servira qu'à enterrer l'enquête de la Sécurité du Québec (SQ).

Aldena Ortiga connaissait Freddy ou «Pipo» depuis qu'il était tout petit. Amie de la famille Villanueva, elle marchait samedi pour demander la justice et «dénoncer ce que la famille et tout le monde ressent». «Toute la vérité a été cachée», a-t-elle conclu.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Affaire Villanueva : Une manifestation pour des avocats - Mise à jour le samedi 7 février 2009 à 15 h 39



Les proches de Freddy Villanueva, tué lors d'une intervention policière dans l'arrondissement de Montréal-Nord, l'été dernier, ont organisé une manifestation au parc Henri-Bourassa, samedi, à l'endroit même où les événements sont survenus.

La famille Villanueva demande au gouvernement du Québec de payer les frais d'avocats de deux jeunes, blessés par balle lors des événements, qui doivent témoigner dans le cadre de l'enquête publique du juge Robert Sansfaçon. Le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, a confirmé récemment que seuls les avocats de la famille Villanueva et des policiers impliqués seraient payés par l'État.

L'avocat des Villanueva, Gunar Dubé, présent à la manifestation, estime que ses clients sont désavantagés par rapport aux policiers qui bénéficient d'une équipe de six conseillers juridiques. « Comment peut-on en arriver à une réponse claire si vous avez tous les moyens d'un côté et l'autre sans défense, l'autre bord. Cela ne fonctionne pas », a déclaré Me Gunar Dubé à RDI. La soeur de Freddy Villanueva, Patricia, affirme que son avocat n'a pas le temps de préparation payé nécessaire pour étudier les centaines de pages de preuve. Cela, en plus du fait que deux témoins importants ne peuvent bénéficier d'un avocat. Par conséquent, elle craint que l'enquête publique ne permette pas d'éclaircir les circonstances de la mort de son frère.

« Nous ne sommes pas les seuls à vouloir savoir cela. Il y a aussi toute la population qui veut savoir ce qui s'est réellement passé. Pour cela, ça nous prend une enquête complète, équitable et juste, et ça nous prend les moyens pour faire cela », a déclaré Patricia Villanueva à RDI.

Les quelques dizaines de manifestants ont marché devant le poste de police du secteur du parc Henri-Bourassa, avant de défilier devant les bureaux de la ministre Line Beauchamp, députée de Bourassa-Sauvé. Ils sont ensuite retournés au parc pour conclure le rassemblement.

L'enquête publique, qui devait débiter le 16 février, a été reportée à une date indéterminée par le juge Sansfaçon, chargé de l'enquête. Le coroner Sansfaçon a indiqué qu'en raison du grand nombre de demandeurs du statut de personne intéressée, il souhaitait que tous aient le temps de bien se préparer en vue de l'enquête.

Chaque intervenant reconnu par le coroner a le pouvoir d'entendre, d'interroger et de contre-interroger chaque témoin entendu. Ils ont également le droit d'effectuer des représentations au coroner à la fin de l'enquête.

Rappel des faits

Fredy Villanueva, 18 ans, est mort le 9 août dernier, dans un parc de l'arrondissement Montréal-Nord, quand un policier a fait feu sur trois individus qui s'étaient rués sur son collègue. Selon le Service de police de la Ville de Montréal, les agents voulaient arrêter un individu recherché qu'ils venaient de repérer, mais avaient plutôt été encerclés par une vingtaine de jeunes.

La mort de Fredy Villanueva a provoqué de violentes émeutes dans l'arrondissement Montréal-Nord, dans la nuit du 10 au 11 août.

Le directeur aux poursuites criminelles et pénales, Louis Dionne, a confirmé que le policier impliqué ne ferait l'objet d'aucune accusation, le 1er décembre dernier. La décision a été prise après une enquête de sept semaines menée par la Sûreté du Québec et une étude du dossier qui aura duré deux mois. Le ministre Dupuis a dès lors annoncé la tenue d'une enquête publique.

C'est le coroner ad hoc Robert Sansfaçon qui devra faire la lumière sur la mort de Fredy Villanueva. Les audiences se tiendront au Centre de services judiciaires Gouin, et tout ministère, organisme, association ou personne qui a un intérêt dans l'enquête peut demander au juge Sansfaçon d'obtenir le statut de personne intéressée.

article

[Affaire Villanueva : L'enquête publique est reportée](#), 7 février 2009

audio-vidéo

[Gaëlle Lussiaà-Berdou a assisté à la manifestation.](#)

LE DEVOIR : Conseil municipal de Montréal - Des manifestants masqués à l'hôtel de ville - Édition du mardi 27 janvier 2009

JEANNE CORRIVEAU

Des manifestants masqués se sont pointés hier soir à l'hôtel de ville, à l'occasion de la séance du conseil municipal, afin de dénoncer l'intention de l'administration de Gérald Tremblay d'adopter un règlement interdisant le port de masques lors de rassemblements. « Cette mesure est anticonstitutionnelle étant donné que tout individu a la liberté fondamentale de se cacher dans un regroupement et de ne pas dévoiler son identité, sauf en cas d'arrestation bien sûr. Nous trouvons cette mesure absurde », a expliqué Jules Merveille, porte-parole d'un groupe baptisé Gros Bon Sens. Une cinquantaine de jeunes sont entrés dans l'hôtel de ville après avoir pris soin de se découvrir le visage. Nombreux, les policiers ont procédé à l'expulsion de cinq personnes.

L'administration municipale a déposé hier un avis de motion visant à modifier le règlement P-6 sur la prévention des troubles de la paix. L'amendement prévoit l'ajout d'un article interdisant à tout manifestant de se couvrir le visage « sans motif raisonnable » avec un foulard, une cagoule ou un masque.

Le responsable de la sécurité publique au comité exécutif, Claude Dauphin, a fait valoir que cette nouvelle disposition accorderait aux policiers des outils supplémentaires pour prévenir les actes de violence lors de manifestations. « Ça va prendre deux conditions pour s'appliquer: il faut que la personne participe à une manifestation, mais il faut également que le policier ait des motifs raisonnables de croire que l'individu va commettre un acte répréhensible », a expliqué M. Dauphin.

Une personne qui porte une cagoule par temps glacial, un voile par conviction religieuse ou un masque à l'effigie d'un politicien ne devrait pas être importunée si elle manifeste pacifiquement, assure M. Dauphin, qui reconnaît que les policiers devront exercer leur jugement lorsqu'ils appliqueront ce règlement.

Le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, estime pour sa part que le projet d'amendement porte atteinte aux libertés civiles des Montréalais. L'adoption du nouveau règlement est prévue pour le mois de février. Quant au projet de sanctionner les insultes proférées par les citoyens à l'endroit des policiers, M. Dauphin a indiqué qu'aucune décision n'avait été prise et que la question ferait l'objet de discussions à la Commission de la sécurité publique.

LA PRESSE : Éditorial : Merci, M. l'agent!, par Nathalie Collard - Mardi 27 janvier 2009

Le Service de police de Montréal souhaite que la Ville adopte un règlement qui permette à ses agents de donner des contraventions à ceux qui les insultent. Selon la Fraternité des policiers, une contravention permettrait de rétablir le respect à l'endroit des forces de l'ordre, une notion qui se perd, dit-elle, à Montréal...

Ce règlement, précise-t-on, faciliterait le travail des agents à la sortie des bars, lorsque les esprits échauffés oublient les bonnes manières.

Rappelons que le SPVM souhaite aussi qu'on interdise le port d'un masque lors des manifestations afin de faciliter (encore!) la tâche de ses

agents lorsque vient le temps d'identifier les casseurs.

Quelle sera la prochaine étape? Bloquer les moteurs des voitures à 60 km/h pour que les policiers puissent arrêter les automobilistes plus facilement?

Sérieusement, les policiers n'ont pas tort lorsqu'ils soulignent le manque de respect des Montréalais. Ils ne sont pas les seuls à souffrir de cette impolitesse généralisée. En effet, le ton a grimpé de quelques crans au cours des dernières années à Montréal. Que ce soit sur la route, dans le métro	ou dans les lieux publics, les gens sont plus agressifs. Mais avant de réclamer de nouveaux pouvoirs et de passer à la répression bête et méchante pour combattre l'impolitesse, les policiers de Montréal devraient commencer par adopter une attitude	irréprochable: vouvoyer les citoyens en tout temps, faire preuve de respect en toute circonstance et, pourquoi pas, respecter la signalisation routière lorsqu'ils ne répondent pas à un appel d'urgence. C'est ce qui s'appelle prêcher par l'exemple.
---	---	---

LA PRESSE : Interdire les cagoules lors des manifestations: le projet de la police suscite la grogne - Mardi 27 janvier 2009

<p>Éric Clément, La Presse</p> <p>Une cinquantaine de manifestants ont protesté, hier soir, à l'hôtel de ville de Montréal contre la volonté de la police (SPVM) de faire interdire les cagoules et les autres façons de se masquer le visage lors de manifestations.</p> <p>Le comité d'étude Le Gros Bon Sens, formé d'étudiants et de militants, a fait savoir que l'idée de la police est «absurde» et il n'écarte pas de contester ce règlement devant les tribunaux, si le conseil municipal l'adopte prochainement. «C'est une atteinte au droit de manifester», a dit Hugues de Bellefeuille, porte-parole du comité. Porter un masque est une mesure défensive, car la police pratique le profilage et des gens, pour toutes sortes de raisons, ne veulent pas être reconnus par la police.»</p> <p>Paul Chablo, porte-parole de la police, a dit de son côté que «la police ne fait pas beaucoup de profilage» avant de se reprendre et de dire que le SPVM ne fait «aucune forme de profilage». Il a ajouté que les manifestants pourront porter des masques «quand il fait -30 ou quand ce sont des manifestations politiques», mais pas quand «le niveau de violence est potentiel».</p>	<p>Des femmes musulmanes voilées devront-elles ôter leurs voiles si une manifestation délicate sur le conflit au Proche-Orient se déroule au centre-ville en présence de contre-manifestants? M. Chablo a dit que le règlement, s'il est adopté, sera appliqué «selon le gros bon sens» mais il n'a pas précisé ce qu'il entendait par là.</p> <p>Par contre, le président du comité exécutif, Claude Dauphin, a dit que s'il le faut, un policier pourrait demander à une manifestante voilée de s'identifier en retirant son voile.</p> <p>Ce sujet n'a pas été abordé lors du conseil si ce n'est pour déposer un avis de motion sur le sujet. Le projet de règlement va être étudié par un «comité de travail formé par le SPVM».</p> <p>Le parti Projet Montréal a déjà fait savoir sa totale désapprobation de cette proposition faite par la police. Quant à Vision Montréal, la conseillère Anie Samson a dit à La Presse, hier, que son parti «ne s'est pas fait d'idée sur le sujet», mais prendra position le mois prochain, après que le SPVM lui aura présenté ses arguments sur les raisons pour lesquelles il y aurait lieu d'adopter un tel règlement.</p> <p>Poêles à bois, trottoirs, transport</p>	<p>Par ailleurs, des citoyens sont venus réclamer l'adoption d'un règlement sur la disparition des poêles à bois dans l'île de Montréal.</p> <p>Venu en fauteuil roulant, Joseph Moreau a protesté contre la façon dont sont nettoyés les trottoirs cet hiver, invitant le maire de Montréal à vivre «une journée en fauteuil roulant» pour réaliser ce qu'endurent les personnes handicapées quand les trottoirs sont mal nettoyés.</p> <p>Le conseiller Michel Labrecque, nouvellement nommé président de la Société de transport de Montréal, a dit que sa priorité sera d'améliorer le service public de transports collectifs afin qu'il soit «plus rapide, plus confortable et plus pratique».</p> <p>Gîtes touristiques</p> <p>Des propriétaires de petites résidences touristiques ont aussi manifesté contre les taxes «sans préavis» dont ils font l'objet de façon «démessurée, en ne prenant aucun compte de notre précarité économique», a dit une citoyenne, qui a expliqué que ces gîtes ne sont pas concurrents des hôtels et qu'ils «font partie de l'âme de Montréal».</p> <p>Le maire Gérald Tremblay a répondu qu'il va rencontrer ces propriétaires «dans les plus brefs délais».</p>
---	--	---

THE GAZETTE : Group unmasked - Tuesday, January 27, 2009

<p>About 50 protesters donned masks at city hall last night to demonstrate against Montreal's proposed bylaw to ban masks and other face coverings at protests.</p> <p>The protesters, who said they formed the group Gros Bon Sens in response to city hall's plan to introduce the restriction, were ordered by police</p>	<p>to remove the masks before entering city hall for a city council meeting where the bylaw was given first reading. Police ejected at least two protesters.</p> <p>"We consider the regulation to be absurd because it violates civil liberties," group spokesperson Jules Merveille said.</p>	<p>Chief Inspector Paul Chablo, a police spokesperson, said the regulation would be applied only at the kind of protests that have a history of turning violent, including spontaneous street gatherings following Canadiens playoff victories, an annual May Day protest and an annual protest against police brutality.</p>
--	---	---

24 HEURES : Selon Projet Montréal : Les libertés civiles des Montréalais sont menacées - Lundi 26 janvier 2009

<p>Jean Claude Grenier</p> <p>Le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, demandera au maire Gérald Tremblay ce soir à l'assemblée du conseil municipal de retirer la proposition de règlement visant à interdire aux participants à une manifestation de se voiler le visage.</p>	<p>« Si la ville adopte ce règlement, ça va mettre le feu aux poudres, prétend M.Bergeron. La police devrait arrêter les gens sur la base des gestes qu'ils posent, non pas sur la façon dont ils sont habillés », explique-t-il.</p> <p>M.Bergeron déplore que l'administration du maire Tremblay porte ainsi atteinte aux libertés civiles des Montréalais.</p>	<p>«Compromettre la liberté d'expression en donnant le droit aux policiers d'arrêter les gens uniquement sur la base de la façon dont ils sont habillés ne peut que détériorer les relations entre les forces de l'ordre et la population.» ajoute le chef du parti municipal Projet Montréal.</p>
--	---	--

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Manifestations : À visage découvert - Mise à jour le lundi 19 janvier 2009 à 22 h 28

<p>Les manifestations sont fréquentes dans une métropole comme Montréal et peuvent parfois dégénérer.</p> <p>Afin de faciliter l'identification des gens qui commettraient des actes de vandalisme, la Ville veut modifier les règlements actuels pour forcer les protestataires à manifester à visage découvert. Les cagoules et les masques seraient donc interdits.</p> <p>L'avocat Julius Grey s'oppose aux intentions de la Ville. Il affirme qu'un tel règlement ne relève pas des municipalités, d'autant plus, dit-il, qu'il contreviendrait à la Charte des droits et libertés.</p> <p>« C'est un règlement dont l'application serait difficile et qui mettrait en danger la liberté d'expression - dans le cas des femmes voilées, liberté</p>	<p>de religion - et la liberté de manifester parce que c'est une restriction sur la façon de manifester », dit-il.</p> <p>Le juriste admet toutefois que des exceptions pourraient étre faites, notamment pour les manifestations organisées par des groupes criminalisés.</p> <p>De son côté, la Ville promet qu'elle fera preuve de bon sens. « Par exemple, s'il fait -40 [degrés Celsius] et qu'on voit quelqu'un avec le visage caché [...] on veut une application éducationnelle du règlement et non pas une application militaire dudit règlement », soutient Claude Dauphin, président du comité exécutif de la Ville de Montréal.</p>	<p>Certains croient en effet que le règlement pourrait ouvrir la voie à davantage de répression de la part des policiers. « C'est les groupes de gauche, les anarchistes, les gens marginalisés, les gens non désirés qui vont subir le profilage », dit Gabrielle Potvin, du Collectif opposé à la brutalité policière.</p> <p>La Ville est actuellement à peaufiner le projet de règlement pour s'assurer qu'il puisse résister aux contestations juridiques.</p> <p>Le règlement sera déposé au conseil de Ville la semaine prochaine. Il pourrait être adopté et appliqué dès la fin février.</p> <p>audio-vidéo Montréal veut interdire le port de masques et de cagoules lors des manifestations, rapporte Davide Gentile.</p>
--	---	---



DOSSIER LA PRESSE

Caroline Touzin, La Presse

L'enquête publique sur les circonstances de la mort du jeune Fredy Villanueva lors d'une intervention policière dans un parc de Montréal-Nord commencera le 16 février, a appris *La Presse*.

Pour permettre au plus grand nombre possible de personnes d'y assister, l'enquête publique devrait se dérouler au centre judiciaire Gouin, selon nos informations.

Ce palais de justice ultramoderne et hautement sécuritaire est voisin de la prison de Bordeaux dans le quartier Ahuntsic. Ses deux salles d'audience sont beaucoup plus vastes que celles du palais de justice de Montréal. Le centre judiciaire Gouin est muni d'arches de sécurité à l'entrée. Il a été construit pour tenir les mégaprocès des motards à la suite de l'opération policière Printemps 2001.

Au Bureau du coroner chargé des communications concernant l'enquête publique, on refuse de confirmer l'information. «Un communiqué sera

envoyé dans les prochains jours», a dit sa porte-parole, Anne-Marie Lessard.

Le juge de la Cour du Québec Robert Sansfaçon a été désigné pour présider cette enquête. Deux controverses ont éclaté dès l'annonce de la tenue de l'enquête au début du mois de décembre dernier.

D'abord, le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, a averti que les résultats de cette enquête ne modifieraient pas la décision de la Couronne de ne pas porter d'accusation contre le policier Jean-Loup Lapointe qui a fait feu sur le jeune Villanueva. Cela a soulevé encore plus de doutes sur la transparence de la démarche chez les groupes de pression qui réclamaient la tenue d'une enquête indépendante.

De plus, au lendemain de la nomination du juge Sansfaçon, ce dernier a dû sortir de sa réserve pour rectifier des «énormités» véhiculées dans les médias, a-t-il dit à *La Presse Canadienne*. Le magistrat a tenu à démentir le fait que les policiers pourraient se soustraire à l'enquête.

Le juge Sansfaçon a dit avoir une idée très claire de ce que permet la loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès puisqu'il l'a «mis au monde». Le magistrat sera assisté par Me François Daviault, qui a lui aussi de l'expérience en la matière.

Selon le rapport d'enquête de la Sûreté du Québec sur les événements du 9 août dernier, les policiers ont aperçu un groupe d'environ six personnes, dont certains jouaient aux dés au sol dans le parc Henri-Bourassa. Ils auraient décidé de procéder à leur identification afin de leur signifier des constats d'infraction puisqu'un règlement municipal interdit les jeux de hasard dans les parcs. Le policier Jean-Loup Lapointe a aussi reconnu dans le groupe Dany Villanueva, membre d'un gang de rue. Dany, frère de Fredy, a résisté à son arrestation. Fredy, pour sa part, s'est attaqué à l'agent Lapointe. Ce dernier, craignant d'être désarmé, a tiré à quatre reprises devant lui, toujours selon le rapport d'enquête.

Les titres du Courrier international

Voir le document [Les titres du Courrier international \(Janvier-mars 2009\)](#)